

CONSTITUTION

D E

L'ANGLETERRE.

T O M E S E C O N D.



CONSTITUTION

D E

L'ANGLETERRE,

O U

*ÉTAT du Gouvernement Anglais ,
comparé avec la forme républicaine &
avec les autres monarchies de l'Europe.*

PAR M. DE LOLME,

*Membre du Conseil des Deux - Cent de la république
de GENÈVE.*

Nouvelle édition entièrement revue & corrigée sur la
quatrième édition anglaise, dédiée au Roi d'Ang^{re}.
& ornée du Portrait de l'Auteur.

Ponderibus librata suis

OVID. Métam. L. I. 13.

TOME SECONDE.



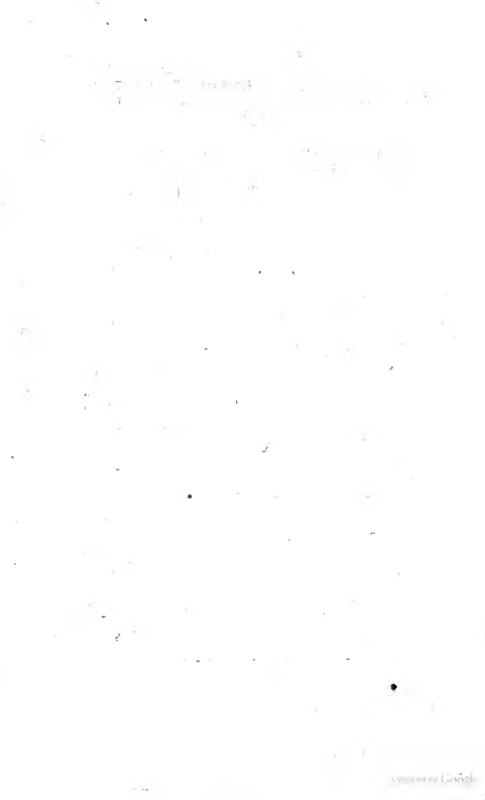
A GENÈVE,

Chez BARDE, MANGET & Compagnie,
Imprimeurs - Libraires.

& se trouve à PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, rue des Poitevins, N^o. 13.

M. DCC. LXXXVII.





CONSTITUTION DE L'ANGLETERRE.

CHAPITRE VI.

*Avantages , que recueille le peuple , du pouvoir de
nommer des personnes qui le représentent.*

COMMENT le peuple remédiera-t-il donc aux défavantages nécessairement attachés à sa position ? Comment résistera-t-il à la phalange de ceux qui réunissent les honneurs , les richesses , les dignités , le pouvoir ?

Ce sera en employant , pour la défense , les mêmes moyens dont ils se servent pour l'attaque : c'est en empruntant leurs armes , leur ordonnance , leur discipline.

Ils sont en petit nombre, par conséquent aisément réunis : il faut donc leur opposer un petit nombre, pour être aussi réunis. C'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils délibèrent sur tout, & ne suivent que des avis mûrement pesés ; c'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils ont des formes qui leur servent, sans cesse, de point de ralliement, des maximes dont ils ne se départent pas, & des plans qu'ils ne perdent jamais de vue : encore une fois donc, opposez-leur un petit nombre, & vous aurez tous ces avantages.

De plus, ceux qui gouvernent, par une nouvelle suite de ce qu'ils sont peu, ont une part plus considérable, par conséquent un intérêt plus vif, au succès quelconque de leurs entreprises. Faisant profession de mépriser leurs adversaires, & étant toujours sur l'offensive, ils s'imposent la nécessité de vaincre. Ils ont à faire (eux qui sont excités par les plus puissans motifs, & qui veulent acquérir) à une multitude qui, ne voulant que conserver, a de longs intervalles d'inaction & de sang-froid. Mais en se nommant des représentans, & en concentrant ainsi sa puissance dans un petit nombre d'hommes, le peuple se donne le ressort qui lui manquoit pour être à l'égalité, & il excite, chez ses défenseurs, des passions qu'il ne sauroit ressentir lui-même.

Chargés exclusivement du dépôt de la liberté publique, les députés du peuple seront excités par le sentiment de la grandeur des intérêts qui leur ont été confiés. Distingués du reste de la nation, & formant une assemblée particulière, ils défendront les droits dont ils sont les gardiens, avec toute la chaleur que donne l'esprit de corps (1). Placés sur un grand théâtre, ils espéreront de s'y distinguer ; & la ruse & l'activité de l'ambition auront en tête la vivacité, la persévérance, que donne l'amour de la gloire.

Enfin, les représentans du peuple étant naturellement choisis parmi les citoyens les plus favorisés de la fortune, & ayant, par conséquent, beaucoup à conserver, auront, même dans les temps tranquilles, les yeux ouverts sur les motions du pouvoir. Leurs avantages les mettent dans le cas d'une comparaison continuelle avec ceux qui gouvernent, la jalousie qu'ils en concevront leur donnera une sensibilité extrême sur toutes les augmentations de leur puissance. Semblables à ces machines qui indiquent les opérations de

(1) Sans une telle disposition d'esprit les communes de l'Angleterre n'eussent jamais maintenu leur droit de taxation avec tant de vigilance, contre les entreprises, souvent peut-être involontaires, des lords.

la nature dans le temps qu'elles sont encore imperceptibles à nos sens, ils feront connoître au peuple ce qu'il ne voit jamais que trop tard ; & leur plus grande proportion des biens, soit réels, soit de l'opinion, en feront, si je puis m'exprimer ainsi, les baromètres qui découvriront, dans leur principe, toutes tendances à des changemens de constitution (1).

(1) Tout ceci suppose *essentielllement*, que les représentans du peuple sont unis d'intérêt avec le peuple. Nous verrons bientôt que c'est-là le chef-d'œuvre de la constitution d'Angleterre.

CHAPITRE VII.

Continuation du même sujet. Le peuple retireroit peu d'avantages de la faculté de nommer ses représentans , s'il ne leur conféroit en même-temps toute son autorité législative.

LES observations qu'on a faites dans le chapitre précédent sont si claires, que le peuple, dans les gouvernemens où il a quelque part, a toujours senti la nécessité de toutes ces choses, & n'a jamais cru pouvoir remédier par lui-même aux désavantages de sa position. Toutes les fois que, réveillé par le sentiment de l'oppression, il a voulu faire usage de sa puissance, on l'a vu se mettre sous la conduite d'un petit nombre d'hommes, qui l'avoient éclairé & encouragé : & lorsque les circonstances ont exigé de sa part une conduite un peu soutenue, il n'a réussi qu'au moyen de la déférence la plus implicite aux chefs qu'il s'étoit choisis.

Mais ces conducteurs, ainsi choisis au hasard, étant facilement intimidés par les terreurs du pouvoir, la confiance illimitée qu'on leur voue ne se déclarant jamais que quand le mal est

extrême, & ne se soutenant que par un concours extraordinaire de circonstances, & auquel ceux qui gouvernent ne font guère pris qu'une fois ; le peuple a presque toujours cherché à profiter des instans de supériorité que les événemens lui avoient donnés, pour rendre durables ces avantages qu'il voyoit être passagers, & pour établir des hommes qui fussent spécialement chargés de sa défense, & que la constitution avouât. C'est ainsi qu'à Lacédémone, le peuple obtint des éphores, & à Rome des tribuns.

Fort bien, dira-t-on ; mais le peuple romain ne permettoit pas à ses tribuns de *rien conclure définitivement* ; il vouloit *ratifier* lui-même les résolutions qu'ils avoient prises (1). Mais c'est cela même qui contribua surtout à en rendre l'institution vaine. Le peuple voulant mêler son avis à celui de ceux auxquels, dans sa sagesse, il s'étoit promis de s'en rapporter, voulant déclarer, avec cent mille suffrages, ce que ceux de ses conducteurs eussent déclaré tout de même, détruisoit par-là tout l'effet de ses précautions ; & pour conserver une apparence de souveraineté (apparence bien chimérique, puisqu'enfin

(1) Rousseau, *Contrat Social*.

c'étoit sous la direction d'autrui qu'il votoit), il retomboit dans tous les inconvéniens dont nous avons parlé ci-dessus.

Les sénateurs, les consuls, les dictateurs, les grands personnages qu'il avoit la prudence de craindre & la simplicité de croire, continuoient à être mêlés avec lui, & à déployer leur faveur; ils le haranguoient encore (1); ils changeoient encore le lieu des assemblées; prétendant que les augures n'étoient pas favorables, sous ce prétexte-là, ou sous d'autres, ils les dissolvoient ou les dirigeoient (2): & les tribuns, lorsqu'ils avoient pu parvenir à se réunir, avoient le déses-

(1) Valere Maxime rapporte, que les tribuns ayant voulu proposer des arrangemens au sujet des bleds dans un temps de disette, Scipion Nasica contint l'assemblée en leur disant: „ Silence, Romains: Je fais mieux que vous ce qui convient à la république „. *Tacete quæso Quirites; plus enim ego quàm vos, quid Reipublicæ expediat, intelligo. Quæ voce auditâ, omnes pleno venerationis silentio, majorem ejus autoritatis, quam suorum alimentorum curam egerunt.*

(2) *Quid enim majus est? si de jure Augurum quærimus*, dit Cicéron, qui étoit lui-même augure, & qui plus est, sénateur, *quàm posse à summis imperiis, & summis potestatibus, comitiatus & concilia vel instituta dimittere, vel habita rescindere? Quid gravius, quàm rem susceptam dirimi, si unus Augur ALIUM (id est, alium diem) dixerit? De Legib. Lib. II. §. 12.*

poir de voir échouer, par des ruses misérables ; des projets suivis avec les plus grandes peines & même les plus grands périls.

Lorsque, voyant la partie fortement liée, ils désespéroient de réussir par de tels moyens, ou craignoient de les user en les prodiguant, ils recouroient à d'autres finesses. Ils donnoient au consul, par le moyen d'une simple formule (1), un pouvoir absolu sur la vie des citoyens ; ou bien, ils nommoient un dictateur. Le peuple se consternoit à la vue de la mascarade d'état qu'on lui présentoit ; & les tribuns, quelque clairvoyans qu'ils fussent, trembloient à leur tour, se voyant sans défenseurs (2).

D'autres fois ils calomnioient les tribuns devant l'assemblée elle-même ; ou, les déchirant en secret, ils les décréditoient totalement. C'est ainsi que le peuple vit tranquillement massacrer Tibérius Gracchus, le seul romain réellement vertueux, le seul qui ait aimé véritablement le

(1) *Videat consul, ne quid detrimenti respublica capiat.*

(2) „ Les tribuns du peuple, „ dit Tite-Live, grand admirateur du pouvoir des nobles, „ & le peuple lui-même, „ n'osoient ni lever les yeux, ni souffler en présence d'un „ dictateur. „ *Nec adversus dictatorium vim aut tribuni plebis, aut ipsa plebs, attollere oculos, aut hiscere audebant.*
Tit. Liv. L. VI. §. 16.

peuple. C'est ainsi que Caius, que l'exemple de son frère n'intimida point, fut à la fin tellement abandonné, qu'il ne se trouva personne qui voulût même lui prêter un cheval pour fuir la fureur des nobles ; & qu'il fut obligé de se donner la mort lui-même, en invoquant les dieux sur ses inconstans concitoyens.

D'autres fois encore, ils suscitoient des divisions parmi le peuple : des brigues effroyables se déclaroient tout-à-coup la veille d'une opération importante ; & les gens modérés évitoient des assemblées, où ce ne devoit être que tumulte & que confusion.

Enfin, pour que rien ne manquât à la facilité avec laquelle ils abusoient les assemblées populaires, ils falsifioient les déclarations du nombre des voix : ils allèrent même une fois jusques à voler les urnes dans lesquelles les citoyens devoient jeter leurs suffrages (1).

(1) On peut lire, par rapport à toutes ces choses, ce que dit Plutarque, surtout dans la *Vie* des Gracques. Au reste, je fais grâce au lecteur des assemblées où l'on arma une partie du peuple contre l'autre ; je ne lui parle que des temps qui précédèrent ou suivirent immédiatement la troisième guerre punique, c'est-à-dire de ce qu'on appelle les beaux temps de la république.

C H A P I T R E V I I I .

Conclusion de ce sujet. Effets qu'a eu, dans le Gouvernement anglais, le parti qu'a pris le peuple de conférer tout son pouvoir à ses représentans.

MAIS lorsque le peuple a confié son pouvoir à un petit nombre de personnes, les choses prennent tout de suite une bien différente tournure. Ceux qui gouvernent, trouvant qu'au lieu de ces assemblées qu'ils affectent de mépriser, & qu'ils ne se lassent point de comparer aux tempêtes & à l'*Euripe* (1), avec lesquelles même ils se croient en conséquence dispensés d'être justes, trouvant, dis-je, qu'ils ont à faire à des hommes qui n'ont, vis-à-vis d'eux, qu'une infériorité de conventions, ils revêtent tout de suite d'autres sentimens, & se gardent bien, surtout, de leur parler des poulets sacrés, des livres

(1) Cicéron ne tarit point là-dessus : *Quod senim fretum, quem Euripum, tot motus, tuntas, & tam varias habere putatis agitationes fluctuum; quantas perturbationes, & quantos aestus habet ratio Comitiorum.* (Or. pro Muranà.) Concio, dit-il encore, *quæ ex imperitissimis constat, &c. de Amicitia. §. 25.*

Sibyllins, & des jours *blancs* ou *noirs*. Voyant leurs nouveaux adversaires exiger des égards, cela seul leur en inspire : les voyant agir d'une manière constante, suivre des règles fixes, en un mot, avoir des *formes*, ils viennent à les considérer, par la même raison qui les fait respecter eux-mêmes du peuple.

Les représentans du peuple, d'un autre côté, ne tardent pas à se donner tout ce qui peut servir à déployer avec effet le pouvoir dont ils sont dépositaires, tout ce qui peut faire en sorte que leurs résolutions soient le résultat de la réflexion, de la raison. C'est ainsi que l'on vit les députés du peuple anglais requérir, dès le temps de leur origine, d'être assemblés séparément : ils obtinrent ensuite de se nommer un président ; bientôt après, ils voulurent être consultés sur la dernière forme des actes auxquels ils donnoient naissance ; enfin, ils voulurent les dresser eux-mêmes.

Pour prévenir, dans leur intérieur, toute possibilité de surprise, c'est une règle que toute proposition, ou tout bill, doit être lu trois fois, à jours différens & indiqués, avant de recevoir sa sanction finale : & avant chaque lecture du bill, ainsi que lors de sa première introduction, il faut résoudre expressément qu'on doit conti-

nuer à s'en occuper : si le bill est rejeté, dans laquelle que ce soit de ces diverses opérations, il tombe, & ne peut plus être présenté dans cette session (1).

Les communes ont été surtout jalouses de la liberté de la parole dans l'intérieur de leur assemblée. Elles ont exigé expressément, comme nous l'avons déjà dit, qu'aucun de leurs procédés ou propos ne pût être examiné ailleurs : enfin, pour écarter des délibérations tout motif étranger à la chose même, elles n'ont laissé à leur président ni opinion ni suffrage; elles ont même établi, comme règle, non-seulement que le roi ne leur pût faire proposer, mais même que son nom ne fût jamais prononcé (2).

(1) C'est encore une règle, dans la chambre des communes, que personne ne parle qu'une fois le même jour. Lorsque les diverses clauses d'un bill exigent une discussion plus libre, on en donne le soin à un *comité*, qui fait ensuite son rapport; quand l'objet est important, le comité est formé de toute la chambre, assemblée dans le même lieu, mais d'une manière moins solennelle, & sous un autre président, qu'on appelle le *Chairman* du comité. Pour former de nouveau la chambre, l'on remet la *masse* sur la table, & le *parleur* reprend sa place.

(2) Si quelqu'un parloit, dans son discours, de ce que le roi souhaite, de ce qu'il verroit avec plaisir, &c. il seroit tout de suite appelé à l'ordre, comme voulant *influencer* le *débat*.

Mais

Mais ce qui décide, surtout en faveur d'une constitution où le peuple n'agit que par ses représentans, c'est-à-dire, au moyen d'une assemblée peu nombreuse, & où chacun propose, délibère & discute, c'est qu'elle est la seule qui puisse avoir l'avantage immense, avantage que je ne fais si j'ai bien su faire sentir quand j'en ai parlé ci-devant (1), de mettre entre les mains du peuple les ressorts moteurs de la puissance législative.

Dans une constitution où le peuple est appelé à prononcer sur les loix, ce ne sont que ceux qui sont vus, par conséquent ceux qui gouvernent, qu'on a le temps, ou même qu'on se soucie d'écouter; & ils acquièrent à la fin, ainsi qu'on l'a vu dans toutes les républiques, le droit exclusif de proposer s'il leur plaît, quand il leur plaît, comme il leur plaît. Prérogative telle, qu'elle mettroit une assemblée, formée des plus grands génies, à la merci de deux ou trois fots, & rend absolument illusoire le pouvoir si vanté du peuple: prérogative, en même-temps, qui, se trouvant dans les mains de ses adversaires, le force à rester sans cesse passif, & lui ôte la seule ressource qu'il pourroit opposer à leurs attaques.

(1) Au Chap. IV. de ce livre.

Pour tout dire, en un mot : une constitution *représentative* met le remède entre les mains de ceux qui sentent le mal ; mais une constitution *populaire* met le remède entre les mains de ceux qui causent le mal ; & elle mène nécessairement au malheur , à la calamité politique , de confier les moyens & le soin de réprimer le pouvoir , à ceux qui ont le pouvoir.

CHAPITRE IX.

Autre désavantage des gouvernemens républicains.

Le peuple est nécessairement trahi par ceux en qui il se confie.

MAIS ces assemblées générales d'un peuple que l'on faisoit prononcer sur ce qu'il n'entendoit ni examinait, cette confusion dans laquelle l'ambitieux cachait ses artifices & alloit sûrement à son but, n'étoit pas le seul mal des anciennes républiques. Il étoit un vice plus secret, mais frappant plus immédiatement sur le principe attaché à cette sorte de gouvernement.

Il étoit impossible que le peuple y eût jamais de véritables défenseurs. Ni ceux qu'il avoit expressément choisis, ni ceux qui, favorisés par les circonstances, dirigeoient ses assemblées (car le peuple, encore une fois, n'a du pouvoir que pour le donner ou le laisser prendre), ne lui pouvoient être unis par le sentiment des mêmes intérêts. Leur crédit les mettant, en quelque sorte, à l'égalité avec les dépositaires du pouvoir exécutif, ils pensoient peu à réprimer des vexations dont ils se voyoient à l'abri ; bien

plus, ils craignoient de diminuer une puissance qui devoit être un jour la leur, si même ils n'y participoient pas déjà (1).

C'est ainsi que les tribuns n'eurent jamais de but sérieux & suivi, que celui de faire admettre le peuple, c'est-à-dire eux-mêmes, à toutes les dignités. Après avoir obtenu que les plébéiens fussent admis au consulat, ils obtinrent que les mariages fussent libres entr'eux & les patriciens; ils les firent ensuite admettre à la dictature, au tribunat militaire, à la censure; en un mot, ils n'employoient le pouvoir du peuple qu'à augmenter des prérogatives qu'ils appeloient les prérogatives de tous, & dont il n'y avoit eu effet qu'eux & les leurs qui dussent jouir.

Mais nous ne voyons pas qu'ils aient employé la puissance du peuple à des choses véritablement utiles au peuple. Nous ne voyons pas qu'ils aient limité le pouvoir terrible de ses magistrats, qu'ils aient jamais réprimé cette classe de citoyens qui fait faire respecter ses crimes; en un mot,

(1) Quelle apparence que des hommes, qui s'attendoient à devenir eux-mêmes préteurs, voulussent se prêter sérieusement à restreindre le pouvoir des préteurs? que visant au consulat, ils pussent désirer d'en limiter la puissance? que sûrs, par la faveur du peuple, d'être faits sénateurs, ils tâchassent réellement de borner l'autorité du sénat?

qu'ils aient jamais cherché, d'un côté, à régler, de l'autre, à renforcer le pouvoir judiciaire : précautions sans lesquelles on s'agiteroit jusqu'à la fin du monde, sans trouver la véritable liberté : précautions, sans lesquelles, comme dit Pope, les loix seront toujours *trop foibles pour les forts, trop fortes pour les foibles*.

Le pouvoir judiciaire, ce *criterium* sûr d'un gouvernement, ne fut jamais à Rome qu'un instrument de tyrannie. Les consuls y exercèrent, dans tous les temps, le droit de vie & de mort. Les dictateurs l'eurent, les préteurs l'eurent, les tribuns du peuple l'eurent, le sénat, à plus forte raison l'eut ; & les trois cent soixante & dix déserteurs, qu'il fit précipiter dans une fois, au rapport de Tite-Live, du haut du roc tarpeien, montrent assez ce qu'il savoit faire. On peut même dire, qu'à Rome, le droit de vie & de mort, ou plutôt le droit de tuer, étoit attaché à tout pouvoir, quel qu'il fût, même à celui qui résulte simplement du crédit ou de la richesse ; & la seule conséquence du meurtre des Gracques, qui fut suivi de celui de trois cent, & ensuite de celui de quatre mille citoyens désarmés, que les *nobles* assommèrent, fut d'engager le sénat à bâtir un temple à la concorde. La loi *porcia de tergo civium*,

qu'on a si fort célébrée, n'avoit d'autre effet que d'achever de rassurer, contre celle du talion, les consuls, préteurs, questeurs, &c. qui, ainsi que Verrès (1), faisoient battre de verges & mettre en croix, par fantaisie, les citoyens obscurs.

Enfin, ce qui montre avec combien peu de connoissance, même de l'histoire, on nous fait l'éloge du gouvernement de l'ancienne Rome, c'est que le sénat y eut dans tous les temps le pouvoir des impositions; celui de dispenser de l'effet des loix; celui même de les abroger (2).

(1) Si l'on jette les yeux sur Lacédémone, on verra, par les divers traits de la justice des Ephores, que les choses n'y étoient guères mieux réglées. Enfin, à Athènes même, qui est la seule des républiques anciennes où il paroisse qu'il y ait eu de la liberté, on voit les magistrats procéder, à-peu-près, comme on fait aujourd'hui chez les Turcs: & je n'en donnerai pour preuve, que l'histoire de ce barbier du Pirée, qui ayant répandu dans la ville la nouvelle de la défaite des Athéniens en Sicile, qu'il avoit apprise d'un étranger qui s'étoit arrêté devant sa boutique, fut mis à la torture par ordre des Archontes, parce qu'il ne savoit nommer son auteur. *Plutarque, Vie des Nicias.*

(2) On voit fréquemment les consuls enlever du capitole les tables des loix passées sous leurs prédécesseurs; & ce n'étoit point, comme on est d'abord tenté de le croire, une violence qu'il n'y avoit que le succès qui justifioit: c'étoit

En un mot, par une suite de la *communicabilité* du pouvoir, essentiellement attachée au gouvernement républicain, il est impossible qu'il y soit jamais soumis à des règles. Ceux qui y sont en état de le réprimer, en deviennent par là même les défenseurs. Elevés, si l'on veut, de l'état le plus humble, & qui sembloit le plus rassurer sur leurs vues, ils ne sont pas plutôt arrivés à un certain point, qu'ils les portent au-delà. Ils ne cherchoient précédemment qu'à voir observer les loix ; ils ne pensent aujourd'hui qu'à s'en affranchir ; & se voyant arrivés au niveau d'une société qui dispose de tout & jouit de tout, ils ne songent plus qu'à s'y agréger (1).

une suite du pouvoir exprès qu'avoit le sénat, *cujus erat gravissimum judicium de jure legum*, ainsi qu'on peut le voir par plusieurs endroits de Cicéron.¹ Les augures eux-mêmes, dit encore Cicéron, avoient ce droit. „ Lorsqu'une loi n'a „ pas été proposée au peuple, dans la forme requise, les „ augures peuvent la supprimer : tel fut le sort de la loi „ *tetia*, par décret du collège : tel celui des loix *livia*, sur l'avis de Philippe, consul & augure „ *Legem, si non jure rogata est, tollere possunt; ut tetiam, decreto collegii; ut liviam, concilio Philippi consulis & auguris.* De Legib. Lib. II. §. 12.

(1) Cela leur est toujours aisé à effectuer. Dans les républiques, la classe d'hommes qui se trouve à la tête de

Le peuple se voit, dans de tels états, dans l'inévitable nécessité d'être trahi par ceux qu'il rend, par sa faveur, puissans & indépendans des loix. Corrompant, pour ainsi dire, tout ce qu'il touche, il ne distingue un homme que pour attaquer sa vertu: il ne l'élève que pour le perdre, & conséquemment s'affoiblir lui-même. Que dis-je ! il lui donne des intérêts entièrement opposés aux siens, & l'envoie grossir le nombre de ses ennemis.

Ainsi, à Rome, lorsque la foible barrière qui fermoit au peuple le chemin aux dignités & au pouvoir, eut été renversée, celles des familles plébéiennes que les suffrages du peuple commen-

l'état, a constamment les yeux attachés sur le peuple, afin d'y mêler ceux qui ont acquis de l'influence sur lui, & de les attirer à son parti : & plus la forme du gouvernement est démocratique, plus cette attention est pour elle, indispensable.

La constitution de Rome avoit même expressément pourvu à cela. Non-seulement les censeurs pouvoient transférer quelque citoyen que ce fût dans la tribu qu'il leur plaisoit, même dans le sénat (& sans doute ils ne manquèrent pas de faire un usage politique de ce privilège) ; mais il étoit de règle, que toute personne avancée par le peuple à quelque office public, comme au consulat, à l'édilité, au tribunat, devint par-là-même membre du sénat. Voyez Middleton, *Dissertation sur le sénat romain*.

bèrent à y porter, formèrent, avec les anciennes familles patriciennes, une nouvelle combinaison, *nobiles & nobilitas*, qui n'étant composée d'aucune classe particulière d'hommes, mais de tous ceux qui étoient assez puissans pour s'y maintenir ou s'y faire admettre, on ne vit plus, dans la république, qu'une tête qui, composée de tout ce qu'il y avoit d'accrédité & de riche, & disposant à son gré des loix de la puissance du peuple, ne garda plus ni modération ni mesure (1).

Toute constitution qui n'aura pas égard à ces choses, sera donc une constitution essentiellement imparfaite. C'est dans l'homme que sont les maux dont on a à se défendre : ce n'est donc que par des précautions générales, qu'on peut se flatter de les prévenir. Si c'est une erreur funeste de n'attendre que justice & équité de ceux qui gouvernent, c'en est une, qui ne l'est pas moins, de s'imaginer que, tandis que la vertu, la modération, sont le propre de ceux qui s'opposent aux abus du pouvoir, toute l'am-

(1) Ce fut, quoiqu'en disent ceux qui ont écrit sur ce sujet, un grand malheur pour le peuple romain, que l'abolition du patriciat ; quoiqu'à dire vrai, cela ne pût manquer d'arriver.

bition, tout le désir de dominer se sont retirés dans l'autre parti.

Quoique l'homme sage, entraîné par le pouvoir des noms & la chaleur des contentions politiques, puisse quelquefois perdre de vue le but, il ne fait pas moins, que ce n'est pas contre les *Appius*, les *Goruncanus*, les *Cethegus*, mais contre tous ceux qui peuvent faire taire ou parler les loix, qu'il faut diriger ses précautions : que ce n'est pas le consul, le préteur, l'archonte, le ministre, le roi, qu'il faut craindre ; que ce n'est pas non plus le tribun, ou le représentant du peuple, à qui il faut se fier implicitement ; mais que les objets de notre jalousie doivent être tous ceux, sans distinction, qui, par quelque voie que ce soit, & avec quelque nom que ce soit, se sont donnés les moyens de tourner contre chacun la force de tous, & ont tellement arrangé les choses autour d'eux, que quiconque veut leur résister se trouve toujours seul contre mille.

CHAPITRE X.

Différence. fondamentale entre le gouvernement anglais, & les gouvernemens que l'on vient de décrire. En Angleterre, ceux en qui le peuple place sa confiance, n'ont aucune part au pouvoir exécutif. Utilité du pouvoir qu'a la couronne.

COMMENT la constitution de l'Angleterre a-t-elle donc remédié à des maux qui, du premier coup-d'œil, semblent réellement irrémédiables? Comment a-t-elle obligé ceux en faveur desquels le peuple s'est dépouillé, à une reconnaissance efficace & persévérante? ceux qui ont une puissance particulière, à ne penser qu'à l'avantage de tous? ceux qui font les loix, à n'en faire que de justes? C'est en les y soumettant eux-mêmes, & en leur en ôtant, pour cela, l'exécution.

Le parlement peut établir le nombre de troupes réglées qu'il lui plaît; mais tout de suite un autre pouvoir se présente, qui en prend le commandement, qui en remplit tous les postes,

& qui les fait mouvoir à son gré. Le parlement peut établir des impôts , mais tout de suite un autre pouvoir s'empare du produit , & a seul l'avantage & la gloire de la distribution. Le parlement peut , si l'on veut , annuler les loix qui servent de base à la sûreté du sujet , mais ce ne sont pas les fantaisies & les caprices de ses membres , ce sont les caprices & les fantaisies d'autres hommes qu'il aura satisfaits , lorsqu'il aura abattu les colonnes de la liberté.

Et il ne suffisoit pas d'ôter aux législateurs l'exécution des loix , par conséquent l'exemption , qui en est la suite immédiate ; il falloit encore leur ôter ce qui eût produit les mêmes effets , l'espoir de jamais s'attribuer cette autorité exécutive.

Cette autorité est devenue en Angleterre une prérogative unique , indivisible , attribuée inaliénablement & de longue main à une seule personne , par les loix les plus solennelles & la coutume la plus constante ; & toutes les forces actives de l'état ont été réunies autour d'elle.

Pour en assurer toujours plus le dépôt , la constitution a donné à celui à qui elle l'a confié toute la puissance qui peut résulter de l'opinion ; elle lui a donné , surtout , la distribution & la

conservation des grâces , & elle a intéressé l'ambition elle-même à le maintenir.

Elle lui a donné une part dans le pouvoir législatif ; portion passive , à la vérité , & la seule qui puisse lui être assignée sans mettre l'état en danger , mais au moyen de laquelle il détourne les coups qu'on voudroit porter à son autorité constitutionnelle.

Enfin , il est la seule puissance existante par soi-même , & indépendante dans l'état. Le général , le ministre , l'homme en place , ne sont tels que par la continuation de son bon plaisir : il se délivreroit du parlement lui-même , si jamais il lui voyoit prendre trop de consistence ; & il n'a besoin que d'un mot , pour anéantir toute puissance , quelle qu'elle fût , qui pourroit le mettre en danger : prérogatives redoutables ! mais sur lesquelles on se rassure , lorsqu'on pense , d'un côté , aux grands droits par lesquels elles ont été contre-balancées , & de l'autre , aux conséquences heureuses qui résultent de leur union.

De cette unité , & si je puis m'exprimer ainsi , de cette entière séquestration de l'autorité exécutive , s'ensuit d'abord cet avantage , que nous avons déjà fait remarquer dans un des chapitres précédens , que l'attention de toute

la nation est dirigée vers un seul & même objet. Outre cela, le peuple jouit par ce moyen d'un autre avantage, le plus essentiel de tous : il peut donner sa confiance, sans donner du pouvoir sur lui-même, & contre lui-même ; il peut établir des gardiens, sans en faire ses maîtres.

Ceux à qui le peuple a délégué le pouvoir de faire des loix, sont sûrs d'en ressentir eux-mêmes tout le poids : ils peuvent augmenter le pouvoir exécutif ; mais ils ne sauroient s'en revêtir : ils ne peuvent pas le faire mouvoir, ils ne peuvent que lui délier les bras : ils tiennent leur importance, leur existence même du besoin que ce pouvoir a d'eux : ils savent qu'aussitôt qu'ils auroient complété l'œuvre, & trahi la confiance du peuple, ils se verroient dissous, rejetés, comme des instrumens usés & désormais sans valeur.

La même disposition des affaires en Angleterre, y prévient aussi ce défaut essentiel inhérent au gouvernement de la multitude, dont il a été question au chapitre précédent.

Dans cette espèce de gouvernement, la cause du peuple, comme on l'a observé, est continuellement abandonnée & trahie. Les prérogatives arbitraires des pouvoirs gouvernans sont

favorisées en tout temps, ouvertement ou sous main, non-seulement par ceux encore qui peuvent se promettre avec fondement d'en partager un jour l'exercice; mais aussi par toute une foule d'autres gens, qui, suivant la disposition ordinaire des hommes à avoir toujours trop bonne opinion de leur état & de leurs mérites, s'imaginent follement, qu'un temps viendra où ils auront à leur tour quelque branche du gouvernement, ou même qu'ils sont déjà associés, de manière ou d'autre, à l'autorité qui gouverne.

Mais comme on a fait de cette autorité en Angleterre l'attribut indivisible & inaliénable d'un seul, tous les autres individus de l'état sont par-là même intéressés à la contenir dans ses bornes. De cette manière, la liberté est devenue la cause commune de tous; les loix qui l'assurent sont maintenues par des hommes de tout rang & de tout ordre; & l'acte de *Habeas Corpus*, par exemple, a pour zélés défenseurs les plus grands seigneurs du royaume, aussi bien que les moindres sujets.

Le ministre même, en conséquence de cette *inaliénabilité* du pouvoir exécutif, n'est pas moins intéressé que ses concitoyens à maintenir les loix sur lesquelles la liberté publique est fondée.

Il a beau s'occuper de la jouissance de son autorité & des moyens de la retenir ; il n'ignore pas qu'une intrigue de cour, un caprice, peuvent à chaque instant déranger ses plans, & le confondre avec la multitude ; & que le ressentiment d'un successeur, long-temps écarté, pourroit l'envoyer languir dans le même cachot, que ses passions momentanées le tenteroient de préparer aux autres.

De la manière donc que les affaires sont arrangées, les grands se trouvent dans la nécessité de faire cause commune avec le peuple, pour restreindre le pouvoir gouvernant dans ses excès ; & , ce qui n'est pas moins essentiel au salut public, ils sont forcés, par la même raison, à se garder de passer les bornes de leur puissance & de leur influence particulière : ainsi un esprit général de justice se répand dans toutes les parties de l'état.

Le particulier opulent, le représentant du peuple, le puissant pair, ayant sans cesse le coup - d'œil d'une puissance formidable, d'une puissance à laquelle ils ne peuvent opposer que la sauve-garde des loix, & qui leur rendroit au centuple leurs plus légères violations, sont forcés de ne désirer que de bonnes loix, & de les observer jusqu'au scrupule.

Que

Que le peuple craigne donc (il le faut , pour sa liberté) , mais qu'il ne cesse jamais entièrement d'aimer ce trône , dépôt unique des forces actives de l'état.

Qu'il sache que c'est lui qui , prêtant une force immense au bras de la justice , la met en état d'amener en compte le foible comme le puissant transgresseur ; qui a supprimé , & sacré , si je puis m'exprimer ainsi , toutes ces tyrannies , tantôt liguées , tantôt rivales , qui tendent sans cesse à germer du sein des sociétés , & qui sont d'autant plus terribles , qu'elles sont moins assurées.

Qu'il sache que c'est lui qui , faisant dépendre les grâces de la volonté d'un seul , a réduit dans une enceinte privée , ces projets dont la poursuite ébranloit autrefois les états , a changé en intrigues les conflits , les fureurs de l'ambition ; & que ces contentions , qui ne sont que l'amuser aujourd'hui , sont les volcans qui embrasoient les anciennes républiques.

Que c'est lui qui , ne laissant voir au riche d'autre sûreté pour son palais que celle que le cultivateur a lui-même pour sa cabane , a réuni sa cause à la sienne ; celle du puissant à celle du foible ; celle du citoyen accrédité à celle de celui qui est inconnu.

Tome II.

C

C'est le trône , surtout, c'est cette puissance jalouse , qui l'assure que ses représentans ne seront jamais que ses représentans ; & elle est la Carthage toujours subsistante qui lui répond de leur vertu.

CHAPITRE XI.

Pouvoirs que le peuple exerce lui-même. Election des membres du parlement.

LA constitution de l'Angleterre ayant lié le sort de ceux à qui le peuple confie sa puissance , à celui du peuple lui-même , semble , par cette seule précaution , avoir tout fait pour sa sûreté.

Cependant , comme la suite des événemens peut , avec le temps , réaliser les choses qui avoient paru dans l'origine les plus improbables ; il seroit possible que les ministres du pouvoir exécutif , malgré même la grandeur des précautions spécialement prises pour empêcher leur influence , employassent enfin de tels moyens , qu'ils opérassent le sacrifice de quelques-unes des loix qui assurent la liberté. Lors même que ce danger seroit réellement chimérique , il se pourroit , du moins , que connivant à une administration vicieuse , & dispensateurs faciles du produit des travaux du peuple , les représentans du peuple lui fissent éprouver plusieurs des maux d'un mauvais gouvernement.

Enfin , comme leur devoir est , non-seulement de le préserver des calamités d'un pouvoir arbitraire , mais de plus de lui procurer la meilleure administration possible , il se pourroit encore , qu'ils montrassent à cet égard une tiédeur qui équivaldroit à des maux réels.

Il falloit donc que la constitution eût aussi préparé le remède à toutes ces choses : or c'est dans le droit d'élection qu'il se trouve.

Lorsque le temps est venu où la commission que le peuple avoit donnée expire , il se rassemble dans les différentes villes ou comtés ; il réélit ceux de ses représentans dont il approuve la conduite , & il rejette ceux qu'il fait avoir donné lieu à ses plaintes. Remède simple , & qui ne supposant que la connoissance de choses de fait , est entièrement à la portée du peuple : mais remède , en même temps , le plus efficace de tous ; car le mal dont on se plaint ne venant point d'un vice du gouvernement , mais des dispositions particulières d'un certain nombre de personnes , exclure ces personnes , c'est arracher jusqu'à la racine.

Mais je m'apperçois que pour faire sentir les avantages que le peuple anglais peut retirer du droit d'élection , & des moyens qu'il a de la mettre en œuvre , il est un autre de ses droits , dont il faut premièrement que je parle.

CHAPITRE XII.

Continuation du même sujet. Liberté de la presse.

LES maux d'un Etat ne venant pas seulement du défaut de ses loix, mais encore de leur inexécution, & d'une inexécution qui est souvent telle, qu'il est impossible de la soumettre à des peines, ou même à des qualifications déterminées, on a imaginé, dans plusieurs états, un moyen qui pût suppléer à l'imperfection des législations, & commencer où elles finissent; je veux parler de la censure: pouvoir, dont les effets peuvent être très-grands, mais dont l'exercice, à la différence du pouvoir législatif, doit être laissé au peuple.

Le but de la législation n'étant point, comme on l'a vu, de rechercher & d'exécuter les volontés particulières de chaque citoyen, mais uniquement de découvrir & de déclarer ce qui est l'intérêt général dans des circonstances données, il n'est point de l'essence de la chose que chacun soit consulté là-dessus; & dès que ce moyen, qui paroît d'abord si naturel, de rechercher par l'avis de tous ce qui convient à tous, se trouve sujet, dans la pratique, aux plus grands incon-

véniens, il ne faut pas hésiter de l'abandonner. Mais l'opinion générale formant seule le ressort du pouvoir cenforial, on ne sauroit atteindre le but, qu'en faisant que cette opinion même soit déclarée; c'est uniquement d'elle qu'il doit être question; & il faut, par conséquent, que ce soit le peuple lui-même qui parle & la manifeste. Un tribunal particulier de censure manque donc essentiellement son but : il a, de plus, de très-grands inconvéniens.

N'étant établi que pour prononcer sur des cas qui sont hors de la règle, il ne peut être soumis à aucune règle. D'ailleurs, par la nature de la chose, il ne sauroit avoir de contre-poids constitutionnel, & il présente le spectacle d'un pouvoir entièrement arbitraire, & qui, dans ses diverses exertions, peut réduire les citoyens au désespoir, en affectant leur tranquillité & leur bonheur de la manière la plus cruelle. Il produit encore le très-grand mal, en dictant les jugemens du peuple, de lui ôter cette liberté de penser, qui est le plus beau privilège, ainsi que le soutien de la liberté proprement dite (1).

(1) Montesquieu, Rousseau, & même tous ceux, que je sache, qui ont écrit sur ce sujet, vantent avec beaucoup d'enthousiasme le tribunal de censure institué à Rome. Ils

On peut donc compter comme un nouvel & très-grand avantage des loix d'Angleterre, la liberté qu'elles laissent au peuple d'examiner & de censurer la conduite du gouvernement & de tous ceux qui en administrent quelque branche. Non seulement elles assurent à chaque particulier le droit de présenter des pétitions, soit au roi, soit aux deux chambres : elles lui donnent encore celui de porter ses plaintes & ses observations quelconques au tribunal du public, par la voie de l'impression. Droit redoutable à ceux qui gouvernent, & qui, dissipant sans cesse le

n'ont pas fait attention que ce pouvoir, remis entre les mains de magistrats particuliers, avec d'autres pouvoirs arbitraires qu'on y avoit annexés, n'étoit qu'une pure ruse d'état, de même nature que celles dont nous avons parlé dans les chapitres précédens, inventée, comme toutes les autres, par le sénat, pour assurer son autorité. Le chevalier Thomas More, dans son *Système de Gouvernement*, qu'il a intitulé, *Relation de l'Utopie* (de la Région heureuse) a adopté sur ce sujet des opinions semblables ; il ne veut point que le peuple puisse censurer les actions de ceux qui le régissent ; & l'individu, qui parle de la conduite du gouvernement, est chez lui digne de mort.

Je trouve une espèce de plaisir, je l'avoue, de faire observer au lecteur à cette occasion, qu'encore que j'aie été nommé par certaines gens l'avocat du pouvoir, j'ai néanmoins donné plus d'étendue à l'idée de la liberté, que plusieurs écrivains qui en font sonner le nom avec emphase,

nuage de majesté dans lequel ils s'enveloppent ; les ramène au niveau des autres hommes , & frappe sur le principe même de leur autorité.

Aussi ce privilège n'a été obtenu du pouvoir exécutif, que le dernier de tous, & avec la plus grande difficulté. La liberté, à tous autres égards, étoit déjà assurée, que les Anglais étoient encore, pour l'expression publique de leurs sentimens, sous un joug, pour ainsi dire, despotique. L'histoire est remplie des sévérités de la chambre étoilée, contre ceux qui osoient écrire en matière de gouvernement : elle avoit réglé le nombre des imprimeurs & des presses, & établi un *licenseur*, sans l'approbation duquel rien ne pouvoit être mis au jour. Ce tribunal, ne connoissant d'ailleurs point, dans sa procédure, *celle des jurés*, & décidant de sa seule autorité, trouvoit coupables tous ceux qu'il plaisoit à la cour de regarder comme tels ; & ce n'est pas sans raison que Coke, dont les idées de liberté étoient encore teintes des préjugés du temps où il vivoit, dit, après avoir fait l'éloge de ce tribunal, que, quand les règles en sont observées, il tient toute l'Angleterre en repos.

Lorsque la chambre étoilée eut été abolie, le *long* parlement, dont l'autorité ne redoutoit pas moins l'examen, fit revivre les ordonnances con-

tre la liberté de la presse. Charles II, & après lui Jacques II, en obtinrent encore le renouvellement : l'acte expirant, en 1692, fut à cette époque, quoique postérieure à la révolution, continué pour deux années; & ce ne fut qu'en 1694, que le parlement ayant refusé de le continuer encore, la liberté de la presse, ce privilège dont l'autorité sembloit ne pouvoir se résoudre à se défaisir, fut finalement établie.

Mais en quoi consiste donc précisément cette liberté? Seroit-elle la liberté laissée à chacun d'imprimer tout ce qui lui vient dans la tête? de calomnier, de noircir qui bon lui semble? Non, les mêmes loix qui protègent la personne & la propriété du citoyen, ont encore pourvu à sa réputation; & elles décernent contre les libelles, proprement dits, à-peu-près les mêmes peines décernées par-tout. Mais, d'un autre côté, elles n'ont pas voulu, ainsi qu'il est en usage dans d'autres états, qu'un homme fut tenu pour coupable, par cela seul qu'il imprime : & elles ne prononcent de peine que contre celui qui a réellement imprimé des choses criminelles, & qui est déclaré coupable par douze de ses pairs, choisis avec les précautions que nous avons indiquées précédemment.

La liberté de la presse, comme elle a lieu en

Angleterre, consiste donc, pour la définir plus particulièrement, en ce que les tribunaux, ou juges quelconques, ne peuvent prendre connoissance qu'après coup des choses qu'on imprime, & ne peuvent procéder en ce cas qu'en employant *la procédure des jurés*.

C'est même cette dernière circonstance, qui constitue surtout la liberté de la presse. Si le magistrat, quoique restreint à n'agir que sur des écrits déjà publiés, étoit le maître de ses décisions, il se pourroit que sur un article qui, comme celui-là, excite si particulièrement la jalousie du pouvoir, il soutint tellement ses efforts, qu'il parvînt à couper à la fin toutes les têtes de l'hydre.

Mais que le juge soit mis en mouvement par un particulier, ou qu'il le soit par le gouvernement lui-même, son unique fonction est de prononcer la peine : c'est aux jurés à décider & le point de droit & le point de fait, c'est-à-dire, à déclarer si un tel écrit a été réellement composé ou publié par un tel, si c'est bien contre un tel qu'il s'adresse, & si ce qu'il contient est criminel.

Et quoique la loi ne permette pas en Angleterre, qu'un homme accusé d'avoir écrit un libelle fasse la preuve des faits qu'il a avancés, (chose qui auroit les plus fâcheuses conséquen-

ces, & qui est proscrite par-tout) (1); d'un autre côté, le procès verbal devant porter que les faits sont *faux*, *malicieux*, &c. & les jurés étant absolument les maîtres de leur *verdict*, c'est-à-dire, étant les maîtres de faire entrer dans la formation de leur opinion, tout ce dont ils peuvent avoir connoissance, il n'est pas douteux qu'ils absoudroient, dans le cas où les faits avancés seroient d'une évidence reconnue, & d'une tendance généralement mauvaise.

Mais cela seroit surtout vrai, s'il étoit question du gouvernement; parce qu'ils joindroient à cette connoissance le sentiment d'un principe généralement répandu en Angleterre, & qui a été dernièrement exposé avec force aux jurés, dans une cause assez célèbre : « que, quoique » parler mal des particuliers puisse être une » chose blâmable, cependant les actes publics » du gouvernement doivent être soumis à un » examen public; & que c'est rendre service » à ses concitoyens que de s'en exprimer libre- » ment » (2).

(1) Dans les actions pour dommages entre particuliers, le cas, si je ne me trompe, est différent; & le défendeur a la permission de produire des témoins pour les faits qu'il a avancés.

(2) Voyez le discours de l'avocat *Glyn* en faveur de

Aussi cette extrême sûreté avec laquelle chacun peut communiquer ses idées au public , & le grand intérêt que chacun prend en Angleterre à tout ce qui tient au gouvernement , y a t-elle extraordinairement multiplié toutes les espèces de papiers publics. Indépendamment de ceux qui, se publiant au bout de l'année, du mois, ou de la semaine, font la récapitulation de tout ce qui s'est fait ou dit d'intéressant dans leurs différens périodes, il en est plusieurs qui, paroissant journellement, ou de deux jours l'un, annoncent au public les opérations du gouvernement, ainsi que les diverses causes importantes, soit au civil, soit au criminel, avec les divers traits des plaidoyers réciproques. Dans le temps de la session du parlement, les *votes*, ou résolutions journalières de la chambre des communes, sont publiées avec autorité; & les discours les plus intéressans, prononcés dans les deux chambres, sont recueillis en *notes*, & pareillement communiqués au public par la voie de l'impression.

Enfin, il n'y a pas jusques aux anecdotes particulières de la capitale & des provinces qui ne

Woodfall, poursuivi par le procureur-général pour avoir publié la lettre de Junius au roi.

viennent encore grossir le volume ; & les divers papiers , circulant & se réimprimant dans les différentes villes , se distribuant même dans les campagnes , où tout , jusques au laboureur , les lit avec empressement , chaque particulier se voit tous les jours instruit de l'état de la nation , d'une extrémité à l'autre ; & la communication est telle , que les trois royaumes semblent ne faire qu'une seule ville.

Et c'est dans cette publicité même de toutes choses , qu'est ce pouvoir , que nous avons dit être si nécessaire pour suppléer à l'imperfection inévitable des loix , & qui contient dans leurs bornes ceux qui ont une portion quelconque de l'autorité. Convaincus que toutes leurs actions sont exposées au grand jour , ils n'osent se hasarder à ces acceptions de personnes , à ces connivences obscures , à ces vexations de détail , que l'homme en place se permet , lorsqu'exerçant son office , dérobé aux yeux du public , & , pour ainsi dire , en un coin , il fait que , s'il est prudent , il peut se dispenser d'être juste. Quel que soit l'abus qu'ils seroient tentés de se permettre , ils savent qu'il sera incontinent divulgué : le juré fait , par exemple , que sa décision , le juge , que sa direction , vont être communiquées au public ; & il n'est point d'homme en

fonction qui ne se voit, à chaque fois, obligé d'opter entre son devoir, & le sacrifice de toute sa réputation d'intégrité.

Qu'on ne croie pas, au reste, que je parle avec trop de magnificence de cet effet des papiers publics. Je fais fort bien que toutes les pièces qu'ils renferment ne sont pas des modèles de logique ou de bonne plaisanterie : mais d'un autre côté, il n'arrive jamais qu'un objet intéressant véritablement les loix, ou en général le bien de l'état, manque de réveiller quelque plume habile, qui, sous une forme, ou sous une autre, communique ses observations & ses plaintes. J'ajouterai que, quoique l'homme irréprochable, victime pour un temps d'un préjugé malheureux, puisse, soutenu du sentiment de son intégrité, négliger des imputations, même graves, l'homme prévaricateur, n'entendant que ce qu'il se dit déjà à lui-même, est bien éloigné d'avoir le même avantage; & que le trait le plus méprisable suffit pour percer de part en part celui qui a déjà sa conscience contre lui (1).

(1) Je prendrai ici occasion d'observer que, bien loin que la liberté de la presse soit une chose fatale à la réputation des particuliers, elle en est le plus sûr rempart. Lorsqu'il n'existe aucun moyen de communication avec le

Ceux mêmes qui, par leur grandeur, semblent le plus au-dessus de la censure du public, ne sont pas ceux qui en ressentent le moins les effets. Ils ont besoin des suffrages, de ce vulgaire qu'ils affectent de mépriser, & qui est, dans le fond, le dispensateur de cette gloire, objet de leurs soins ambitieux. Quoiqu'ils n'aient pas tous la bonne foi d'Alexandre, ils ne sont pas moins dans le cas de dire : *ô peuples ! que ne faisons-nous pas pour nous procurer vos louanges ?*

J'avoue que, dans un état où le peuple n'ose s'exprimer que pour dire des choses agréables, soit le prince, soit ceux auxquels il a confié son autorité, peuvent quelquefois se méprendre sur les sentimens publics ; ou, qu'à défaut de cet amour dont on leur refuse les témoignages, ils savent se borner à inspirer la terreur, & trouver, du moins, leur satisfaction à voir la multitude consternée retenir ses plaintes.

public, chacun est exposé, sans défense, aux coups secrets de la malignité & de l'envie. L'homme en place perd son honneur, le négociant son crédit, le particulier sa réputation de probité, sans connoître ni ses ennemis, ni leur marche : mais lorsqu'il existe une presse libre, l'homme innocent met tout de suite les choses au grand jour, & écrase tous ses accusateurs à la fois, par une sommation publique de prouver ce qu'ils avancent.

Mais, lorsque les loix donnent un libre cours à l'expression des sentimens du public, ceux qui gouvernent ne peuvent se dissimuler les vérités désagréables qui retentissent de toutes parts. Ils sont obligés d'essuyer même la plaisanterie ; & ce n'est pas toujours la plus mauvaise qui les afflige le moins. Ainsi que le lion de la fable, ils reçoivent les coups des ennemis qu'ils méprisent le plus ; & ils sont à la fin arrêtés court, & obligés de renoncer à des projets d'injustice, dont les soins, après tout, considérables, ne leur attirent, au lieu de cette admiration qui est leur salaire & leur but, que mortification & que dégoût.

En un mot, quelqu'un qui réfléchira sur ce qui fait le mobile de ce qu'on appelle les grandes affaires, & sur la sensibilité insurmontable de l'homme à la façon de penser de ses semblables, ne balancera pas à affirmer que, s'il étoit possible que la liberté de la presse existât dans un gouvernement despotique, &, ce qui ne seroit pas moins difficile, qu'elle y existât sans changer la constitution, elle y formeroit seule un contre-poids au pouvoir du prince. Que si, par exemple, dans un empire d'Orient, il se trouvoit un sanctuaire qui, rendu respectable par l'ancienne religion des peuples, procurât
la

la sûreté à ceux qui y porteroient leurs observations quelconques ; que de-là sortissent des imprimés que l'apposition d'un certain sceau fit pareillement respecter , & qui , dans leurs apparitions journalières , examinassent & qualifiassent librement la conduite des cadis , des bachas , des visirs , du divan & du sultan lui-même ; cela y introduiroit tout de suite de la liberté.

CHAPITRE XIII.

Continuation du même sujet.

UN autre effet très-considérable de la liberté de la presse , c'est qu'il met le peuple en état de déployer les moyens réels que la constitution lui a donnés , d'influer sur le gouvernement.

Nous avons vu précédemment l'impossibilité où étoit un grand nombre d'hommes, appelés à se décider en corps & sur le champ, de prendre un parti réfléchi. Mais cet inconvénient, suite inévitable de leur position, ne prouve point une infériorité personnelle vis-à-vis de ceux que quelques avantages particuliers mettent en état de les diriger. Ce n'est pas la fortune, c'est la nature qui a mis entre les hommes les différences essentielles ; & quelque qualification que puisse donner à l'assemblage de leurs semblables un petit nombre de personnes sans réflexion, il n'est souvent entre l'homme d'état & tel homme de ce qu'ils appellent la lie du peuple, qu'une enveloppe qui, quoique grossière, n'a besoin, pour disparaître, que d'une occasion ; & c'est plus d'une fois qu'on a vu, du sein d'une multitude

en apparence méprisable , sortir tout-à-coup des Viriatus, des Spartacus.

Ce ne sont donc , encore une fois , que les circonstances & le temps qui manquent au peuple ; & la liberté de la presse vient remédier à ce désavantage. Par son moyen chacun peut , à loisir & en silence , s'instruire de tout ce qui tient aux questions sur lesquelles il doit se déterminer. Par son moyen une nation tient conseil & délibère , lentement à la vérité (car une nation ne s'instruit pas comme une assemblée de juges) , mais sûrement , & dans la meilleure forme. Par son moyen tous les faits sont à la fin éclaircis , & par le choc des diverses réponses & répliques , il ne reste que les argumens solides (1).

(1) Ce droit de disputer publiquement des sujets politiques , est déjà seul un grand avantage pour le peuple qui en jouit. Si les citoyens de Genève , par exemple , ont mieux maintenu leur liberté , que le peuple n'a pu le faire dans les autres républiques de la Suisse , je crois qu'ils en sont redevables à l'ample droit qu'ils ont de faire des remontrances publiques à leurs magistrats. C'est ordinairement au conseil des *vingt-cinq* qu'ils les adressent ; & ces magistrats sont obligés d'y répondre. Si leur réponse ne satisfait pas les citoyens remontrants , ceux-ci prennent le temps (deux ou trois semaines) pour préparer une réplique , à laquelle les magistrats doivent aussi répondre ; & le nombre

Aussi quoiqu'il soit très-permis de ne pas déférer implicitement aux résolutions tumultueuses d'un peuple que des orateurs agitent ; d'un autre côté, lorsque ce peuple, laissé à lui-même, persévère dans des opinions que des écrits publics ont long-temps discutées, & dont ils ont surtout écarté toute erreur de fait, cette persévérance me paroît une décision extrêmement respectable ; & c'est alors, quoique seulement alors, qu'on peut dire : *la voix du peuple est la voix de Dieu.*

Comment donc le peuple anglais peut-il agir, lorsqu'ayant une opinion véritablement à lui, il forme des plaintes contre l'administration ? c'est

des citoyens, qui se présentent à chaque nouvelle remontrance, s'accroît à proportion qu'on trouve la raison de leur côté. Les remontrances faites il y a quelques années, au sujet de la sentence portée contre le célèbre Rousseau, en font un exemple mémorable : la première ne fut présentée que par quarante citoyens ; le nombre de ceux qui accompagnèrent les suivantes, s'augmenta jusqu'à neuf cent. Cette circonstance & l'apparat avec lequel ces remontrances (ou ces *représentations*, comme on les appelle plus communément) sont présentées, les a rendues la terreur des magistrats : elles ont même été plus utiles encore aux citoyens genevois pour prévenir les abus que pour y remédier ; & il y a apparence que rien ne retiendra plus efficacement les magistrats de faire quelque démarche hasardée, que la crainte qu'elle ne donne lieu à une *représentation*.

comme nous l'avons vu, par l'élection de ses députés : & le même moyen de communication, qui l'a éclairé sur les choses dont il se plaint, le met aussi en état d'y appliquer le remède.

Il fait, par ce moyen, quels avis ont été ouverts, par qui ils l'ont été, qui les a soutenus : il fait les raisons qui ont été alléguées ; & par la manière dont les suffrages se donnent, il n'ignore aucun de ceux qui votent constamment pour soutenir des mesures pernicieuses.

Et, non-seulement le peuple connoît les dispositions de chacun des membres de la chambre des communes ; mais la publicité de toutes choses lui fait connoître, de plus, les sentimens politiques du très-grand nombre de ceux que leur position rend propres à y avoir place. Et profitant, soit des occasions de vacance, que diverses causes rendent assez fréquentes, soit surtout de celle de l'élection générale, il purifie successivement, ou tout-à-coup, l'assemblée législative ; & , sans changer le gouvernement, il en réforme le principe.

Quelques personnes douteront, je le fais, de ces vues patriotiques & suivies que je prête au peuple anglais, & m'objecteront le désordre de certaines élections. Mais ce reproche qui, pour le dire en passant, ne convient guères dans la

bouche de ceux qui voudroient que le peuple fît tout par lui-même ; ce reproche , dis-je , quoique fondé jusques à un certain point , ne l'est pas autant que le croient ceux qui n'ont jeté qu'un coup-d'œil momentané sur l'état des choses.

Sans doute , dans une constitution où les grands sujets de crainte sont si efficacement prévenus , il est impossible que le peuple n'ait de grands intervalles d'inattention. Appelé alors tout-à-coup à se nommer des représentans , il n'a point examiné à l'avance ceux qui lui demandent son suffrage ; & ceux-ci n'ont point eu , dans la tranquillité publique , d'occasion de se distinguer.

L'électeur convaincu , d'un autre côté , que celui qu'il choisira aura autant d'intérêt que lui-même au maintien de la liberté , n'entre point dans des recherches difficiles , & dont il voit qu'il peut se dispenser. Obligé cependant de donner la préférence à quelqu'un , il se décide par des motifs qui ne sont excusables , que parce qu'il faut des motifs pour se décider , & que , dans ce moment , il n'en a pas d'autres ; & j'avoue que , dans le cours tranquille des choses , & auprès d'électeurs d'un certain état , celui des candidats qui donne la plus belle fête , risque d'avoir beaucoup d'avantage.

Mais lorsque , d'un côté , les démarches du gouvernement , & de l'autre , la connivence d'une majorité dans la chambre des communes , viendroient à donner une alarme sérieuse à la nation , on verroit alors se déployer , pour le maintien de la liberté , les causes qui ont concouru à l'établir. Il se formeroit une combinaison générale , & des membres actuels du parlement qui sont restés fidèles à la cause politique , & des personnes de toute condition d'entre le peuple. Des conférences , en pareil cas , s'établissent , des souscriptions même s'ouvrent pour soutenir les frais quelconques d'une opposition si nécessaire ; & les motifs petits & particuliers étant réduits au silence à la vue du danger national , les sentimens professés , & même réduits en action , d'amour de la liberté , deviennent les seuls titres qui décident des élections.

C'est ainsi que se formèrent les parlemens qui supprimèrent les impositions & emprisonnemens arbitraires , & la chambre étoilée. C'est ainsi que , sous Charles II , le peuple , revenu de la sorte d'enthousiasme avec lequel il reçut un roi , si long-temps persécuté , ne lui donna enfin que des parlemens composés d'une majorité d'hommes attachés à la cause politique. C'est ainsi que , persévérant dans une conduite que les circonstan-

ces rendoient nécessaire, le peuple éluda les ruses du gouvernement ; & Charles ne se porta à dissoudre trois parlemens consécutifs, que pour se retrouver sans cesse en tête les mêmes hommes qu'il croyoit congédier.

C'est encore ainsi que Jacques II, à qui des promesses, qu'il étoit bien résolu de ne pas tenir, procurèrent d'abord toute la faveur du peuple, n'eût enfin à faire qu'à des parlemens patriotiques, que le peuple soutenoit opiniâtrement ; & ayant voulu lui-même s'obstiner à son tour, il termina son règne par la catastrophe que chacun fait.

En un mot, ceux qui réfléchiront que la constitution a tellement arrangé les choses, que la cause générale se trouve être celle de la liberté, & qu'il n'y a que des causes d'accident qui puissent engager des membres de la chambre des communes à favoriser des mesures qui y soient contraires, que le peuple n'a, par conséquent, qu'à en changer les membres pour la réformer, & qu'un parlement composé d'hommes nouveaux est, presque à coup sûr, un parlement populaire, seront si frappés de l'efficacité du droit d'élection, qu'ils conviendront que le peuple est le maître final des ressorts du gouvernement.

Et, quoique ses plaintes n'aient pas toujours

un effet prompt & immédiat (promptitude qui seroit le symptôme d'une mobilité funeste dans les parties de la constitution, & en amèneroit tôt ou tard la ruine); cependant, lorsqu'on examinera attentivement le jeu & les ressources de ces mêmes parties, on ne trouvera point que ce soit une assertion trop hardie de dire, qu'il est impossible que des griefs, dans lesquels le peuple persevère, c'est-à-dire encore une fois, des griefs fondés, ne soient tôt ou tard redressés.

CHAPITRE XIV.

Droit de résistance.

MAIS toutes ces prérogatives du peuple , prises en elles - mêmes , ne sont que de foibles armes contre les forces réelles de ceux qui gouvernent. Toutes ces précautions , tous ces droits réciproques , supposent essentiellement que les choses restent dans le cours légal & prévu. Quelle seroit donc la ressource du peuple , dans le cas où le prince , s'affranchissant subitement de tout lien , & se jetant , pour ainsi dire , hors de la constitution , ne respecteroit plus ni la personne , ni la propriété du citoyen , & voudroit ou régner sans parlement , ou le forcer de souscrire à ses volontés ? ce seroit la résistance.

Sans entrer ici dans la discussion d'une thèse qui obligeroit de remonter aux principes des gouvernemens , par conséquent à un grand détail , & sur laquelle , d'ailleurs , les personnes sans préjugé sont assez d'accord , je me contenterai de dire (& ce sera assez pour le but que je me propose) , que cette thèse est ainsi décidée par les loix d'Angleterre , & que la résistance y est

regardée comme la ressource légitime & finale contre les violences du pouvoir.

Ce fut la résistance qui donna l'existence à cette grande charte, fondement de la liberté ; & l'excès d'une puissance, établie par la force, fut réprimé par la force (1). C'est le même moyen qui en a procuré, en divers temps, la confirmation. Enfin, ç'a été la résistance à un roi, qui comptoit pour rien ses engagements, qui a mis sur le trône la famille aujourd'hui régnante.

Il y a plus : cette ressource, qui n'avoit été jusques-là qu'une voie de fait opposée à des voies de fait, fut, à cette époque, avouée par la loi elle-même. Les lords & les communes, solennellement assemblés, déclarèrent que « le » roi Jacques II, ayant fait ses efforts pour » subvertir la constitution du royaume, en rom-

(1) Milord Littleton dit fort bien dans ses lettres Persanes : „ si les privilèges du peuple d'Angleterre sont des „ concessions de la couronne, le pouvoir de la couronne „ même n'est-il pas une concession du peuple „ ? on pourroit dire avec autant de vérité, & en des termes plus rapprochés du sujet de ce chapitre : si les privilèges du peuple furent une usurpation du pouvoir des rois, ce pouvoir même des rois fut originairement une usurpation (si ce fut par surprise, n'importe) de la liberté naturelle du peuple,

» pânt le contrat originel entre le roi & le
 » peuple ; & ayant violé les loix fondamenta-
 » les , & s'étant retiré du royaume , avoit
 » *abdiqué* le gouvernement , & que le trône , en
 » conséquence , étoit *vacant* » (1).

Et de peur que ces principes , que la révolution constatoit , ne fussent , avec le temps , comme ces secrets d'état qui ne sont vrais que pour une certaine classe de citoyens , le même acte assura expressément à chaque particulier le droit de réclamer formellement contre les abus du pouvoir , & , qui plus est , d'avoir des armes pour sa défense. Voici comment s'exprime le juge Blackstone , dans ses commentaires sur les loix d'Angleterre.

« Et pour la défense de ces droits , quand
 » ils sont violés ou attaqués , les sujets d'An-
 » gleterre sont *entitrés* , premièrement , à l'ad-
 » ministration & au libre cours de la justice
 » dans les tribunaux de la loi ; secondement ,
 » au droit de présenter des pétitions au roi ou
 » au parlement ; & enfin au droit d'avoir &
 » employer des armes pour leur défense » (2).

(1) Le bill des droits a donné depuis une nouvelle sanction à tous ces principes.

(2) *Blackstone's Comment. B. I. Ch. 1.* p. 140.

Enfin, ce droit de s'opposer à la violence, sous quelque forme & de quelque part qu'elle vienne, est si bien reconnu, que les tribunaux l'ont pris quelquefois pour motif de leurs décisions. Je rapporterai là-dessus un fait assez singulier.

Un *connétable*, hors de son *precinct*, ou resort, arrêta une femme nommée *Anne Dekins*; le nommé *Tooly* prit sa défense, & dans la chaleur de la querelle tua l'assistant du connétable. Pour suivi comme meurtier, il allégua pour sa justification, que l'illégalité de l'emprisonnement étoit une *cause de provocation suffisante* pour rendre l'homicide *excusable*, & demandoit, en conséquence, d'être admis au bénéfice du clergé. Les jurés ayant prononcé sur le point de fait, laissèrent le point de droit à la décision du juge, en rendant un *spécial verdict* ou sentence sous réserve. L'affaire fut portée par devant le tribunal même du *King's Bench*, & de-là elle fut encore ajournée, pour avoir l'opinion des douze grands juges. Voici l'opinion que délivra le juge *Holt*.

« Si un homme est emprisonné par une autorité illégale, c'est une provocation suffisante
 » à toutes personnes, ensuite de leur compassion;
 » beaucoup plus lorsque l'emprisonnement est

» fait sous couleur de justice. Quand la liberté
 » du sujet est attaquée, c'est une provocation
 » à tous les sujets d'Angleterre : un homme
 » doit s'intéresser pour la grande charte & les
 » loix ; & si quelqu'un en emprisonne un autre
 » illégalement, il est un offenseur contre la
 » grande charte ». Après quelque débat, occasionné surtout parce que le nommé Tooty ne paroissoit pas avoir eu connoissance que le connétable fût hors de son *precinct*, sept des juges furent d'opinion, que le prisonnier n'étoit coupable que de meurtre non volontaire ; & il fut admis au bénéfice du clergé (1).

Mais c'est à l'égard de ce droit d'une résistance finale, que se voit surtout l'avantage d'un moyen tel que la liberté de la presse. Comme les plus grands droits du peuple ne sont rien, sans la perspective d'une résistance qui en impose à ceux qui oseroient ouvertement les violer, ce droit même de *résister* n'est rien, s'il n'existe un moyen de concert entre les diverses parties du peuple.

Chaque citoyen en particulier, inconnu à tous, supporte en silence des coups auxquels il

(1) *Rapports de cas débattus & jugés in banco regine*, dans le temps de la feue reine Anne.

ne voit pas que personne s'intéresse : laissé à sa force individuelle , il tremble vis-à-vis de la puissance redoutable & toujours prête de ceux qui gouvernent ; & ceux-ci sentant , s'exagérant même , les avantages de leur position , peuvent , ou , ce qui revient presque au même , croient pouvoir tout oser.

Mais lorsqu'ils voient qu'il n'est aucune de leurs actions qui ne soit exposée au grand jour ; que , par la vivacité avec laquelle tout se communique , la nation forme , pour ainsi dire , un tout *irritable* , dont aucune partie ne peut être touchée sans exciter un *frémissement* universel ; ils sentent alors , que la cause de chacun est réellement la cause de tous , & qu'attaquer le dernier d'entre le peuple , c'est attaquer tout le peuple.

C'est ici encore qu'il faut remarquer l'erreur de ceux qui , ne voyant la liberté du peuple que dans sa puissance , ne voient sa puissance que dans son action.

Lorsque le peuple opère beaucoup par lui-même , il est impossible qu'il acquière jamais une connoissance exacte de l'état des choses. L'événement d'un jour détruit les idées qu'il avoit commencé à prendre la veille ; & dans le mouvement continu , aucun principe , & surtout

aucun concert, n'a le temps de s'établir. Vous voulez que le peuple aime & défende ses loix & sa liberté ? laissez-lui donc le temps de savoir ce que c'est que loix & que liberté, & de se réunir sur leur objet : vous voulez une réunion, une *coalition*, qui ne peut s'obtenir que par un *procédé* lent & paisible ; & vous secouez sans cesse le vase.

Je dirai plus, il est contradictoire que le peuple agisse, & qu'il soit réellement puissant. Si le sentiment de l'oppression l'a forcé de sortir de l'ordre légal, où il ne trouvoit plus de sûreté, c'est pour se trouver tout-à-coup soumis à un petit nombre de chefs, d'autant plus absolus que leur titre n'est point éclairci : si même il n'est question pour lui de camp & de discipline militaire.

Si c'est dans le cours ordinaire & légal que le peuple est appelé à se mouvoir, chacun des individus s'y voit obligé, pour le certain succès qu'il se propose, de se joindre à un parti ; & ce parti ne sauroit être sans un conducteur. Les citoyens se divisent, & prennent l'habitude de reconnoître des chefs ; ils ne font à la fin que les cliens d'un certain nombre de patrons ; & ceux-ci, enchaînant les bras comme ils maîtrisoient les suffrages, comptent pour peu un peuple ,

peuple, dont avec une partie ils favent contenir l'autre.

Mais lorsque les ressorts du gouvernement sont placés absolument hors du peuple, leurs mouvemens sont par là même dégagés de tout ce qui pouvoit les compliquer ou les masquer. Le peuple considérant désormais les choses spéculativement, & n'étant, pour ainsi dire, que juge des coups, ne se fait que des idées justes; & ces idées, dans le repos général, gagnant & s'insinuant de proche en proche, il n'a enfin plus, sur l'objet de sa liberté, qu'une volonté & qu'une ame.

Réuni ainsi en un tout, il est à chaque instant le maître de frapper le coup décisif qui doit mettre tout de niveau: semblable à ces puissances de mécanique, dont la plus grande efficacité est celle de l'instant qui précède leur action, il a de la force précisément parce qu'il n'en déploie point encore; & c'est dans cet état d'immobilité, mais d'attention, qu'est son véritable *momentum*.

Ceux, d'un autre côté, qui, soit par un effet de la fortune, soit en vertu d'une commission particulière du peuple, font mouvoir les ressorts du gouvernement, se voyant placés comme sur l'arène, & observés à distance par

des hommes libres d'esprit de parti & qui n'ont en eux qu'une confiance conditionnelle, craignent d'exciter un mouvement qui feroit la destruction, non pas de tout pouvoir, mais qui, quoiqu'il pût arriver ensuite, feroit sûrement & d'abord celle du leur. Et à supposer que les causes, dont nous avons parlé ci-dessus, perdant subitement leur effet, ils s'apprêtassent à faire entr'eux le sacrifice des loix qui sont la base de la liberté, venant à lever les yeux sur cette vaste assemblée qui tient ses regards arrêtés sur eux, ils sentiroient se confirmer bien vite leur vertu vacillante, & se hâteroient de regagner des principes, hors desquels il n'est pour eux que ruine & que perdition.

En un mot, le grand nombre ne pouvant agir que pour être soumis, ou pour détruire, la seule part avantageuse qu'il puisse avoir dans une constitution, doit être, non pas d'intervenir, mais d'influer; de pouvoir agir, mais non pas d'agir.

La puissance du peuple n'est pas lorsqu'il frappe, mais lorsqu'il en impose : c'est quand il peut tout renverser, qu'il n'est jamais dans le cas de s'émouvoir; & Manlius renfermoit tout en quatre paroles, lorsqu'il disoit au peuple de Rome : *Ostendite bellum, pacem habebitis.*

CHAPITRE XV.

Preuves, tirées des faits, de la vérité des principes posés dans cet ouvrage. 1. La manière singulière dont les révolutions se sont toujours terminées en Angleterre.

CE n'est pas assez d'avoir prouvé par le raisonnement les avantages de la constitution de l'Angleterre : l'on me demandera, sans doute, si les effets répondent à la théorie. Mais à cette question, qui, je l'avoue, est extrêmement en place, ma réponse est toute trouvée : ce sera celle que faisoit, je crois, un Lacédémonien : venez & voyez.

En lisant l'histoire d'Angleterre, on est surtout frappé d'une circonstance, qui distingue avantageusement le gouvernement anglais de tous les autres gouvernemens libres : c'est la manière dont les révolutions se sont constamment terminées en Angleterre.

Si nous jetons les yeux avec quelque attention sur l'histoire des autres états libres, nous verrons que les dissensions qui s'y sont élevées ont toujours fini par des accords, où l'on n'a eu soin

sérieusement que de l'intérêt d'un *petit nombre* ; tandis qu'on a eu peu d'égard à ceux de la multitude. Précisément le contraire est arrivé en Angleterre, où nous voyons les révolutions toujours suivies de précautions plus amples, & mieux calculées pour assurer la liberté générale.

L'histoire des anciennes républiques grecques, & surtout celle de la république romaine, dont il nous reste le plus de monumens entiers, fournissent des preuves frappantes de ce que je viens d'observer en premier lieu.

Quelle fut, par exemple, la conséquence de la grande révolution, qui chassa les rois de Rome, & où le sénat & les patriciens furent les conseillers & les conducteurs du peuple ? Denys d'Halycarnasse & Tite-Live nous l'apprennent : les sénateurs s'attribuèrent immédiatement ce pouvoir exercé par les rois, dont ils venoient de se plaindre si hautement. L'exécution des décrets qu'ils feroient à l'avenir, fut confiée à deux magistrats, pris de leurs corps, & entièrement dépendans d'eux, qu'ils appelèrent consuls, & qu'ils revêtirent de tous les signes extérieurs dont les rois s'étoient parés. On eut soin seulement de régler, que les haches & les faisceaux, symboles du pouvoir de vie & de mort sur les citoyens, que le sénat s'arrogea,

ne feroient point portés devant les deux consuls , mais seulement devant un à la fois , pour ne pas doubler la terreur du peuple (1).

Ce ne fut pas tout : les sénateurs gagnèrent ceux qui avoient alors le plus à dire parmi le peuple , & les admirèrent dans leur corps comme membres (2). Il est vrai que cette précaution étoit nécessaire , & que prudemment , ils ne pouvoient pas se dispenser de la prendre : mais il n'en est pas moins vrai , que les intérêts des personnages éminens dans la république étant ainsi mis en sûreté , la révolution fut terminée. Les nouveaux sénateurs , ainsi que les anciens , eurent grand soin de ne pas diminuer un pouvoir devenu le leur , en insistant sur les mesures à prendre pour la liberté du peuple. Ils firent plus : ils rendirent ce pouvoir plus terrible encore qu'il n'avoit été ; & le supplice , auquel le consul condamna militairement le nombre de ceux qui restoit attachés à l'ancienne forme , & ses propres fils , avertit le peuple de ce qu'il avoit à

(1) *Omnia jura (regum) , omnia insignia primi consules tenuere ; id modò cautum est , ne , si amba fasces haberent , duplicatus , terror videretur. Tit. Liv. II. 1.*

(2) Ces nouveaux sénateurs furent appelés *conscripti* : de-là le nom de *patres conscripti* , qui fut donné dans la suite indifféremment à tout le sénat. *ibid.*

attendre, si jamais il présumoit de s'opposer à l'autorité de ceux qu'il venoit de se donner, sans y penser, pour maîtres.

Parmi les loix ou coutumes oppressives, que le sénat, après l'expulsion des rois, avoit laissées en vigueur, le peuple cria le plus contre celles qui, condamnant à l'esclavage les citoyens, quand ils ne pouvoient payer au temps stipulé leurs dettes avec les intérêts (qui étoient exorbitans à Rome), les livroient garottés à leurs créanciers : de-là le nom de *Nexi*, qu'on donna à cette sorte d'esclaves. Les cruautés exercées par les créanciers sur des infortunés, dont le nombre devint fort grand par les calamités domestiques que leur attiroient les fréquentes guerres où l'on impliquoit continuellement Rome; ces cruautés, dis-je, soulevèrent enfin la masse du peuple : il abandonna la ville & ses concitoyens inhumains, & se retira de l'autre côté de l'*Anion*.

Mais cette seconde révolution, non plus que la première, ne procura que l'avancement de quelques particuliers. On créa un nouvel office appelé le tribunal. On y éleva ceux que le peuple avoit mis à sa tête en abandonnant la ville. Leur fonction devoit être de protéger à l'avenir les citoyens; & on les revêtit pour cet effet de certaines prérogatives. Cette constitution, il faut

l'avouer, eut pu devenir très-avantageuse au peuple, du moins pendant long-temps, si l'on avoit pris certaines précautions pour prévenir la trop grande importance personnelle que pouvoient acquérir ces nouveaux magistrats (1). Mais ceux-ci ne jugèrent pas à propos de suggérer ces précautions; & quant aux abus mêmes qui avoient originairement donné lieu aux plaintes du peuple, il ne fut plus question de les redresser (2).

Dans ces premiers âges, cependant, de la république, le sénat & les patriciens étoient trop étroitement unis, pour que ces magistrats de nouvelle création, avec tous leurs privilèges personnels, pussent se faire admettre au consulat, ou dans le sénat, & séparer ainsi tout-à-fait leur condition de celle du peuple. Cette situation, où l'on devoit souhaiter de les tenir toujours, produisit d'abord de très-bons effets; & leur conduite répondit en grande partie à l'attente du peuple. Les tribuns se recroient hautement sur le

(1) Leur nombre, qui n'étoit que de dix, eût dû être beaucoup plus grand; & ils n'auroient jamais dû accepter le pouvoir laissé à chacun d'eux, d'arrêter tout court les mesures des autres par sa seule opposition.

(2) Aussi y eut-il dans la suite plusieurs autres séditions à ce sujet.

pouvoir exorbitant dont le sénat & les consuls s'étoient emparés : & il est à propos d'observer ici (ce dont bien des lecteurs seront surpris peut-être), que pendant soixante ans écoulés depuis l'érection des rois, le pouvoir que ces supérieurs s'étoient arrogé sur la vie des citoyens, n'avoit été assujetti à aucune loi connue. Les tribuns assistèrent donc, pour que l'on fit des loix que les consuls fussent obligés à l'avenir de suivre, afin qu'il ne leur fût plus permis de ne consulter que leur caprice dans l'exercice de ce dangereux pouvoir (1).

Quelque équitable que fût la demande, le sénat & les patriciens s'y opposèrent avec chaleur ; & tantôt nommant des dictateurs, tantôt appelant les prêtres au secours, tantôt par d'autres moyens, ils furent toujours rendre inutiles les efforts des tribuns. Enfin pourtant, comme ceux-ci y alloient alors de bonne foi, le sénat fut obligé de plier ; & l'on passa la loi *Térentilla*, par laquelle il fut statué qu'on feroit un code général de loix.

Ces commencemens paroissent promettre le

(1) *Quod populus in se jus dedit, eo consulem usurum non ipsos libidinem, ac licentiam suam pro lege habituros.* Tit. Liv. III, 9.

meilleur succès à la cause du peuple : mais malheureusement le sénat fut obtenir, que le tribunal seroit vacant pendant tout le temps qu'on travailleroit au code ; il obtint aussi que le *conseil des dix*, appelé les décevirs, qu'on devoit charger de ce travail, seroit pris d'entre les patriciens : ainsi les mêmes causes produisirent encore les mêmes effets ; & le pouvoir du sénat & des consuls fut laissé dans le code, appelé la loi des douze tables, aussi indéfini que jamais. Quant aux loix dont nous avons parlé, concernant les débiteurs, dont le peuple n'avoit cessé de se plaindre amèrement, & au sujet desquelles il étoit juste de leur donner quelque satisfaction, elles furent confirmées, & même rendues plus terribles, par les termes dans lesquels on les coucha.

Le vrai motif du sénat, quand il créa cette nouvelle magistrature des décevirs, fut d'avoir un prétexte, en suspendant l'ancienne charge de consul, de suspendre aussi celle de tribun, & de se débarrasser ainsi du peuple pendant l'importante besogne de la confection du code. Pour être sûr de son fait à cet égard, il crut ne pouvoir mieux faire que de remettre toute l'autorité de la République entre les mains de ces nouveaux magistrats. Mais pour le coup le sénat &

les patriciens éprouvèrent, à leur tour, le danger de confier le pouvoir sans réserve. Les décemvirs les trompèrent, comme ils avoient eux-mêmes trompé le peuple : ils retinrent, de leur autorité privée, le pouvoir illimité qu'on leur avoit confié ; & ils le firent sentir enfin aux patriciens, comme aux plébéiens, jusqu'à ce que l'union des deux partis contr'eux produisit leur catastrophe.

Les anciennes dignités de la république furent rétablies & avec elles le tribunal. Ceux du peuple qui avoient servi d'instrumens à la destruction du décemvirat, furent, comme il étoit naturel, élus tribuns ; & ils entrèrent en fonction avec une prodigieuse provision de popularité, tandis que le crédit du sénat & des patriciens, par une suite de la longue tyrannie qui ne faisoit que d'expirer, avoit prodigieusement baissé. Ces deux circonstances réunies ne donnèrent que trop de facilité aux tribuns, pour terminer cette révolution comme on avoit fini les autres, en la faisant servir à leur aggrandissement particulier. Ils firent ajouter de nouveaux privilèges personnels à ceux qu'ils possédoient déjà : ils obtinrent une loi qui ordonnoit, que les résolutions prises dans les *comices par tribus* (assemblée où les tribuns étoient admis pour proposer des loix nouvelles) seroient obligatoires pour toute la république ; loi par

laquelle ils formèrent un *imperium in imperio*, & acquirent, comme Tite-Live dit, une arme des plus dangereuses (1).

Depuis ce temps la république fut sujette à de grandes convulsions, qui, comme toutes les précédentes, n'aboutissoient toujours qu'à augmenter le pouvoir du *petit nombre*. Les tribuns proposèrent fréquemment de libérer le peuple de ses dettes, de faire entre les citoyens le partage égal des terres conquises sur l'ennemi, de diminuer l'intérêt de l'argent prêté. Ces réglemens eussent été excellens, & il étoit bon de les proposer: mais malheureusement pour le peuple ils ne servoient que de prétextes aux tribuns. Les vrais points où ils visoient, c'étoit le consulat, la prêtrise, & les autres offices du pouvoir exécutif: ils étoient destinés à les contrôler seulement; & ils vouloient les partager. C'est à ces vues qu'ils firent constamment servir ce qu'ils paroïssent faire pour la cause publique. Par exemple, pour parvenir au consulat, ils s'y prirent de la manière suivante.

Après avoir, pendant plusieurs années, saisi toutes les occasions qui s'étoient présentées pour haranguer le peuple à ce sujet, après avoir même

(1) *Acerrimum telum.*

excité des féditiouſ pour vaincre l'oppoſition du ſénat, ils ſe prévalurent de la circonſtance d'un *interregne*, c'eſt-à-dire, d'un temps où il n'y avoit qu'eux ſeuls de magiſtrats dans la république ; & ils propoſèrent aux tribus, qu'ils avoient convoquées, de paſſer les trois loix ſuivantes : 1°. de régler le taux du prêt à intérêt, 2°. d'ordonner qu'aucun citoyen ne pût poſſéder plus de 500 acres de terre, 3°. d'exiger que l'un des conſuls fût pris du corps des plébéiens. Mais à cette occaſion il parut évidemment, dit Tite-Live, quelles des loix dont il ſ'agiſſoit étoient agréables au peuple, & laquelle des trois tenoit à cœur à ceux qui les avoient propoſées : car les tribus acceptèrent les loix concernant l'intérêt de l'argent & les terres ; mais ils rejetèrent celle du conſulat plébéien ; & les deux premiers articles auroient été réglés dès ce moment-là, ſi les tribuns n'avoient déclaré que les tribus étoient convoquées pour accepter ou rejeter les trois propoſitions enſemble (1). Il ſ'enſuivit de gran-

(1) *A Tribunis, velut per interregnum, concilio plebis habito, apparuit quæ ex promulgatis plebi, quæ latoribus gratiora eſſent ; nam de fanora atque agro rogationes jubebant, de plebeis conſulatu antiquabant : Et perfectæ utraque res eſſet, ni tribuni ſe in omnia ſimul conſulere plebem dixiſſent.*
Tit. Liv. VI. 39.

des émotions pendant toute une année ; & enfin les tribuns, par leur persévérance à exiger que les tribus donnassent leurs suffrages pour les trois *rogations* conjointement, obtinrent ce qu'ils voulurent, & vainquirent à la fois l'opposition du sénat & la répugnance du peuple.

Ils s'y prirent de la même manière, afin de se faire déclarer éligibles pour toutes les places du pouvoir exécutif & du crédit public dans l'état. Mais après que toutes leurs vues de cette espèce furent accomplies, la république n'en fut pas plus tranquille, & les intérêts du peuple n'en furent pas plus avancés. Il y eut de nouveaux combats pour l'admission actuelle des tribuns dans ces places, pour les procurer à leurs parens & amis, pour avoir le gouvernement des provinces & le commandement des armées. Il est vrai que de temps à autre, quelque tribun patriote & humain s'appliquoit sérieusement à redresser les griefs du peuple : mais l'histoire apprend qu'un tel homme étoit toujours sûr d'avoir contre lui ses collègues, & avec eux tout le corps de ces hommes, à qui le peuple avoit, en différens temps, conféré des consulats, des édilités, la censure & d'autres dignités sans nombre. Tous ces gens s'opposoit avec la der-

nière véhémence aux vrais patriotes, & les faisoient toujours finalement périr. Tel fut le sort des Gracques & de Fulvius.

Je me suis un peu étendu sur les effets que produisirent les différentes révolutions dans la république romaine, parce que son histoire nous est la mieux connue de toutes celles des anciens peuples, & que Denys d'Halicarnasse & Tite-Live nous en ont conservé des monumens considérables. Cependant l'histoire des républiques grecques n'auroit pas laissé de fournir nombre de faits qui prouvent également ma thèse : par exemple, la révolution qui chassa les Pisistratides d'Athènes : celle qui établit les *quatre cent* ; & puis les *trente*, qui furent à leur tour expulsés : toutes ces révolutions se terminèrent toujours à mettre le gouvernement entre les mains du *petit nombre*. La république de Syracuse ; celle de Corcyre, dont Thucydide nous a transmis la relation assez circonstanciée ; enfin celle de Florence, dont Machiavel a écrit l'histoire ; toutes ces républiques furent dans leur temps des théâtres de convulsions populaires, qui finirent par des conventions, où l'on eut fort peu d'égards aux griefs du peuple, où on les oublia souvent entièrement, quelque beau semblant qu'eussent

fait au commencement ceux qui jouoient le rôle de ses défenseurs (1).

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire d'Angleterre, elle nous offrira des scènes bien différentes : nous y verrons, au contraire, que les révolutions y ont toujours eu des résultats, dont tous les ordres du peuple ont réellement & indifféremment profité.

Tout extraordinaires que ces faits paroissent, ils existent ; & il est clair, par toutes les circonstances qui les ont accompagnés, qu'on a été constamment redevable de ce phénomène à cette impossibilité, sur laquelle j'ai tant insisté, où étoient les représentans du peuple de s'approprier quelque branche du pouvoir exécutif, & de séparer par-là leur condition de celle du reste du peuple.

Sans remonter jusqu'aux conventions faites avec les premiers rois de la lignée normande, arrêtons-nous à la *grande-charte*, qui sert encore

(1) Les révolutions en France ont eu toutes la même issue. On en peut voir un exemple remarquable dans la note (1) p. 31 Tom. I. de cet ouvrage. L'histoire d'Espagne, du Danemark, de la Suède, de l'Ecosse, &c. fournit des traits pareils. Mais j'ai différé de parler des Etats monarchiques, jusqu'à ce que j'aie fait certaines observations, qu'on trouvera dans le chapitre XVII.

de base à la liberté anglaise. Plusieurs circonstances, dont nous avons rendu compte dans la première partie de cet ouvrage, concoururent alors pour renforcer le pouvoir de la couronne, si bien qu'il ne restoit personne dans l'état qui eût d'autre parti à prendre que celui de mettre des bornes à ce pouvoir. De-là la plus grande union entre tous les ordres du peuple : de-là cette grande-charte, qui s'étendit sur tout, qui pourvut à tout. Tous les objets qui peuvent naturellement inviter les hommes à vivre en société, furent réglés dans ses trente-huit articles. L'autorité judiciaire y fut fixée, la personne & la propriété des individus, la sûreté du marchand & de l'étranger garanties. Les citoyens de la plus haute classe renoncèrent à nombre de privilèges oppressifs, qu'ils étoient accoutumés de longue main à regarder comme leurs droits indubitables (1). L'esclave même se vit assurer ses instrumens de labourage ; & ce fut peut-être le premier exemple, dans les annales du monde, d'une guerre civile terminée par des stipulations

(1) Tous les possesseurs de terres s'engagèrent à établir, en faveur de leurs tenants ou vassaux (*ergà suos*), les mêmes libertés qu'ils s'étoient fait accorder à eux-mêmes par le roi. *Magn. Chart. C. 38.*

en faveur de ces infortunés, à qui presque partout ailleurs l'avarice & l'ambition continuoient de refuser les droits de l'humanité.

Sous Henri III il s'éleva de grands troubles, qui furent tous terminés par les confirmations les plus solennelles de la grande-charte. Sous Edouard I, Edouard II, Edouard III, & Richard II, ceux à qui le peuple avoit confié ses intérêts ne perdirent aucune occasion de renforcer toujours plus cette base de la liberté publique, & de prendre toutes les précautions qui pouvoient en multiplier les bons effets. Ils furent constamment persuadés que leur cause étoit la même que celle du reste du peuple.

Lorsque Henri de Lancastre fit valoir ses prétentions à la couronne, les communes reçurent la loi du vainqueur. Mais dans l'acte même, par lequel elles lui déférèrent la couronne sous le nom de Henri III, elles prirent les précautions qu'on voit dans le tome II de l'*Histoire du Parlement Anglais*. Frappés de la sagesse des conditions stipulées alors, les auteurs de cette histoire observent, que les communes de l'Angleterre n'étoient pas sottes alors. L'expression est peut-être elle-même plus que naïve. Ils devoient dire que les communes d'Angleterre eurent le bonheur de former une assemblée, où chaque membre pou-

voit proposer & discuter librement ce qu'il vouloit : qu'il ne leur fût pas possible de faire servir à leurs vues particulières ces avantages, ni, en général, la confiance que le peuple avoit placée en elles : qu'en conséquence elles ne perdirent pas leur temps, & se firent accorder des conditions utiles de la part du pouvoir dont dépendoit à chaque instant leur dissolution & leur dispersion ; s'appliquant ainsi sagement à procurer le salut du peuple, dans lequel seul ils pouvoient trouver le leur propre.

Pendant les longues contentions entre les maisons d'York & de Lancastre, les communes restèrent spectatrices de troubles, qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de prévenir ; elles reconnurent successivement les titres des vainqueurs, comme d'Edouard IV, de Richard III, & enfin d'Henri VII, qui termina ces querelles ; mais tout en les reconnoissant, elles furent constamment se prévaloir de l'importance des services qu'exigeoit d'elles le nouveau souverain, & obtenir des conditions favorables pour tout le corps du peuple.

A l'avènement de Jacques I, que l'on peut regarder comme une espèce de révolution, puisqu'il plaça une nouvelle famille sur le trône d'Angleterre, les chefs de la nation ne stipulè-

rent rien qui ne fût favorable à la liberté générale.

Après l'avènement de Charles I, il y eut des mécontentemens de la plus sérieuse espèce, qui furent cependant d'abord terminés par l'acte appelé *Pétition de droit*, lequel est encore regardé comme le tableau le plus précis & le plus exact des droits du peuple (1).

A la restauration de Charles II, la constitution étant rétablie sur ses premiers principes, les mêmes effets s'ensuivirent, qu'elle avoit produits précédemment. Aussi voyons-nous, que tout le cours de ce règne ne fut qu'une suite de précautions prises pour assurer la liberté générale.

Enfin, le grand événement qui eut lieu en 1689, confirme, de la manière la plus frappante, ce qui a été observé dans ce chapitre.

(1) Je conviens que les troubles qui eurent lieu pendant la dernière partie de ce règne, contredisent en plein l'affertion qui fait le sujet de ce chapitre ; mais ils prouvent en même temps la vérité des grands principes posés dans cet ouvrage. Ces troubles qu'on peut m'objecter, ne tirent leur origine que du moment où Charles I. se désista du pouvoir de dissoudre son parlement, c'est-à-dire, du moment où les membres de cette assemblée acquirent une autorité indépendante, personnelle & permanente, qu'ils tournèrent bientôt contre le peuple qui la leur avoit conférée.

C'est alors qu'on vit reparoître le phénomène politique d'une révolution, terminée par une suite d'actes publics, où les intérêts seuls du peuple en gros furent consultés; où l'on n'inféra pas la moindre clause, même indirecte, pour favoriser l'ambition présente, ou les vues de grandeur future, de ceux qui s'employoient à faire passer ces actes. Certes, si quelque chose est capable de nous donner une idée complète de l'excellence, & en même temps de la singularité des principes sur lesquels est fondé le gouvernement anglais, c'est la lecture attentive de ce système de pactes publics, auxquels la révolution de l'année 1689 a donné naissance, c'est-à-dire, du bill des droits avec toutes ses différentes clauses, & les divers actes qui le confirment & fortifient, passés sous les deux règnes suivans, jusqu'à l'avènement de la maison d'Hanovre.

CHAPITRE XVI.

Seconde différence. De quelle manière les loix pour la liberté du sujet sont exécutées en Angleterre.

LA seconde différence dont j'ai parlé, entre le gouvernement anglais & celui des autres états libres, tombe sur l'objet important de l'exécution des loix. Sur cet article encore nous trouverons que tout l'avantage est du côté du gouvernement anglais; & la comparaison qu'on fera entre l'histoire de ces autres états & celle d'Angleterre, conduira à faire observer, que toutes imparfaites qu'étoient, dans les autres Etats libres, les loix concernant la liberté des citoyens, leur exécution étoit encore plus défectueuse. En Angleterre, au contraire, non-seulement les loix pour la sûreté du sujet sont très-amples, mais la manière dont elles sont exécutées les rend encore plus avantageuses; & la liberté des sujets Anglais est autant favorisée par l'esprit de justice & de douceur qui influe sur toutes les branches du gouvernement, que par la sagesse des loix mêmes.

Ici la république romaine nous fournira encore des exemples, qui prouvent la première partie de ce que l'on vient d'observer. Quand j'ai dit, au chapitre précédent, que dans les temps de troubles on n'avoit rien stipulé pour le peuple en corps, j'ai voulu dire, rien qui dût finalement répondre au but. Lorsque le peuple étoit irrité jusqu'à un certain degré, ou lorsque la concurrence étoit nécessaire pour exécuter certaines résolutions, ou pour faire réussir certaines mesures, qui intéressoient particulièrement ceux qui avoient le pouvoir en main, il n'eût pas été prudent à ceux-ci de témoigner ouvertement leur mépris pour les desirs du peuple: aussi eurent-ils soin d'ajouter toujours aux loix qu'ils faisoient passer, des déclarations générales en faveur de la liberté publique. Mais ces déclarations, & les principes qu'elles sembloient devoir établir, étoient ensuite ouvertement défavoués dans la pratique.

Ainsi, lorsqu'on fit voter le peuple, environ un an après l'expulsion des rois, que le gouvernement monarchique ne seroit jamais plus rétabli à Rome, & que celui qui l'entreprendroit, seroit dévoué aux dieux, on ajouta un article, qui, en termes généraux, confirmoit aux citoyens le droit qu'ils avoient eu sous les rois, d'en

appeler au peuple des sentences de mort passées contr'eux. Mais (ce qui surprendra le lecteur) il n'y eut point de peine décernée contre les violateurs de cette loi : aussi voyons-nous dans Dénys d'Halicarnasse & dans Tite-Live ; que les consuls s'embarrassoient peu des appels des citoyens, & que dans l'exercice plus que militaire de leurs fonctions, ils se jouoient d'un droit qu'ils auroient dû respecter, quelque imparfaite & foible qu'en fût la sanction.

Dans la suite on ajouta un article de même teneur aux loix des douze tables : mais les décemvirs, à qui l'on confia d'abord l'exécution de ces loix, se conduisirent à cet égard plus mal encore que les consuls n'avoient fait avant eux ; & après leur expulsion (1), les magistrats qui leur succédèrent paroissent avoir, aussi peu que leurs prédécesseurs, respecté la vie des citoyens. Entre plusieurs exemples je n'en rapporterai qu'un seul, qui fera voir sous quels légers prétextes

(1) Après l'expulsion des décemvirs, on fit aussi une loi, pour qu'il ne fût pas permis de créer aucun magistrat duquel on ne peut appeler au peuple (*magistratus sine provocacione*, Tit. Liv. III, 55) ; & par cette loi le peuple pensoit avoir aboli la dictature ; mais le fait qui va être rapporté, & qui arriva environ dix ans après, fait voir que cette loi ne fut pas mieux observée que les autres.

les citoyens étoient souvent exposés à perdre la vie. Spurius Mælius ayant été accusé de vouloir se faire roi, fut cité par le général de la cavalerie, de comparoître devant le dictateur, afin de se justifier de cette imputation un peu singulière. Spurius se réfugia parmi la foule, le général de la cavalerie l'y poursuivit, & le tua sur la place. La multitude se montrant indignée d'une telle violence, le dictateur la fit assembler devant son tribunal, & déclara que Spurius avoit été légitimement mis à mort, quand même il eût été innocent du crime dont on l'avoit accusé, puisqu'il avoit refusé d'obéir, lorsque le général de la cavalerie l'avoit cité devant le dictateur (1).

Environ cent & quarante ans après le temps dont nous parlons, la loi pour l'appel au peuple fut statué pour la troisième fois : elle n'en fut pas mieux observée pour cela dans la suite ; & non-seulement nous la trouvons fréquemment violée par les différens magistrats de la république ; mais le sénat même, malgré cette loi,

(1) *Tumultuantem deinde multitudinem, incerta existimatione facti, ad concionem vocari jussit, & Mælium jure casum pronunciavit, etiamsi regni crimine insons fuerit, qui vocatus a magistro equitum ad dictatorem non venisset, Tit. Liv. IV, 15.*

statua des exemples formidables aux dépens des citoyens. Nous en avons un dans les trois cent soldats qui pillèrent la ville de *Rhegium*. Le sénat, de sa seule autorité, ordonna qu'ils fussent tous mis à mort. En vain le tribun Flavius fit des remontrances contre cette sévérité excessive, exercée sur des citoyens romains; le sénat, dit Valère Maxime, persista dans sa résolution (1).

Toutes ces loix, pour garantir la vie des citoyens, avoient été passées jusqu'ici sans menacer de la moindre punition ceux qui les violeroient. Enfin la célèbre *loi Porcia* décerna la peine de bannissement contre ceux qui feroient fustiger & mourir un citoyen romain. Cependant nous voyons, par un grand nombre d'exemples postérieurs à cette loi, qu'elle ne fut pas mieux observée que les autres. Cela engagea Caius Gracchus à faire passer la *loi Sempronia*,

(1) *Val. Max. L. II. c. 7.* Cet auteur ne dit pas le nombre précis de ceux qui furent mis à mort à cette occasion; il dit seulement qu'on en exécuta 50 à la fois pendant plusieurs jours consécutifs: d'autres auteurs en font monter le nombre à 4000. Tite-Live parle de toute une légion: *Legio campana, quæ Rhegium occupaverat, obsessa, deditione facta securi percussa est.* Tit. Liv. XV. *Epit.* j'ai suivi ici Polybe, qui dit qu'on n'en prit que 300, & qu'on les conduisit à Rome.

munie d'une nouvelle Sanction : mais elle fut tout aussi impuissante pour sauver sa vie & celle de ses amis que la *loi Porcia* l'avoit été pour conserver la vie à son frère & à ses partisans. Enfin, tous les événemens de ce temps-là prouvent manifestement que le mal étoit incurable. Je ferai mention ici d'un fait, comme fournissant un exemple remarquable du peu de scrupule des magistrats romains à ôter la vie aux citoyens. Un Memmius s'étant présenté pour prétendre au consulat, que briguoit aussi un homme protégé par le tribun Saturninus, celui-ci fit saisir & expirer le premier sous les coups, au milieu de la place publique. L'insolence du tribun, au rapport de Cicéron, alla jusqu'à donner à cet acte de cruauté, en présence de tout le peuple assemblé, l'extérieur & la forme d'un acte de justice publique (1).

(1) Cicéron, dans son discours *pour Robirius*, dit que dans l'assemblée du peuple, où il étoit défendu de la part des censeurs à l'exécuteur de jamais paraître, l'on y entendit retentir la formule fatale (*cruciatu carmina*), dont se servoient les magistrats pour faire exécuter un homme à mort ; *J. licetor : colliga manus ; caput obnubito ; arbori infelici suspendito*. Memmius étant un citoyen considérable (comme on peut hardiment le supposer, puisqu'il briguoit avec succès le consulat), tous les grands de la

Ce n'est pas tout. Ce ne fut pas uniquement en qualité d'hommes publics, & pour soutenir les prérogatives de leurs corps respectifs, que les magistrats romains se permettoient de pareilles injustices. L'avarice & la rapine de chacun en particulier se joignit à l'ambition publique. On commença par opprimer les provinces. Bientôt ce mal attaqua l'Italie même, le cœur de la république, jusqu'à ce que la *loi Calpurnia de repetundis* fut faite pour l'arrêter dans ses progrès. Cette loi donnoit le droit aux citoyens & aux alliés, de poursuivre le recouvrement de ce qui leur avoit été extorqué par les magistrats & les grands; & dans la suite la *loi junia* ajouta la peine du bannissement à l'obligation de faire restitution.

Mais le désordre ne fit que changer de forme. Les juges se montrèrent aussi corruptibles, que les magistrats s'étoient montrés tyrans. Ils trahirent, dans leurs provinces, la cause de la république qui leur étoit confiée, & ils aimèrent mieux partager le butin avec les consuls, les

république prirent l'alarme à cette occasion atroce du tribun : le jour suivant le sénat adressa les paroles solennelles aux consuls, *videant ne quid detrimenti respublica capiat*; & le tribun fut tué dans une bataille rangée, qui se donna aux pieds du capitol.

préteurs & les proconsuls, que de faire valoir les loix contr'eux.

Il fallut avoir recours à d'autres expédiens, pour remédier à ce nouveau mal. On fit des loix pour juger & punir les juges - mêmes ; & surtout on fit de continuel changemens dans la manière de composer les assemblées. Mais la maladie étoit trop enracinée, pour pouvoir être guérie par les moyens ordinaires de la législation. Les juges prévaricateurs, pour se soustraire à la conviction, employèrent les mêmes ressources qui avoient sauvé les magistrats coupables ; & ces changemens étonnans qui se firent dans la constitution des corps de judicature (1), au

(1) Les juges, à l'assemblée desquels présidoit ordinairement le préteur, étoient tirés du sénat jusqu'après la dernière guerre punique, lorsque la loi *Sempronia*, proposée par *Caius S. Gracchus*, statua qu'on les tireroit à l'avenir de l'ordre équestre. Dans la suite le consul *Cépion* fit recevoir une loi, par laquelle les juges devoient être pris également de l'un & de l'autre ordre. Bientôt après, la loi *Servilia* remit l'ordre équestre seul en possession de la judicature ; & la loi *Livia* la rendit entièrement au sénat. Vint ensuite la loi *Plautia*, pour que les juges fussent tirés des trois ordres, savoir des sénateurs, des chevaliers & des plébéiens. La loi *Cornelia*, conçue par le dictateur *Sylla*, remit le sénat dans la possession exclusive de la judicature. La loi *Aurelia* la rendit aux trois ordres. *Pompée* changea le nombre des

lieu d'arrêter la corruption des juges , ne firent que transférer à d'autres hommes le profit qu'il y avoit à s'en rendre coupable. Déjà du temps des Gracques l'on se plaignoit généralement , de ce qu'il n'y avoit pas moyen de punir celui qui avoit de l'argent à donner (1). Cicéron témoigne que de son temps la même opinion étoit généralement reçue & avérée (2) ; & ses harangues ne sont remplies que de lamentations sur ce qu'il appelle la *fatalité* & l'*insanie* des jugemens publics.

L'impunité des juges corrompus n'étoit pas le seul mal qui travailloit la république. Tout l'empire fut enfin en convulsion. Les horribles vexations , & , malgré leur notoriété , l'absolution d'un Aquilius , proconsul de la Syrie , & celle de plusieurs autres tyrans , coupables des mêmes crimes ; réduisirent l'Asie au désespoir. Ce fut alors qu'éclata la terrible guerre de Mithridate , dont le tocsin fut le massacre de quatre - vingt

juges , & les réduisit à soixante & quinze ; il changea aussi la manière de les élire. Enfin *César* rétablit l'usage primitif , de ne tirer les juges que de l'ordre sénatorial.

(1) *App. de Bell. Civ.*

(2) *Att. in Verr. l. 5.*

mille romains, commis en un jour par toutes les villes de l'Afrique (1).

Ainsi les loix & les jugemens publics non-seulement manquèrent le but pour lequel on les avoit établis, mais ils devinrent même de nouveaux moyens d'oppression, ajoutés à ceux qui existoient déjà. Les personnes qu'on accusoit, & que l'on condamnoit, étoient des citoyens opulens, dont on convoitoit les richesses, des particuliers, sur lesquels l'un ou l'autre corps trouvoit prise, où le petit nombre de magistrats, encore assez vertueux pour s'opposer au torrent de la corruption générale; tandis qu'on laissoit impuni un Pison, dont Cicéron, dans sa harangue contre lui, rapporte des choses qui font frémir, & un Verrès, coupable d'énormités de la même espèce.

De-là une guerre plus formidable encore que la précédente, & à la malignité de laquelle il est étonnant que Rome n'ait pas succombé. La plus grande partie de l'Italie, irritée de la tyrannie des jugemens publics, se souleva tout d'un coup. Cicéron, qui nous apprend la cause de cette révolte, qu'il appelle la *guerre sociale*, rend compte du triste état de la république, & du

(1) *Appian. de B. C.*

mauvais usage qu'on avoit fait des mesures prises pour y remédier. « Il n'y a pas encore, dit-il, » cent & dix ans, que la loi, pour le recouvrement de l'argent extorqué par des magistrats, » fut proposée par le tribun Calpurnius Pison. » Plusieurs autres loix pour le même effet, & » de plus en plus sévères, suivirent celle-ci : mais » il y a eu tant d'accusations & tant de condamnations, une guerre si formidable a été » excitée en Italie par la terreur des jugemens » publics, &, lorsque les loix & les jugemens » ont été suspendus, l'oppression & le pillage » de nos alliés a tellement prévalu, que ce n'est » point par notre force, mais par la foiblesse des » autres, que nous continuons d'exister » (1).

Je suis entré dans ce détail à l'égard de la république romaine, parce que les faits, sur lesquels il est fondé, non-seulement sont remarquables par eux-mêmes, mais aussi, qu'on n'en sauroit tirer de conclusion juste, à moins de les présenter au lecteur dans leur suite, & dans les rapports qu'ils ont les uns aux autres. On se tromperoit très-fort en mettant ces faits sur le compte du luxe, qui prévalut dans les derniers temps de la république, sur celui de la corruption des

(1) *Cic. de Off. II, 75.*

mœurs parmi les citoyens, & de l'abandon de leurs anciens principes. Ce ne fout là que des phrases, qui peuvent servir à exprimer la manière dont le mal se manifeste, mais qui n'en développent point les causes.

Les troubles que nous venons de rapporter naquirent de la nature même du gouvernement républicain ; d'un gouvernement dans lequel le pouvoir exécutif & suprême avoit été concentré dans le corps de ceux en qui le peuple avoit placé sa confiance, à côté duquel, par conséquent, il ne restoit aucun autre pouvoir dans l'état, qui eût assez d'influence sur eux, pour les obliger de se tenir dans les bornes de la justice & de la décence. En attendant, comme le peuple, destiné pour tenir ce corps en échec, donnoit continuellement une part dans l'autorité exécutive à ceux à qui elle confioit le soin de ses intérêts, il augmentoit le mal dont il se plaignoit, chaque fois qu'il prenoit des mesures pour y remédier ; & au lieu de faire des levées de combattans contre les ennemis de sa liberté, comme il se l'imaginoit, ce n'étoit au fond que de nouveaux associés qu'il leur fournissoit.

De-là cette désertion continuelle de la cause du peuple, qui, dans le temps même des révolutions, quoique les passions du peuple fussent

en

en jeu, & que les esprits fussent plus unis, se manifestoit d'une manière frappante. Nous pouvons tracer les symptômes de la grande défectuosité politique dont nous avons fait mention ici, dans les premiers âges de la république, aussi bien que dans les derniers périodes de sa durée. Tant que Rome fut petite & pauvre, cette défectuosité y rendit inutiles tous les droits ou pouvoirs que le peuple possédoit, & fit échouer toutes les mesures qu'il prenoit pour défendre sa liberté, précisément de la même manière que, dans les époques les plus brillantes, elle fit périr tous les fruits que l'on se promettoit des réglemens les plus salutaires, & tourner même ces derniers entièrement au profit de l'ambition & de l'avarice du petit nombre. En un mot, la prodigieuse fortune de la république ne créa point le vice dans la constitution, elle lui donna seulement l'effor.

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire de la nation anglaise, nous y verrons des effets tout différens s'ensuivre d'un gouvernement qui n'avoit pas les mêmes défauts : nous verrons la cordialité avec laquelle les individus de tout ordre se sont toujours réunis pour donner les bornes requises au pouvoir exécutif, qu'ils savoient ne pouvoir jamais leur appartenir. Nous l'avons déjà dit, lors des révolutions publiques, on fixa avec le

plus grand soin les limites de ce pouvoir ; & quand la paix fut rendue à l'état, ceux qui restèrent à la tête de la nation, manifestèrent une jalousie constante à maintenir les avantages que les efforts réunis de tous avoient obtenus.

C'est ainsi que , par un des articles de la Grande-Charte , le pouvoir exécutif ne doit toucher à la personne du sujet qu'en conséquence d'un jugement passé contre lui par ses pairs : & telle fut ensuite l'union générale pour le maintien de cette loi, que le jugement par des jurés (*trial by jury*), cette admirable manière de procéder, qui met le peuple si bien à l'abri de toutes les invasions du pouvoir, même de celles que l'on pourroit faire sous la sanction de l'autorité judiciaire ; cette manière , dis-je, de procéder, a été conservée jusqu'à ce jour dans toute sa pureté primitive ; tandis qu'elle s'est altérée successivement, & enfin perdue totalement, dans toutes les autres contrées de l'Europe où on l'avoit connue (1). Ce n'est même pas assez dire ; ce

(1) La procédure par des jurés fut en usage parmi les Normands, long-temps avant qu'ils eussent envahi l'Angleterre : aujourd'hui elle est totalement perdue dans la Normandie. Ce fut même de très-bonne heure qu'elle commença à y dégénérer de sa première institution : nous voyons dans l'*Histoire du droit coutumier d'Angleterre par Hale*, que l'una-

privilege d'être jugé par ses pairs a fait plus que se conserver en Angleterre : ce n'étoit d'abord que la prérogative des conquérans, des maîtres, appropriée exclusivement aux parties des nations qui avoient commencé par envahir & subjuguier le reste par les armes ; ici il s'est successivement étendu sur tous les ordres du peuple.

C'est non-seulement la personne, c'est aussi la propriété de l'individu qui a été mise en sûreté contre toute entreprise arbitraire du pouvoir exécutif. On a successivement réduit ce dernier à ne pouvoir toucher à la moindre portion de la propriété du sujet, pas même sous le prétexte des besoins de l'état, si ce n'est du consentement

nimité des jurés n'étoit point requise dans cette province pour leur *Verdict* ou rapport ; seulement, lorsque les jurés n'étoient pas d'accord, on en sortoit quelques-uns de leur nombre, & l'on en mettoit d'autres à leur place, jusqu'à ce qu'on eût obtenu par ce moyen l'unanimité. En Suède, où, selon l'opinion des savans du pays, la *procédure par des jurés* a pris naissance, il ne s'est conservé, dans quelques contrées reculées de ce royaume que quelques formalités de cette institution ; car, d'ailleurs, les jurés y sont établis à vie, & ont un salaire en conséquence. Voyez *l'Etat de la Suède par Robinson*. En Ecosse, le voisinage de l'Angleterre n'a pu y conserver aux jugemens par jurés leur ancienne & vraie forme : l'unanimité des jurés n'y est point requise, à ce qu'on m'a dit, pour former un verdict ; c'est la majorité qui décide.

libre des représentans du peuple. Et le zèle de ces représentans à assurer à cet égard les intérêts de la nation, dont les leurs propres étoient inféparables, ce zèle, dis-je, a été si sincère & si constant, que le privilège de se taxer eux-mêmes, fondé d'abord sur la tenure la plus précaire, & simplement comme un mode de gouvernement adopté par le souverain pour sa propre convenue, est devenu avec le temps un droit établi du peuple, que le souverain a trouvé à la fin nécessaire de reconnoître solennellement & à diverses reprises.

Il y a plus, les représentans du peuple ont appliqué ce droit de *taxation* à un usage bien plus noble encore que celui de la seule préservation de la propriété; avec le temps ils l'ont converti heureusement en moyen régulier & constitutionnel, d'influer sur les motions du pouvoir exécutif. Au moyen de ce droit, ils ont gagné l'avantage d'être continuellement appelés à concourir dans les mesures du souverain, de voir celui-ci donner la plus grande attention à leurs requêtes, & remplir scrupuleusement les engagements qu'il contracte avec eux. C'est ainsi que de tous les peuples, tant anciens que modernes, l'Anglais seul a obtenu le bonheur unique d'avoir sa part dans le gouvernement, en élisant des

représentans, qui, par les circonstances particulières où ils se trouvent, & par l'étendue de leurs droits, ont à la fois, & la *volonté* de servir fidèlement leurs commettans, & la *capacité* de le faire.

Aussi les communes n'ont-elles pas été contentes d'avoir établi, une fois pour toutes, la liberté du peuple, par les moyens dont nous venons de faire mention : ils ont ensuite fait de la conservation de ces moyens l'objet principal de leurs soins (1), & saisi toutes les occasions qui se présentoient pour leur donner, pour ainsi dire, une nouvelle vie.

C'est ainsi que, sous Charles I, ce privilège du peuple, d'accorder des subsides à la couronne, ayant été attaqué d'une manière qui ne pouvoit qu'allarmer toute la nation, les communes, sans perte de temps, soutinrent ce droit important, ce grand boulevard constitutionnel de tous leurs autres droits, & se hâtèrent de combattre dans son origine toute entreprise à cet égard qui pût

(1) La première opération des communes, au commencement d'une session, c'est de nommer quatre grands comités. L'un est le comité de la religion, un autre celui des griefs, un autre de cours de justice, enfin un autre pour le commerce, &c. : ces comités sont permanens pour toute la session.

fervir d'exemple, & produire finalement la ruine entière de la liberté publique.

Ils ne s'arrêtèrent pas là ; ils étendirent leurs soins à tous les abus quelconques qui s'étoient introduits. L'autorité judiciaire , par exemple, dont le pouvoir exécutif s'étoit emparé imperceptiblement, tant pour la personne que pour la propriété de l'individu, fut abrogée par le même acte qui abolissoit la cour de la chambre étoilée ; & la couronne fut ramenée à son vrai office constitutionnel , savoir , à maintenir & protéger par sa force l'exécution des loix.

Les efforts de la législation, qui suivirent celui-ci, ont porté encore plus haut les privilèges du peuple : ils ont mis la couronne dans l'impuissance de saisir & emprisonner, même pour peu de temps, la personne du sujet, excepté dans les cas fixés par la loi, & dont les juges propres doivent décider.

Et il ne faut pas croire que cette liberté sans exemple, ainsi amplifiée, aux dépens du pouvoir exécutif, soit devenue le privilège exclusif des grands & des puissans. Tous les sujets, sans distinction, ont droit d'en jouir : ce fut l'injure faite à un citoyen commun, qui donna l'existence à l'acte par lequel on a entièrement consolidé cette branche intéressante de la liberté publique.

« L'oppression d'un particulier obscur (dit le juge » Blackstone) fit naître le fameux acte d'*Habeas » Corpus* ». Junius a cité cette observation du juge ; & elle vaut bien la peine que nous la répétions ici, par la juste idée qu'elle donne de cette disposition de tous les ordres, à s'unir pour la défense de la liberté commune, qui est un trait caractéristique du gouvernement Anglais (1).

Cette union générale pour la liberté publique ne s'est point bornée à former seulement des loix qui la garantissent ; elle a opéré avec la même vigueur, lorsqu'il s'est agi de faire punir ceux qui avoient entrepris de les enfreindre ; & le souverain s'est vu constamment réduit à en sacrifier les violateurs, lors même qu'ils se trouvoient ses zélés serviteurs, à la justice de sa patrie.

Si l'on demande des exemples de ce que j'avance ici, je puis renvoyer les curieux jusques sous le règne d'Edouard I. On verra là des juges, atteints & convaincus d'avoir commis des exac-

(1) Le particulier dont il est question ici, fut un nommé *François Jenks*, qui ayant proposé en 1676 à Guildhall, de supplier le roi pour avoïr un nouveau parlement, fut examiné devant le conseil privé, & envoyé en prison, où on le garda environ deux mois, au moyen des délais employés par les différens juges auxquels il s'adressa pour avoir un *Habeas Corpus*. Voyez *State-Tryals*, T. VII, anno 1676.

tions énormes dans l'exercice de leurs offices , condamnés par sentence du parlement (1). Et quand on fait attention aux énormes amendes qu'on leur imposa, lesquelles ils furent en état de payer, à ce qu'il paroît, on peut conclure hardiment, que dans cette enfance même de la constitution, le remède fut appliqué un peu tard à la maladie : cependant il y fut appliqué enfin.

Sous Richard II, on vit statuer des exemples de la même espèce. Michel de la Pole, comte de Suffolk, qui avoit été chancelier du royaume, le duc d'Irlande, & l'archevêque d'Yorck, ayant abusé de leur pouvoir en poursuivant des mesures qui tendoient au renversement de la liberté publique, furent déclarés coupables du crime de haute trahison; & un grand nombre de juges, qui, comme tels, s'étoient prêtés à leurs vues, furent enveloppés dans la même condamnation (2).

(1) Le chevalier Ralph de Hengham, chef de justice du banc du roi, fut mis à une amende de 7000 marcs; le chevalier Thomas Wayland, chef de justice des plaidoyers communs, subit la confiscation de tout son bien; & le chevalier Adam de Stratton, premier baron de l'échiquier, fut condamné à 34000 marcs d'amende.

(2) Les plus notables de ces juges étoient le chevalier Robert Belknap, & le chevalier Robert Tréfilian, chef de justice du banc du roi. Le dernier avoit mis par écrit une

Sous le règne de Henri VIII, le chevalier Thomas Empson, & Edmond Dudley, après avoir été les promoteurs des exactions commises sous le règne précédent, furent les victimes du zèle des communes à défendre la cause du peuple. Sous le roi Jacques I, ni la dignité du chancelier Bacon, ni ses grandes qualités personnelles, ne purent le mettre à couvert de la censure la plus sévère pour les mauvaises pratiques dont il s'étoit rendu coupable. Sous Charles I, les juges, ayant osé imiter l'exemple de

suite de questions tendantes à conférer une autorité despotique à la couronne, ou plutôt aux ministres susdits, qui avoient trouvé moyen de se rendre entièrement maîtres de la personne du roi. Le chevalier Robert Tréfilian proposa ces questions aux juges qu'on avoit assemblés pour cet effet, & ils opinèrent en leur faveur. L'une entr'autres des opinions de ces juges, ne tendoît à rien moins qu'à annuler d'un seul coup tous les droits des communes, en leur ôtant le privilège important, mentionné ci-dessus, d'entamer tous les sujets de débats qu'elles jugeoient à propos, & de les discuter librement : on vouloit interdire aux communes, sous peine d'être punis comme traîtres, de délibérer sur aucune matière hors celles limitées par le roi. Tous ceux qui avoient trempé dans les déclarations susdites des juges, furent convaincus de haute trahison. On en pendit quelques-uns, entr'autres le chevalier Robert Tréfilian : les autres ne furent que bannis, par l'intercession des évêques. Voyez *l'Histoire parlementaire d'Angleterre*, T. I.

ceux sous Richard II, en opinant contre les droits du peuple, éprouvèrent de la part des communes la même vigilance qui avoit opéré la catastrophe des premiers. Le lord Finch, garde du sceau, fut obligé pour se sauver de passer la mer. Les juges Davenport & Crawley furent emprisonnés, & l'on arracha le juge Berkley du banc où il siégeoit, comme nous l'apprend Rushworth.

Sous le règne de Charles II, nous trouvons de nouveaux exemples de cette vigilance des communes. Les chevaliers William Scroggs, lord chef de justice du banc du roi, François North, chef de justice des plaidoyers communs, Thomas Jones, l'un des juges du banc du roi, & Richard Weston, l'un des barons de l'échiquier, furent accusés par les communes, pour avoir montré de la partialité dans l'administration de la justice, & le juge Scroggs, contre lequel on prouva complètement certaines accusations positives, fut démis de ses emplois.

Les divers exemples produits ici, sont pris de différentes périodes de l'histoire d'Angleterre, pour faire voir que ni l'influence, ni la dignité des infracteurs des loix, lors même qu'ils avoient été les plus intimes serviteurs de la couronne, ne furent jamais capables d'en imposer au zèle

des communes pour maintenir les droits du peuple. On pourroit peut-être rapporter d'autres exemples tendans au même but ; je crois néanmoins devoir avertir ceux qui voudront se donner la peine de pareilles recherches, que la raison du danger, toujours indubitablement attaché aux infractions des loix, les leur fera trouver moins fréquens qu'ils ne pensent peut-être.

La régularité introduite dans les opérations du pouvoir exécutif en Angleterre a été si grande, le peuple y a été accoutumé conséquemment à s'attendre de ce côté-là à une justice si exacte, que le souverain même, pour s'être permis une fois de violer la sûreté du sujet, n'échappa point à la sévérité de la censure. L'attentat commis par ordre de Charles II, sur la personne du chevalier Jean Coventry, consterna la nation ; & la violence que se permit alors le souverain pour satisfaire son ressentiment particulier (licence que, dans certains autres pays, des classes entières d'individus s'arrogent comme un droit), cette violence, dis-je, excita une fermentation générale : « Cet événement (dit l'évêque Burnet) » excita un furieux tumulte dans la chambre » basse. — Il donna de grands avantages à tous » ceux qui étoient opposés à la cour ; & les

» noms de partis de la *cour* & de la *patrie*,
» qui paroïssent oubliés jusques-là, reprirent
» vigueur » (1).

Telles sont les bornes posées par le gouvernement Anglais aux opérations du pouvoir exécutif : bornes qui n'ont point leurs pareilles dans aucun autre état libre, ancien ou moderne ; & qui doivent leur existence à la circonstance même qui paroïssoit la rendre impossible, je veux dire , à la grandeur de ce pouvoir , qui n'a abouti, par l'événement , qu'à réunir pour l'objet usurpé les vues & les efforts de tous les ordres du peuple.

De cette force & de cette stabilité particulière du pouvoir exécutif en Angleterre, il en a résulté une autre conséquence très-avantageuse (dont nous avons parlé plus haut , & qu'il est à propos de répéter dans ce chapitre , destiné à confirmer les principes avancés dans les précédens), je veux dire la continuation de cette union générale des hommes de tous les rangs , & un esprit de justice mutuelle répandu par-là dans tous les ordres.

(1) Voyez l'*histoire de Burnet*, T. I. a. 1669. Le parlement passa un acte à cette occasion, qui donnoit une plus grande étendue aux précautions prises pour la sûreté personnelle du sujet : on le cite toujours sous le nom d'acte de *Country*.

Toute environnée que se trouve la couronne par les bornes dont on vient de parler, elle a conservé sa prérogative indivisible. Elle possède encore toute sa force effective, & n'est liée que par ses propres engagements, & par la considération de ce qu'elle se doit à elle-même, de ses intérêts les plus chers.

Les grands & les riches de la nation, qui, assistés par le peuple en corps, ont pu renfermer l'exercice de cette autorité, dans des limites si bien définies, ne sauroient se promettre qu'elle s'y contiendra, que tant qu'eux-mêmes continueront, par leur conduite juste, à mériter cette assistance du peuple, qui seule peut les faire paroître respectables aux yeux du souverain; & ils ne sauroient espérer que la couronne continuera d'observer les loix, qui leur assurent leurs richesses, leurs dignités & leur liberté, qu'autant qu'eux-mêmes continueront de les observer.

Il y a plus : tous les efforts qu'ils continuent de faire pour maintenir leurs droits contre la couronne, sont des encouragemens qu'ils donnent au reste du peuple pour défendre les siens contre eux. Leur constante opposition à tout procédé arbitraire de ce pouvoir, est une déclaration continuelle, qu'ils font contre tout acte d'oppression,

que les avantages supérieurs dont ils jouissent pourroient les inviter à commettre contre leurs co-sujets d'un ordre inférieur. Et il ne faut pas croire, par exemple, que cette censure sévère qu'ils conçurent à faire passer sur une action violente & inconsiderée de leur souverain, ne fut qu'une limitation des actions immédiates des futurs rois anglais : non ; ce fut une précaution plus étendue, prise pour assurer la liberté publique ; ce fut un engagement solennel, de tous les puissans de l'état, avec tout le corps du peuple, pour respecter scrupuleusement la personne du plus petit d'entre ce peuple.

Et, de fait, la constante conduite des deux chambres du parlement nous fait voir, que ces observations ne sont point d'une pure spéculation. En remontant jusqu'aux temps les plus reculés, on verra toujours les membres de la chambre-basse scrupuleux à ne s'arroger aucune distinction qui pût leur ôter l'affection du peuple (1). Dès

(1) Dans tous les cas de crime public, jusqu'à la moindre violation de la paix publique, les membres des communes n'ont aucun privilège quelconque par-dessus ceux du reste du peuple : ils peuvent être mis en prison par un juge de paix, & leur procès peut leur être fait en conséquence, de la même manière qu'à tout autre sujet. En matière civile seulement, ils ne peuvent être saisis durant le temps que

que les privilèges qui leur avoient paru nécessaires pour s'acquitter de leur devoir, ont été jugés onéreux à la communauté, ils les ont toujours retranchés. Et lorsqu'il y en a eu d'entr'eux qui ont fait servir ces privilèges, ou, en général, l'influence qui dérhoit de leur situation, à quelque but oppressif, ils ont cherché eux-mêmes à les faire punir.

Ainsi nous voyons sous Jacques I, le chevalier Giles Mompeffon, de la chambre - basse, après s'être rendu coupable de monopoles, & d'autres actes onéreux au peuple, non - seulement expulsé, mais accusé & poursuivi avec la plus grande chaleur par la chambre, & finalement condamné par les seigneurs, à être publiquement dégradé de son rang de chevalier, tenu à jamais infâme, & pour toute sa vie en prison.

Sous le même règne, le chevalier Jean Bennet, de la chambre-basse, trouvé coupable de diverses pratiques commises en sa qualité de juge de la cour *prérogative* de Canterbury, comme d'avoir extorqué des sommes exorbitantes, &c. fut chassé de la chambre, & poursuivi pour ces crimes.

dure une session, ni pendant les quarante jours qui la précèdent, & les quarante qui la suivent; mais pendant tous ces temps même on peut leur intenter un procès, quant à leurs biens, pour toute dette juste.

En 1641, Henri Benson, député de Knaresborough, ayant été découvert à vendre des protections, éprouva la même indignation de la chambre, & fut expulsé.

Enfin, pour faire voir combien il est notoire que ni la qualité de représentant du peuple, ni même aucun degré d'influence dans la chambre, n'en sauroient dispenser aucun membre de l'observance exacte des règles de la justice, les communes frappèrent en une occasion le coup de censure le plus sévère sur leur orateur même, pour avoir une seule fois osé convertir les fonctions de sa charge en moyen de faire son profit particulier. Le chevalier Jean Trevor, orateur de la chambre-basse, ayant, dans la sixième année du règne de Guillaume III, reçu mille guinées de la cité de Londres, « comme une gratification » de la peine qu'il s'étoit donnée lorsqu'il s'étoit » agi de passer le *bill des orphelins*, » fut voté coupable de haut-crime & de malversation, & expulsé de la chambre. La chétive somme même de vingt guinées, qu'un autre membre, M. Hungesford, avoit eu la foiblesse d'accepter pour le même sujet, parut mériter l'attention de la chambre, & il en fut pareillement chassé (1).

(1) On pourroit alléguer d'autres exemples de l'attention
Si

Si nous tournons les yeux sur la chambre des seigneurs, nous trouverons qu'ils ont de même toujours eu soin que leurs privilèges particuliers ne tournassent point au détriment de la justice commune dûe au reste du peuple (1). Ils ont constamment donné les mains à tout ce qui leur a été proposé à ce sujet par les communes. Et de fait, si l'on considère le nombre de privilèges oppressifs que les *nobles* s'arrogent dans presque tous les autres pays, la hauteur & la violence avec laquelle ils les maintiennent, on ne prisera pas peu le corps de la noblesse anglaise, (& en même temps le gouvernement dont elle

de la chambre-basse sur la conduite de ses membres, tant antérieurs que postérieurs à celui-ci. On peut voir à ce sujet la relation de la conduite des communes dans l'affaire du projet de la *compagnie pour la mer du Sud*; & quelques années après dans celle de la *corporation charitable*, projet frauduleux, particulièrement oppressif pour les pauvres, pour lequel on expulsa divers membres.

(1) En cas de crime public, ou même d'une simple violation de la paix publique, le pair peut être emprisonné par un juge de paix, jusqu'à ce qu'il trouve caution; & l'on peut faire le procès aux pairs selon le cours commun de la loi, pour tout crime au-dessous de la félonie. En matière civile, ils ne peuvent en aucun temps être saisis personnellement; mais on peut obtenir exécution quant à leurs biens, de la même manière qu'à l'égard des autres sujets.

fait partie), pour avoir donné son consentement libre à ce que ses privilèges fussent confinés comme ils le sont aujourd'hui, c'est-à-dire, précisément au point où il le falloit pour obtenir les fins constitutionnelles de cette chambre.

Dans l'exercice de leur autorité judiciaire en matière civile, les seigneurs ont manifesté un esprit d'équité qui n'est aucunement inférieur à celui qu'ils ont montré dans leur capacité législative. Ils se sont acquittés de cette fonction, (de toutes la plus sujette à tentations) avec une intégrité supérieure à celle dont puisse se vanter une assemblée judiciaire de toute autre nation quelconque. Et je ne pense pas de m'avancer trop en soutenant, que la conduite de la chambre des seigneurs, en leur qualité de juges civils, a constamment été telle, qu'elle l'a mise au-dessus de la médisance & du soupçon même.

Le privilège même dont ils jouissent, de juger exclusivement leurs membres en cas d'accusation qui peut affecter leur vie, (droit que l'on diroit, au premier coup-d'œil, devoir répugner à l'idée d'un gouvernement régulier, & allarmer le reste du peuple); ce privilège, dis-je, a constamment été employé par les seigneurs à rendre justice à leurs co-sujets. Jetons les yeux sur les *procès de l'état*, ou sur l'histoire d'Angleterre, &

nous ne trouverons point, ou que très-peu d'exemples, de pairs, réellement coupables des crimes dont ils étoient accusés, qui aient tiré quelque'avantage de n'avoir pas été jugés par des jurés de la chambre des communes.

Cette modération & cette justice des deux chambres du parlement, dans l'exercice de leur pouvoir (si opposée à ce qu'on a vu plus haut, de la conduite des puissans dans la république romaine), n'a pas été la seule conséquence heureuse de la jalousie salutaire de ces deux corps contre le pouvoir de la couronne. Ce même motif les a engagés aussi à donner toute leur attention à un autre point essentiel à la liberté publique, à confiner les cours de justice dans les limites requises.

Dès les premiers temps ils ont favorisé les plaintes contre l'influence de la couronne sur ces cours; & enfin ils ont fait passer des loix pour la prévenir. Par toutes ces mesures (il est essentiel de le remarquer) ils déclaroient de la manière la plus forte, qu'aucun sujet ne devoit penser à s'exempter de la soumission due au cours uniforme de la loi. Et les exemples sévères qu'ils ont concouru à statuer aux dépens des juges qui s'étoient rendus les instrumens de la passion du souverain, ou des vues de ses minis-

tres, font de terribles leçons aux juges qui leur ont succédé, pour ne s'aviser jamais, en faveur même du plus grand individu, de se détourner de cette ligne de justice, que la sagesse réunie des trois branches de la législation leur a marquée.

Cette situation singulière des juges anglais relativement aux trois pouvoirs constitutifs de l'état, & aussi la protection formidable qu'ils font sûrs d'en recevoir, aussi long-temps qu'ils continuent d'être les fidèles ministres de la justice, ont à la fin produit une telle impartialité dans la distribution de la justice publique en Angleterre, ont introduit dans les cours de justice une habitude si forte de n'avoir aucun égard à l'influence ni à l'opulence des parties contendantes, ont procuré à chaque individu un accès si facile à ces cours, & une telle certitude d'obtenir justice, que l'on chercheroit en vain rien de pareil dans tout autre gouvernement. Philippe de Commines, il y a trois cent ans, louoit déjà, dans les termes les plus énergiques, l'exactitude avec laquelle on rendoit la justice en Angleterre aux sujets de tous les ordres (1); & l'impartialité avec laquelle elle est administrée de nos jours, doit, à plus forte

(1) Voyez la page 37 du Tome I. de cet ouvrage.

raison encore, remplir d'étonnement tout étranger, qui a l'opportunité de venir observer les usages de ce pays (3).

En effet, l'administration de la justice publique a été portée en Angleterre à un tel degré

(1) On voudra bien me permettre de me citer moi-même comme témoin de fait. Peu après que je fus venu en Angleterre pour la première fois, on commença un procès dans l'une des cours de justice contre un prince qui touchoit de bien près à la couronne; & à-peu-près dans le même temps un seigneur soutenoit un autre procès pour la propriété de certaines mines de plomb très-considérables en Yorkshire. J'observai que dans les deux cas la décision fut contraire aux parties les plus puissantes: je n'en fus pas autant étonné que je l'aurois été si je n'avois été, de longue main, informé de la grande impartialité qui régné dans la procédure en Angleterre; j'étois préparé à voir de mes yeux des exemples de cette espèce. Une chose cependant me surprit, je l'avoue; c'est que personne ne parut l'être, pas même de la rigueur avec laquelle on avoit suivi le cours ordinaire de la loi, particulièrement dans la première de ces causes: ces procédures, que j'étois disposé à considérer comme des exemples signalés de justice, à la production desquels devoient avoir plus ou moins coopéré quelques circonstances du temps, ou une vertu peu commune de la part des juges, cette procédure, dis-je, fut regardée de tous ceux à qui j'en entendis parler, comme le cours ordinaire des choses, auquel on s'attendoit. Cette circonstance devint pour moi un motif très-puissant à m'enquérir de la nature d'un gouvernement qui produisoit de pareils effets.

d'impartialité, que l'on peut dire, avec la plus exacte vérité, que toute infraction des loix, fût-elle commise par les hommes les plus puissans, & même par la direction spéciale des premiers serviteurs de la couronne, sera réparée publiquement & complètement; & le moindre des sujets obtient une telle réparation, dès qu'il a le courage de se présenter & d'implorer les loix de son pays. Il faut avouer que voilà des circonstances bien extraordinaires; que, pour être croyables aux yeux de ceux qui savent la difficulté qu'il y a d'établir des loix justes parmi les hommes, & d'en procurer ensuite l'exécution requise, elles ne doivent être moins que de fait, & qu'on ne sauroit en rendre raison, qu'après avoir levé les yeux sur la constitution du gouvernement même, c'est-à-dire, après avoir considéré les rapports dans lesquels se trouve le pouvoir exécutif (ou la couronne), vis-à-vis des deux corps qui forment avec lui la législation, ceux où se trouvent ces deux assemblées vis-à-vis de la couronne, & l'une de l'autre, & enfin la situation de tous les trois à l'égard de tout le corps du peuple (1).

(1) Ce qui a été dit plus haut de l'impartialité avec laquelle la justice est administrée dans tous les cas en Angle-

Enfin, une autre circonstance très-remarquable dans le gouvernement anglais, & qui seule dénote quelque chose de particulier & d'excel-

terre, n'étant pas de nature à être prouvé en alléguant simplement des faits, je ne suis point entré là-dessus dans des particularités. Je rapporterai cependant ici deux cas, qui me paroissent devoir frapper le lecteur.

Le premier de ces cas est le procès commencé en 1763 par quelques compagnons-imprimeurs, contre les messagers du roi, pour en avoir été arrêtés & emprisonnés pendant un court espace de temps, en vertu d'un *général warrant*, ou prise de corps, des secrétaires d'état; & celui qui fut intenté ensuite, par un autre particulier, contre l'un de ces secrétaires mêmes. Dans ces actions on adhéra scrupuleusement à toutes les formes de la procédure usitée entre particuliers; & tant le secrétaire d'état, que les messagers, furent finalement condamnés. Ce que je prie, après cela, le lecteur d'observer, c'est qu'en faisant attention à toutes les circonstances qui accompagnèrent cette affaire, on auroit de la peine à proposer un cas où les ministres pussent être plus tentés de se prévaloir d'une influence illicite, pour empêcher le cours ordinaire de la justice. Il faut noter encore, que les actes, pour lesquels ces ministres furent condamnés, n'étoient pas de ces actes d'oppression manifeste, que personne ne pourroit entreprendre de justifier. Ils n'avoient fait que suivre une pratique, dont ils avoient des exemples consignés dans leurs bureaux; & leur cas, si j'en ai été bien informé, fut tel, que tout autre, dans de pareilles circonstances, se feroit cru autorisé à en agir comme eux.

L'autre cas présente un trait singulier de cette confiance avec laquelle tout sujet anglais réclame ce qu'il pense être

lent dans sa nature, c'est cet esprit de douceur extrême avec laquelle la justice criminelle est administrée en Angleterre; sur cet article, surtout, on peut dire que l'Angleterre diffère de tous les autres pays du monde.

Lorsqu'on considère les punitions usitées dans les autres états de l'Europe, on est étonné de voir avec quelle cruauté les hommes y traitent leurs semblables. A la vue seule de ces punitions

ses justes droits, & de cette certitude avec laquelle les remèdes de la loi lui sont ouverts dans tous les cas. Je veux parler de l'arrêt exécuté sous le règne de la reine Anne, en 1708, contre la personne de l'ambassadeur russe, que ses créanciers firent prendre hors de son carrosse, pour la somme de cinquante livres sterlings qu'il leur devoit. Ce n'est pas tout: les conséquences qu'eut ce fait sont encore plus remarquables. Le czar ressentit vivement cette injure, & demandoit que le shériff de Middlesex, avec les officiers qui avoient exécuté l'arrêt, fussent punis de mort. „ Mais à „ l'étonnement de cette cour despotique, dit le juge Black- „ stone, de qui je tire ce fait, la reine chargea son ministre „ de répondre qu'elle ne pouvoit faire infliger de peine à „ aucun de ses sujets, même au dernier, qu'autant qu'elle „ se trouvoit autorisée par la loi d'Angleterre „. Le parlement passa à cette occasion un acte, qui défendit d'arrêter, soit un ambassadeur, soit ceux de ses domestiques qu'il l'a fait enrégistrer chez le secrétaire d'état, & de saisir ses effets. On envoya à Moscou, par un ambassadeur extraordinaire, une copie de cet acte, bien peinte & enluminée.

on demeure convaincu , quand on ne le feroit point par d'autres circonstances , que les hommes qui , dans ces états , ont fait ces loix , & qui préfidant à leur exécution , craignent peu pour eux-mêmes ou pour leurs amis , d'être jamais les victimes de ces loix fi inconfidérément établies.

Dans la république romaine , des circonstances pareilles à celles dont nous avons fait mention , ont produit les plus grandes défautsités dans l'efpèce de justice criminelle qui y eut lieu. La classe des citoyens qui étoient à la tête de la république , & qui furent fort bien fe dispenser mutuellement de toute loi ou pratique trop févère , non - seulement fe permit de grandes libertés , comme nous avons vu , en difpofant de la vie des citoyens inférieurs ; mais elle avoit introduit de plus un extrême degré de cruauté dans l'exercice des pouvoirs iniques qu'elle s'étoit arrogés à cet égard (1).

(1) La manière ordinaire dont le sénat s'y prenoit pour mettre les citoyens à mort , étoit de les faire précipiter de la roche Tarpéienne. Quelquefois les confuls , ou d'autres magistrats particuliers , faisoient expirer les citoyens sur la croix ; d'autres fois , & plus communément , ils les faisoient fustiger jusqu'à la mort , après leur avoir fait attacher la tête entre les branches d'une fourche , c'est ce qu'ils appelloient *cervicem furcæ inferere*.

Tournons les yeux sur les républiques grecques, & nous n'y verrons pas les choses mieux conduites. D'après leur nature démocratique, & les révolutions fréquentes auxquelles elles furent sujettes, on se feroit naturellement attendu à y voir employer avec douceur une autorité, que ceux qui en jouissoient devoient sentir n'être que précaire : mais par un effet de la violence qui accompagnoit ces mêmes révolutions, un esprit d'irrégularité & de cruauté s'étoit emparé des Grecs dans l'exercice du pouvoir de punir. On connoît les loix peu mesurées de *Dracon*, que l'on disoit écrites, non avec de l'encre, mais avec du sang. Les sévères loix des douze tables, chez les romains, étoient pour la plus grande partie empruntées des Grecs ; & c'étoit une opinion vulgaire à Rome, que les cruautés exercées par les magistrats sur les citoyens, n'étoient qu'une imitation de l'exemple que leur avoient donné à cet égard les Grecs (1).

Enfin l'usage de la torture, cette méthode

(1) César reproche expressément ce fait aux Grecs, dans son discours en faveur des complices de Catilina, que Salluste nous a transmis : *Sed eodem illo tempore, Græciæ morem imitati. (Majores Nostri) verberibus animadvertébant in cives, de condemnatis ultimum supplicium sumptum.*

d'administrer la justice, où l'on peut dire que la folie est jointe à la cruauté, avoit été adopté par les Grecs, en conséquence des mêmes causes qui avoient concouru à produire l'irrégularité de leur justice criminelle: & cette pratique continue encore de nos jours sur le continent européen, par une suite de l'arrangement général des choses, qui y opère une certaine nonchalance pour remédier aux abus de l'autorité publique.

Mais la nature du gouvernement, qui a procuré au peuple anglais tous les avantages décrits plus haut, l'a délivré aussi, à plus forte raison, des moyens d'oppression les plus crians, lesquels prévalent dans d'autres pays.

Cette légèreté à disposer des droits les plus précieux de l'humanité, ces insultes faites plus ou moins inévitablement à la nature humaine dans les autres états, par une suite de leurs formes de gouvernement, tout cela est banni du milieu d'une nation, dont heureusement les intérêts sont commis aux soins de gens, qui continuent d'être eux-mêmes sujets aux loix qu'ils concourent à faire, & exposés à toute pratique tyrannique qu'ils laissent introduire de gens qui, par-là même qu'ils possèdent des avantages par-dessus le reste du peuple, n'en sont que plus exposés aux abus que leur devoir est de prévenir,

& aux dangers dont il leur est enjoint de défendre la communauté (1).

Aussi voyons-nous, dès les premiers temps, l'usage de la torture entièrement étranger à l'Angleterre : & tous les efforts pour l'introduire ont constamment échoué, quels que fussent le pouvoir & le crédit de ceux qui l'entreprirent, ou les circonstances des temps où la tentative fut réitérée (2).

C'est à la même raison qu'il faut attribuer le

(1) Les historiens remarquent que les communes, sous le règne de Charles II, se hâtèrent de faire annuler l'ancien statut, de *Hæretico comburendo* (pour brûler les hérétiques) aussitôt qu'il fut connu publiquement que l'héritier présomptif de la couronne étoit catholique. Peut-être n'auroient-elles pas montré tant de diligence & d'empressement, si elles n'avoient été convaincues que leurs membres ou leurs parens peuvent subir un jugement tout comme tout autre individu de parmi le peuple, pendant qu'on pourra produire contre eux une loi expresse & couchée par écrit.

(2) On peut revoir sur ce sujet la remarque (1), page 176 du Tome I. de cet ouvrage, où il est fait mention de l'opposition qu'éprouvèrent le comte de *Suffolk* & le duc d'*Exeter*, lorsqu'ils voulurent introduire la torture : cet attentat fut même une des causes de l'accusation intentée dans la suite contre le dernier. Il faut lire aussi la remarque (2) à la page 177, où l'on rapporte la déclaration formelle des juges contre la torture, dans le cas de *Felton*, qui avoit assassiné le duc de *Buckingham*.

scrupule remarquable, avec lequel on a évité dans les loix anglaises toute sorte de sévérité cruelle dans les punitions, que l'expérience a fait juger nécessaire d'établir pour la sûreté de la société. La plus grande vengeance qu'exercent ces loix, pour les crimes les plus énormes, ne va jamais au-delà d'une simple privation de la vie (1).

La législation anglaise a été si soigneuse d'établir la clémence, même envers des criminels convaincus, comme le principe fondamental du gouvernement, que l'on a inséré un article exprès dans le grand pacte public, qui a eu lieu lors de l'importante époque de la révolution, pour proscrire toute punition cruelle & inutile (2).

(1) On trouve dans l'histoire à l'année 1605, un trait singulier du soin qu'a la législation anglaise, de ne pas laisser introduire des exemples de cruauté. Lorsque ceux qui étoient impliqués dans la conjuration des poudres eurent reçu sentence de mort, la proposition fut faite à la chambre-basse, pour demander au roi d'en surseoir l'exécution jusqu'à ce qu'on eût délibéré sur quelque punition extraordinaire à infliger aux criminels; mais la proposition fut rejetée. Elle eut le même sort dans la chambre-haute. Voyez *l'Histoire parlementaire de l'Angleterre, T. V. a. 1605.*

(2) *Bill. des Droits, art. 10.* „ On n'exigera point de caution excessive; on n'imposera point d'amende exorbitante; „ on n'infligera pas des peines cruelles & inutiles „

On est allé jusqu'à ajouter une clause pour cet effet au serment que les rois prêteroient à leur couronnement ; leur imposant ainsi l'obligation perpétuelle, « de faire exécuter la justice avec » douceur (1) ».

(1) Ce même esprit de la législation anglaise, qui lui a fait prendre de telles précautions en faveur même des coupables atteints & convaincus, l'a engagée d'autant plus à pourvoir en faveur de ceux qui sont seulement soupçonnés ou accusés d'avoir commis un délit quelconque. De-là le zèle avec lequel on s'est prévalu de toutes les occasions importantes, entr'autres de la révolution, pour faire confirmer & renforcer l'institution des jugemens par jurés, les loix touchant les emprisonnemens, &, en général, ce système de jurisprudence criminelle, dont nous avons fait la description dans la première partie de cet ouvrage, & auquel nous renvoyons le lecteur.

CHAPITRE XVII.

Développement du gouvernement anglais. En quoi la monarchie anglaise, en tant que monarchie, diffère de toutes les autres monarchies connues.

LA thèse constamment soutenue dans cet ouvrage, & que je pense avoir suffisamment munie de comparaisons tirées de l'histoire des autres pays, c'est que la liberté visible dont jouit la nation anglaise, est essentiellement due à l'impossibilité où sont ses conducteurs, ou en général, tous les gens en crédit chez elle, de s'emparer d'une branche quelconque du pouvoir exécutif ; pouvoir exclusivement & immuablement assuré à la couronne. De-là ce soin & cette inquiétude avec laquelle ces hommes ont constamment les yeux attachés sur l'exercice de ce pouvoir. De-là leur persévérance à observer les engagements de toute espèce qu'ils peuvent avoir contractés avec le reste du peuple.

Une considération importante se présente ici d'elle-même. Comment la couronne, en Angleterre, peut-elle (aussi constamment que nous

voyons qu'elle le fait) se conserver tout le pouvoir exécutif dans l'état, & de plus, inspirer aux grands de la nation la conduite, si avantageuse à la liberté publique, dont nous faisons mention ici? Ce sont là des effets, que le pouvoir d'aucune autre *couronne* de la terre n'a jusqu'ici pu produire.

Nous voyons bien que dans tous les états de forme monarchique, les hommes élevés par-dessus le reste du peuple par leur opulence, ou par leur crédit personnel, ont toujours formé des combinaisons entr'eux contre le pouvoir du monarque. Mais il est bon d'observer que leurs vues, en formant ces combinaisons, ne tendoient à rien moins qu'à limiter l'autorité souveraine d'une manière générale & impartiale. Ils cherchoient à se soustraire entièrement à cette autorité, ou même, selon les circonstances, à l'anéantir entièrement.

C'est ainsi que nous voyons dans tous les états de la Grèce, les rois finalement détruits & exterminés. Les mêmes événemens ont eu lieu en Italie, où l'on a vu dans les anciens temps l'existence éphémère de plusieurs petits royaumes, ainsi que nous l'apprennent les historiens & les poètes. Nous savons même de quelle manière une telle révolution a eu lieu à Rome.

Dans

Dans des temps plus près des nôtres , nous voyons les souverainetés monarchiques , qui s'étoient élevées sur les ruines de l'empire romain , détruites l'une après l'autre par de puissantes factions ; & des circonstances à-peu-près semblables ont eu lieu en différens temps dans les divers royaumes de l'Europe.

En Suède , en Dannemarc , en Pologne , par exemple , nous voyons les souverains fréquemment réduits par les *nobles* à l'état de simples présidens de leurs assemblées , de chefs purement ostensibles du gouvernement.

Dans d'autres contrées , comme en France , & en Allemagne , où les monarques , possesseurs de domaines considérables , se trouvoient mieux en état de maintenir leur pouvoir , les grands ont osé leur faire la guerre , tantôt seuls , tantôt conjointement. La même chose est arrivée successivement en Ecosse , en Espagne & dans les royaumes modernes de l'Italie.

Enfin , ce n'a été qu'au moyen d'armées permanentes , que la plupart de ces *rois* ont pu , peu à peu , revendiquer les prérogatives de leurs couronnes ; & ce n'est qu'en continuant de tenir ces forces sur pied , qu'à l'exemple des monarques de l'Orient , ou pour mieux dire , à l'exemple

de tous les monarques qui jamais existèrent ; ils ont pu se conserver ces prérogatives.

Comment donc , encore une fois , la couronne d'Angleterre peut-elle conserver le grand nombre des siennes sans le secours d'aucune force pareille ? comment peut-elle retenir tout le pouvoir exécutif de l'état ? Car il faut bien observer , que la couronne d'Angleterre ne reçoit aucun secours pour cela des forces régulières qu'elle a à sa disposition ; & si quelqu'un doute de ce fait , il n'a qu'à jeter les yeux sur l'étonnante sujettion au pouvoir civil où le militaire est retenu , pour se convaincre qu'un roi anglais ne doit la conservation de son autorité à rien moins qu'à son armée (1).

Supposons que les armées d'un roi d'Espagne ou de France , par exemple , pussent être anéanties tout d'un coup ; assurément il ne se passeroit pas six mois , avant que le pouvoir de ces souverains fût réduit à rien. Quelque formidables que soient actuellement leurs prérogatives , elles leur échapperoient & se démembreroient immédiatement (2) : & supposé qu'il continuât d'exister

(1) Henri VIII , le prince le plus absolu qui peut-être ait jamais régné , ne tenoit point d'armée sur pied.

(2) Tel fut le cas des divers royaumes de l'Espagne , & de la France même , dans des temps peu éloignés des nôtres

sous eux une forme de gouvernement régulière ; ils se trouveroient réduits à une influence peu différente de celle qu'ont les doges de Venise ou de Gênes dans le gouvernement de leurs républiques (1).

Comment donc (je ne saurois trop répéter une question que je regarde comme la plus intéressante en fait de politique) comment se peut-il que la couronne d'Angleterre , dénuée de toute force armée , puisse éviter des dangers auxquels tous les autres souverains sont exposés ? Comment peut-elle , sans aucune force pareille , effectuer des choses incomparablement plus grandes , que n'en peuvent effectuer les autres souverains avec leurs armées formidables ? Comment soutient-elle ces efforts universels , inconnus dans toute autre monarchie , qui , comme l'on a vu , sont constamment & publiquement mis en œuvre contr'elle ? Comment leur résiste-t-elle avec une force qui ôte aux individus jusqu'à l'espoir de réussir à toute autre chose qu'à mettre des bornes justes & générales à l'exercice de son autorité ? Comment enfin , imprime-t-elle à tous les grands de l'état , ni plus ni moins que la

(1) Ou de celle qu'on avoit bien voulu laisser aux rois de Suède avant la dernière révolution de ce royaume.

jalouſie conſtante qu'il faut de ſon pouvoir ; pour les néceſſiter , dans l'exercice même de leurs droits & privilèges inconteſtables , à continuer de briguer & de mériter l'affection du reſte du peuple ?

Je réponds que ces grands , qui , même dans des temps paiſibles , ſont ſi formidables aux autres monarques , ſe trouvent en Angleterre partagés en deux aſſemblées ; & ce qu'il eſt eſſentiel d'ajouter , que des principes ſur leſquels cette diviſion eſt faite , il en réſulte néceſſairement la ſolidité & l'indiviſibilité du pouvoir de la couronne.

Le lecteur a pu remarquer dans le cours de cet ouvrage , que je l'ai conduit beaucoup au-delà des limites dans leſquelles s'étoient contenus juſqu'ici les auteurs qui ont écrit ſur le gouvernement ; ou plutôt que j'ai ſuivi une route entièrement différente de celle que ces auteurs avoient priſe. Mais comme l'obſervation que je viens de faire , ſur la ſtabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre , & ſur la cauſe de cette ſtabilité , eſt neuve dans ſon genre , il n'eſt pas ſurprenant que les principes qui ſervent à démontrer la vérité de mon obſervation , diffèrent totalement de ceux qu'on a regardés juſqu'ici comme les fondemens de la politique. Le lecteur pourroit s'attendre que je lui expoſaſſe ici ces principes d'une ma-

nière qui ne lui laissât rien à désirer sur cette matière : mais cela nous engageroit dans des discussions , aussi longues qu'étrangères au sujet de ce livre , sur ce qui constitue réellement la base du gouvernement & de l'autorité parini les hommes. Je me contenterai donc de prouver cette observation par des faits ; ce qui après tout est encore plus que ce que les écrivains en fait de politique n'ont coutume d'entreprendre pour appuyer leurs spéculations.

Comme je m'étois principalement proposé de faire voir , comment la grande liberté dont les Anglais jouissent est le résultat de la forme toute particulière de leur gouvernement , & à cette occasion , de comparer celle-ci avec la forme républicaine ; mon intention a été , dès le commencement , de m'en tenir à la circonstance qui constitue la différence essentielle de ces deux formes de gouvernement , & qui est en même temps la cause immédiate de la liberté anglaise : cette circonstance consiste en ce que toute l'autorité exécutive de l'état se trouve hors des mains de ceux en qui le peuple place sa confiance. Quant à la cause éloignée de cette liberté , je veux dire à la stabilité du pouvoir de la couronne , au moyen de laquelle cette autorité exécutive est si bien garantie , je me serois peut-

être tû là-dessus, si je ne me trouvois dans l'absolue nécessité d'en faire mention ici , pour obvier aux objections que les plus difficiles de mes lecteurs pourroient faire sans cela , tant aux observations que je leur ai déjà présentées , qu'à quelques autres qui suivront bientôt.

D'ailleurs je confesse ici , que j'ai souvent appréhendé dans le cours de cet ouvrage , que mes lecteurs , en général , induits en erreur par l'identité des noms , n'attachassent un sens trop étendu à ce que j'ai dit touchant l'utilité du pouvoir de la couronne en Angleterre ; qu'ils ne pensassent , par exemple , que j'attribue la supériorité de la forme du gouvernement anglais sur la forme républicaine , uniquement à ce que la première approche plus de la nature des monarchies établies dans les autres parties de l'Europe , & que j'envisage toute espèce de monarchie comme préférable en elle-même au gouvernement républicain. Ce n'est nullement mon opinion. J'ai pour cela trop de prédilection , ou si l'on veut , de préjugé en faveur du gouvernement sous lequel je suis né ; & si d'un côté j'en connois les défauts , je fais aussi de l'autre , tout le prix des avantages qui les y compensent.

Voilà ce qui m'a fait hâter , en quelque façon ,

de me prévaloir de la première occasion qui se présenteroit pour m'expliquer sur ce sujet , pour faire voir que le pouvoir de la couronne en Angleterre pose sur des fondemens tout-à-fait différens de ceux qui servent d'appui au même pouvoir dans d'autres contrées, & pour engager le lecteur à observer (ce qui suffira pour le présent) ; que comme la monarchie anglaise, par sa nature, diffère de toutes les autres, tout ce qui est dit ici de ces avantages lui est particulier, & ne doit être entendu que d'elle seule.

Mais pour en venir aux preuves de la solidité que donne au pouvoir de la couronne, en Angleterre, la coexistence des deux assemblées qui concourent à former le parlement anglais, je commencerai par indiquer au lecteur divers actes connus des deux chambres, par lesquels elles ont tour-à-tour frustré les entreprises de l'une contre les prérogatives de l'autre.

Sans aller chercher des exemples plus loin que le règne de Charles II, nous voyons que sous ce prince, la chambre des communes avoit commencé à adopter la méthode d'ajouter à leurs bills de subsides, tel autre bill qu'elle avoit envie de faire passer. Cet usage coactif, que les communes voulurent faire de leur privilège, d'ailleurs indubitable, d'accorder des subsides, auroit tota-

lement détruit l'équilibre entr'elles & la couronne, si on leur avoit permis de s'en emparer. Mais les seigneurs se mirent en devoir de maintenir cet équilibre: ils se plaignirent avec beaucoup de chaleur de plusieurs exemples de cette innovation; ils exigèrent que les bills fussent conçus *selon l'usage ancien & décent du parlement*; & à la fin la chambre haute se fit une règle constante de rejeter sans examen tous les bills attachés aux bills des subsides.

Environ la trente-unième année du même règne, un parti nombreux prévalut dans la chambre basse, dont les vues, s'il en faut croire les historiens de ce temps, ne se bornoient pas uniquement à servir fidèlement ses constituans, & à procurer le bien de l'état. Entre les bills que ce parti proposa dans la chambre, il y en eut un pour exclure du trône celui qui en étoit le plus proche héritier. Ce point, comme l'on voit, étoit de la plus haute importance; & l'on peut très-fort douter, si les assemblées législatives ont le droit de former une résolution à cet égard, sans le concours expressément déclaré du corps du peuple. Quoiqu'il en soit, & la couronne & la nation furent délivrées du danger d'une telle innovation, par l'intervention des lords, qui rejetèrent le bill dès sa première lecture.

Sous le règne de Guillaume III, peu d'années après la révolution, la chambre haute en voulut à la couronne : un parti puissant s'y forma, dont les vues, selon Burnet, dans *l'histoire de son temps*, étoient fort profondes : une entr'autres étoit de rogner à la couronne sa prérogative d'assembler les parlemens, & de juger des temps les plus convenables pour le faire (1). En conséquence ces seigneurs conçurent & proposèrent dans leur chambre un bill, pour arrêter que le parlement siégeroit d'année en année ; mais le bill, après avoir passé dans la chambre haute, fut rejeté par les communes (2).

Peu après l'avènement de George I, il se fit une autre tentative dans la chambre-haute, pour extorquer à la couronne une prérogative, qui

(1) Une autre de leurs propositions fut d'arrêter dans leur chambre tous les bills de subsides, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu le droit de taxer leurs terres eux-mêmes ; comme aussi de faire nommer un comité combiné de pairs & de membres des communes, pour conférer ensemble sur l'état de la nation : „ Comité, dit Burnet, qui seroit bientôt „ devenu un conseil d'état, sous l'inspection duquel il eût „ fallu faire passer toutes les affaires, & qui n'a jamais été „ proposé, que lorsque la nation s'est trouvée sur le point „ de s'engager dans une guerre civile „ Voyez *l'Histoire de Burnet*, a. 1693.

(2) Le 28 Novembre 1693.

est des plus précieuses pour elle, & l'unique moyen qu'elle a pour arrêter les vues dangereuses que pourroit entretenir quelque jour cette chambre, qui a le pouvoir d'arrêter toutes sortes de bills : je veux dire, le droit d'agréger de nouveaux membres à cette chambre, & de juger du temps où il peut être nécessaire de le faire. En conséquence un bill fut présenté, & passa dans la chambre des pairs, pour limiter les membres de cette chambre à un nombre fixé, qu'il ne fût pas permis de passer ; mais après beaucoup de mouvemens que l'on s'étoit donnés pour assurer le succès de ce bill, il fut à la fin rejeté par la chambre-basse.

Enfin les diverses tentatives qu'une majorité dans la chambre-basse a faites à son tour, pour mettre des bornes plus étroites à l'influence que donne à la couronne la distribution d'emplois & d'autres avantages, ont été frustrées par la chambre-haute ; & tous les bills proposés touchant les emplois depuis le commencement de ce siècle, ont constamment échoué dans cette dernière chambre.

Le succès avec lequel ces deux puissantes assemblées ont paré ainsi les attaques ouvertes l'une de l'autre contre le pouvoir de la couronne, n'est pas le seul effet avantageux pour

celle-ci qui s'en soit suivi : leur coexistence , & les principes sur lesquels chacune est constituée , en ont produit un autre plus étendu , quoique moins remarqué d'abord , celui de prévenir même de pareilles attaques dans l'avenir ; & cela encore dans des temps où la couronne étoit par elle-même incapable de défendre son autorité. Les vues de l'une des deux chambres ont toujours détruit à cet égard les vues opposées de l'autre : c'est ainsi que , dans les côtés opposés d'une équation , les quantités égales , positives ou négatives , se détruisent l'une l'autre.

Nous avons de cela plusieurs exemples remarquables ; ceux , entr'autres , d'une minorité du souverain. Si l'on ouvre l'histoire des autres nations , on trouve que cet événement a constamment été accompagné d'invasions ouvertes de l'autorité , ou même de son partage complet & irrévocable. En Angleterre , au contraire , soit que l'on jette les yeux sur le règne de Richard II , de Henri VI , ou d'Edouard VI , on y verra l'autorité royale paisiblement exercée par les conseils nommés pour assister ces princes , & remise entière entre leurs mains lorsqu'ils furent parvenus à l'âge de majorité.

Mais rien ne sauroit être allégué de plus remarquable sur ce sujet , que la manière dont les

deux chambres en ont agi, lorsque le trône étant vacant, il dépendoit d'elles, non-seulement d'y placer qui elles vouloient, mais aussi d'en régler les prérogatives comme elles le jugeoient à propos. Des circonstances semblables n'ont jamais manqué, dans d'autres royaumes, d'y produire le partage de l'autorité royale; quelquefois même celui de l'état. En Suède par exemple, (pour ne parler que du royaume qui a paru le plus ressembler à celui d'Angleterre) lorsque la reine Christine se vit réduite à la nécessité d'abdiquer, & que la couronne fut transférée à celui qui devoit être son plus proche héritier, le pouvoir exécutif de l'état fut immédiatement divisé; on en distribua une partie parmi les nobles; on assigna l'autre au sénat, où les nobles seuls pouvoient être admis, & dont le nouveau roi ne devoit être que le président.

A la mort de Charles XII, qui ne laissa point d'héritiers mâles, la disposition de la couronne (dont Charles XI avoit su rendre de nouveau le pouvoir absolu) retourna aux états, & ils la déférèrent à la princesse Ulrique & au prince son époux: mais le sénat se saisit, comme dans le cas précédent, de l'autorité attachée à la couronne, du pouvoir d'assembler les états, de faire la guerre & la paix, de traiter avec les

puissances étrangères, de disposer des places, de l'administration du revenu public, du commandement de l'armée & de la flotte: ce sénat étoit composé de seize membres: la majorité des suffrages devoit décider dans tous les cas: le seul privilège du nouveau roi étoit d'avoir deux voix; & s'il refusoit, dans quelque cas que ce fût, d'assister à l'assemblée, la besogne n'en devoit pas moins se faire, & avoir son effet, sans lui (1).

(1) Le sénat avoit fait faire un sceau, pour apposer aux résultats de ses délibérations, en cas que le roi refusât de prêter le sien. Le lecteur trouvera encore quelques détails sur l'ancien gouvernement de Suède dans le chap. XIX.

Il s'étoit fait en Dannemarc des réglemens de la même nature, & qui continuèrent à subsister avec quelques légères changemens, jusqu'à la révolution qui, dans le siècle passé, mit tout le pouvoir de l'état entre les mains du roi, sans aucune réserve. Les différens royaumes qui divisoient anciennement l'Espagne, étoient gouvernés à-peu-près de la même manière.

Et en Ecosse, théâtre de divisions causées par l'anarchie & l'aristocratie, toutes les grandes charges de l'état furent non-seulement démembrées de la couronne, mais elles furent encore rendues héréditaires dans les principales familles du corps de la noblesse: telles étoient celles de grand-amiral, grand-intendant, grand-connétable, grand-chambellan, & grand-justicier; ce dernier emploi réunissoit un pouvoir analogue à ceux de grand-chancelier & de président du banc du roi, en Angleterre.

En Angleterre la révolution de 1689 se termina d'une manière tout-à-fait différente. Il est vrai que l'on amputa à la couronne les prérogatives nuisibles à la liberté publique, que le dernier roi s'étoit arrogées; & cela du commun accord des deux chambres. Mais il ne fut pas même

La minorité d'un roi, qu'on inaptitude à gouverner, de même que les discussions qui pouvoient s'élever dans l'état, étoient autant de circonstances, dont les chefs de la nation écossaise ne manquoient jamais de se prévaloir, pour prendre les rênes du gouvernement : un exemple remarquable du droit qu'ils prétendoient avoir dans ces occasions, paroît dans un bill passé en l'an 1703, pour fixer la succession à la couronne, après le décès de la reine, sous le titre d'*Acte pour la sûreté du royaume*.

Chaque année, au premier de Novembre, le parlement d'Ecosse devoit s'assembler de sa propre autorité; & fixer ses jours de séance comme bon lui sembloit.

Le roi devoit donner son assentiment à toutes les loix qu'avoient résolu & que lui présentoient les états; ou nommer des personnes convenables pour le faire.

Un Comité de trente-un membres, choisis par le parlement, à qui seul ils devoient rendre compte, devoit s'appeler le conseil du roi, & gouverner pendant la vacance.

Le roi ne devoit conclure aucun traité avec les puissances étrangères, sans le consentement du parlement.

Toutes les charges & tous les postes, tant civils que militaires, de même que les pensions que le roi accordoit auparavant, devoient toujours à l'avenir se donner par le parlement. Voyez *Débats parlementaires*; n°. 1703.

question de procéder à un démembrement , ou à quelque transport de l'autorité royale. Les prérogatives retranchées à la couronne furent annulées , & n'existèrent plus dans l'état ; mais toute l'autorité exécutive , dont on jugea la continuation nécessaire au gouvernement , lui fut conservée dans son entier , comme elle l'avoit eue auparavant.

C'est de la même manière que toute cette autorité de la couronne fut déferée dans la suite à la princesse qui succéda au roi Guillaume III , & qui n'y avoit pas d'autre droit que celui que le parlement lui conféra. Et c'est ainsi qu'on l'assura d'avance aux princes d'Hanovre , qui ont succédé depuis à cette princesse (1).

(1) J'ai dit plus haut , que l'indivisibilité du pouvoir de la couronne résulte de la constitution particulière du parlement anglais : j'ajouterai ici , comme une nouvelle preuve du fait , qu'il n'en est pas du conseil privé du roi , comme ci-devant du sénat en Suède : ce conseil n'est revêtu d'aucune partie du pouvoir exécutif , qui est entièrement concentré dans le souverain ; si je suis bien informé , on ne compte pas même les voix des membres de ce conseil : & de fait , le style constant de la loi est *le roi en conseil* , & non *le roi & le conseil*. Il est vrai qu'on voit quelquefois une clause annexée à certains bills , portant que les affaires mentionnées dans ces bills seroient transigées par le roi en conseil : mais ceci n'est qu'une pure précaution , prise dans

Ce n'est pas tout : il me reste un fait des plus extraordinaires à rapporter, auquel je prie le lecteur de faire attention. Nonobstant toutes les révolutions dont j'ai fait mention, & quoique le parlement ait siégé toutes les années depuis le commencement de ce siècle, avec la liberté la plus constante & la plus illimitée, tant par rapport aux objets, qu'à l'égard de la manière de ses délibérations; malgré la foule innombrable de propositions qui se sont faites dans tout cet intervalle; telle a été pourtant l'efficacité de chacune des deux chambres, pour détruire, prévenir, ou qualifier les vues de l'autre, que la couronne n'a pas été obligée une seule fois de faire usage de sa négative : le dernier bill rejeté par un roi d'Angleterre, c'est celui pour les parlemens triennaux, réprouvé par le roi Guillaume III en 1692 (1).

Un autre exemple encore plus remarquable

la vue de faire transiger les affaires les plus importantes d'une grande nation de la manière la plus solennelle, & de prévenir toute objection que l'on pourroit, dans la suite, tirer de l'incertitude où l'on pourroit être sans cela, si le roi avoit réellement consenti, ou non, à certaines transactions particulières. Le roi nomme les membres du conseil privé, ou les exclut en rayant leurs noms du livre.

(1) Peu d'années après il donna son assentiment à ce bill, lorsqu'on y eut fait divers changemens,

de

de cette déférence du parlement pour l'autorité royale, à quelque cause qu'on l'attribue, & qui montre combien peu son *esprit de corps* le porte réellement, au milieu de la chaleur, quelquefois apparente, de ses débats, à en envahir le pouvoir exécutif; je veux parler de la facilité avec laquelle il a abandonné toutes les branches essentielles de ce pouvoir, même après que le concours des circonstances qui avoient précédé l'en avoit effectivement mis en possession; exemple, cependant, assez rare dans l'histoire d'Angleterre. Je vais en rapporter seulement quelques traits. Le premier qui se présente, est l'acte que le parlement, de son bon vouloir, passa la première année qui suivit la restauration de Charles II, par lequel il annulla, d'un seul coup, & le pouvoir absolu de créer des loix, & toutes prétentions à ce pouvoir, qu'il s'étoit arrogé pendant les précédens troubles. — Par le statut 13 de Charles II. c. 1. il fut défendu, sous peine d'un *præmunire*, de soutenir que l'une ou l'autre des deux chambres du parlement, ou les deux ensemble, jouissent, sans la participation du roi, de l'autorité législative. La quatrième année après la restauration, une autre branche essentielle de l'autorité royale fut aussi rendue à la couronne, sans aucun débat. Enfin

par le statut 16 de Charles II. c. 1, on révoqua l'acte qui portoit, qu'en cas que le roi vînt à négliger de convoquer un parlement au moins une fois tous les trois ans, les pairs feroient circuler des ordres pour l'élection ; & que si eux-mêmes manquoient aussi à cela, les anciens membres se rassembleroient pour en élire de nouveaux.

Il faut observer ici que sous le même règne dont je parle, le parlement passa l'acte d'*Habeas Corpus*, aussi bien que les autres actes préparatoires ; & en général témoigna un désir de veiller à la liberté du sujet, peut être supérieur à celui qu'il a eu en toute autre circonstance mentionnée dans l'histoire d'Angleterre : ce qui est une autre preuve frappante de ce qui a été dit dans un des chapitres précédens, sur la manière dont les troubles qui agitoient la nation se sont toujours finis. Nous trouvons ici une suite de parlemens qui se sont toujours fait une gloire de pourvoir au bien général du peuple, & se sont scrupuleusement attachés à ces espèces de clauses, auxquelles les grands dans les autres états n'ont jamais daigné faire une attention sérieuse, & qu'ils ont toujours négligé d'insérer dans les conventions par lesquelles se rétablissoit la paix intérieure ; de plus, nous voyons

ces mêmes parlemens abandonner, sans regret ; ces branches principales de l'autorité suprême , que les grands qui environnent le trône dans les autres monarchies limitées , ont toujours tâché de s'arroger ; & que les rois , après les avoir perdues , ne pouvoient jamais recouvrer que par la force des armes , jointe à la ruse , ou par des émeutes populaires. Ce sont autant de particularités dans les affaires politiques , qui ne sont certainement pas indignes de remarque. Il y a encore une circonstance qui ne contribue pas peu à la solidité du pouvoir exécutif que possède la couronne d'Angleterre (ce qui fait le sujet de ce chap.) , c'est que ceux même qui semblent être capables de l'en arracher , sont en quelque façon empêchés d'en avoir la pensée (1).

(1) Je vais citer une autre preuve des vues réellement déintéressées du parlement, quant aux droits de la couronne, même du fort penchant qu'a cette assemblée pour rendre le roi dépositaire général du pouvoir exécutif de la nation, je veux parler de la manière dont il a accoutumé de pourvoir à ce que les résolutions qu'il peut prendre de temps en temps, quant aux choses qui exigent une certaine vigueur, soient exécutées sans délai ; c'est toujours en s'adressant au roi pour cet effet, en le priant d'interposer son autorité pour que la chose ait lieu. Même les communes, quand elles veulent faire imprimer leurs journaux, s'adressent à la cour avec promesse de rembourser les frais. Il est cer-

Comme une autre preuve de la solidité avec laquelle la couronne se soutient en Angleterre , on peut citer l'aisance avec laquelle , en pourvoyant à sa propre sûreté & à celle de l'état ,

tain que s'il y avoit dans ces corps quelque anxiété cachée , quelque ambition réelle (je veux parler de sa conduite en général) qui tendit à s'emparer du pouvoir exécutif de l'état , il n'abandonneroit pas ainsi les moyens qu'il a de s'en rendre maître : sa propre autorité lui fournit un prétexte de se créer des officiers qui ne dépendissent que de lui , d'avoir un trésor à part , en un mot de se mettre sur un pié respectable ; vu aussi que la cour ne pourroit s'opposer avec décence au désir qu'il pourroit avoir de publier ses propres journaux , & qu'il n'y a pas apparence que le public le désapprouvât , le fait dont je parle peut paroître de peu d'importance à quelques-uns de mes lecteurs ; mais il ne me le semble pas tel à moi : j'avoue qu'il ne m'arrive jamais de voir un article dans les papiers publics , où il est fait mention d'une adresse au roi , pour emprunter son pouvoir exécutif quant au petit objet ci-dessus , sans m'arrêter un moment. Il faut , en vérité , qu'il y ait des causes d'une bien singulière nature , pour produire dans une assemblée d'un si grand poids , des vues si désintéressées , qui l'empêchent de pousser plus loin ses avantages ; pour lui inspirer cette grande retenue dans les affaires politiques , dont nous avons déjà parlé , avec une indifférence si marquée en général pour tout ce qui regarde le pouvoir exécutif , qu'il ne croit dû qu'à la couronne , qu'il semble réellement qu'il en seroit embarrassé s'il se l'arrogéoit , ou qu'il ne sauroit quel fruit en retirer.

elle a pu priver tout sujet de ses divers emplois , quelque grand , & même dangereux , que son pouvoir parût être. Un exemple bien remarquable de cette espèce parut , quand le grand duc de Malborough se vit tout-à-coup privé de toutes ses charges. Voici la relation qu'en donne le doyen Swift dans son *histoire des quatre dernières années du règne de la reine Anne*. « Tellement , » dit-il , que la reine se vit obligée , en privant » une seule tête d'un si haut poste , de se défaire » à la fois de tous ses embarras : sa majesté se » détermina à ce dernier expédient , comme le » parti le plus court & le plus sûr ; & pendant » la vacance de Noël , écrivit une lettre au duc » pour lui signifier qu'elle n'avoit plus besoin de » ses services.

» Le présent siècle , (continue le même auteur) » ne fournit peut-être pas de preuve plus claire » de l'instabilité du pouvoir qui n'est pas fondé » sur la vertu ; & cela peut faire voir aux prin- » ces qui possèdent le cœur de leurs sujets , que » le pouvoir excessif de tout individu , quoiqu'appuyé d'immenses richesses , peut , avec de la » fermeté , être anéanti dans un moment , sans » qu'il en résulte rien de dangereux pour l'état. » Ce seigneur , qui étoit sans contredit un des » plus grands hommes qu'il y eut alors dans le

» monde chrétien, se vit privé tout-à-coup de
» son pouvoir, de son crédit & de son influence;
» & excepté un petit nombre d'amis & de sec-
» tateurs, le reste s'évanouit avec le temps, &c.»

L'auteur que je viens de citer attribue la facilité avec laquelle un homme d'un rang aussi distingué que le duc fut terrassé, aux avantages nécessaires aux princes, de posséder l'affection de leurs peuples, & à la foiblesse naturelle du pouvoir qui n'est pas fondé sur la vertu. Mais ces raisons ne sont pas suffisantes. L'histoire ancienne de l'Europe nous fournit une suite continue d'événemens qui prouvent le contraire. Nous y voyons des exemples sans nombre de princes constamment occupés à résister, à la tête d'une armée, à des sujets revêtus de dignités éminentes dans le royaume, & qui ne les surpassoient sûrement pas en vertu, quoiqu'ils voulussent les égaler en autorité; ou d'autres fois vivant toujours comme des vassaux sous quelque homme puissant, à qui ils n'osoient résister, vû l'impossibilité qu'il y avoit de *renverser en un moment & tout-à-coup*, son pouvoir, par une simple lettre, quoiqu'accompagnée d'un peu de *fermeté* (pour me servir des expressions du doyen Swift), & cela sans aucune conséquence dangereuse.

Quelques rois même, tels qu'Henri III en France, à l'égard du duc de Guise, & Jacques II en Ecosse quant aux deux comtes de Douglas successivement, eurent enfin recours à la trahison & à l'assassinat; & c'est à des expédiens d'une semblable nature qu'ont toujours recours les monarques d'Orient; aussi n'est-il pas bien sûr qu'ils puissent jamais en employer d'autres (1).

Même aujourd'hui dans les monarchies de l'Europe, nonobstant l'extérieur imposant qui les environne, il en coûte plus ou moins à l'autorité royale quand il s'agit de congédier un ministre d'état; surtout si pendant le temps de sa charge, il se trouve avoir acquis un degré considérable d'influence. Il est ordinairement relégué dans une de ses terres, que la cour lui

(1) On pourroit aussi rapporter le cas de l'empereur Ferdinand II, & du duc de Valstein, qui paroît avoir fait alors grand bruit dans le monde. — Les comtes de Douglas avoient quelquefois à leur suite 2000 cavaliers (Voyez *Robertson*, Histoire d'Ecosse.) — Comme on prévint le duc de Guise, quelques heures avant sa mort, du danger qu'il courroit de se trouver chez le roi, il répondit : *on n'oseroit.*

Si Marie, reine d'Ecosse, avoit eu autant de pouvoir que la reine Anne, elle auroit peut-être évité les fautes démarches qui lui ont attiré une fin si tragique.

nomme : on ne lui permet pas même de se montrer dans la capitale ; encore moins lui permet-on de se plaindre au peuple , & d'adresser des discours en public ni à des personnes suspectes qui jouissent de quelque emploi considérable ; & en un mot de donner essor à son ressentiment en employant des moyens suggérés par le dépit & quelquefois le désespoir ; qui , suivant la constitution de ce pays-ci (l'Angleterre) , passent pour fort innocens.

Mais la dissolution du parlement , c'est-à-dire , le congé de tout le corps que composent les grands de la nation , assemblés pour créer ou abolir des loix , est une circonstance remarquable dans le gouvernement d'Angleterre , & mérite un plus haut degré d'attention , que la chute d'un simple particulier , privé de ses emplois , quelque crédit qu'il ait acquis. Quand on considère la facilité & la manière complète avec lesquelles s'effectue cette séparation en Angleterre , on ne peut qu'être convaincu de la force peu commune , quoique peut-être cachée , du fondement de l'autorité royale ; surtout si on fait attention à ce qui se passe dans d'autres pays.

En France , par exemple , nous y voyons la cour , malgré le redoutable extérieur qui l'environne , user de la dernière précaution à l'égard

du parlement de Paris : assemblée qui n'a que le pouvoir de juger , sans avoir celui de faire des loix ou de former de justes prétentions , en un mot qui est bien éloigné d'avoir la même importance dans le royaume , que celui d'Angleterre. Le roi ne se rend jamais à cette assemblée , pour y signifier ses intentions , ou tenir un lit de justice , sans être accompagné de ses gardes , & sans les préparatifs les plus imposans , préférant toujours de s'y montrer plutôt comme général d'armée , que comme roi.

Et quand le feu roi , ayant pris sérieusement l'allarme des procédés de ce parlement , résolut enfin de le casser , il se retrancha pour ainsi dire , avec son armée ; & fit partir de ses gardes qui , avec le plus grand secret & la plus grande célérité , surprirent de grand matin & à la même heure chaque membre dans sa maison , en le faisant partir sur le champ pour une province éloignée qu'on lui assignoit , sans lui donner le temps de se reconnoître , moins encore de se communiquer avec ses collègues.

Mais en Angleterre , la personne qui est revêtue de l'autorité royale , n'a besoin d'aucune autre arme , ni d'autre artillerie , que les marques extérieures de sa dignité , pour dissoudre le parlement. Le roi s'avance au milieu de ses membres ,

en leur disant qu'ils sont congédiés, & ils le font: il leur dit qu'ils ne forment plus d'assemblée, & ils n'en forment plus. Semblable à la baguette de Popilius (1), une séparation met à l'instant fin aux plus vifs débats & aux mesures les plus violentes. Les paroles qui la leur annoncent, semblables à un enchantement, ne leur frappent pas plutôt les oreilles, que tout leur pouvoir législatif se trouve comme engourdi: quoiqu'ils soient peut-être encore assis sur leurs sièges, ils ne se regardent plus comme formant une assemblée, ni comme collègues les uns des autres. Comme si quelque étrange instrument, ou quelque vertu talismanique, eussent été employés au milieu d'eux, tous les liens de leur union se trouvent rompus; & ils sortent sans avoir même la pensée de continuer leur séance une seule minute (2).

(1) Celui qui arrêta l'armée du roi Antiochus.

(2) Il ne se trouve pas même alors dans Londres assez de chevaux de poste pour les transporter dans leurs provinces respectives, lorsque la déclaration qui annonce que le parlement est dissous, porte aussi qu'on va en élire un nouveau.

Quand une séparation s'annonce par un crieur public, accompagné de quelques hérauts, elle produit les mêmes effets.

A ce que nous avons rapporté de l'expédient dont se ser-

A toutes ces observations, qui ont eu pour but de démontrer la solidité particulière de la couronne d'Angleterre, j'en ajouterai une autre que fournit l'histoire entière de ce pays, qui est que quoiqu'il y ait eu souvent dans ce royaume des difficultés intérieures, des troubles accompagnés d'effusion de sang, & qu'on ait fait plus d'une

vit le feu roi de France, pour effectuer la cassation du parlement de Paris, on peut ajouter la manière dont la cour d'Espagne, peut-être plus despotique que celle de France, s'y prit il y a quelques années pour se défaire des jésuites, dont les menées secrètes & l'influence en affaires politiques lui avoient donné de l'ombrage. Ils furent saisis à force armée, au même moment & au même jour, dans chaque ville ou bourg de cette grande monarchie où ils demeuroient, pour les conduire ensuite en toute diligence sur des vaisseaux qui les attendoient pour les transporter ailleurs : tout le plan de cette affaire s'exécuta avec un secret & une diligence fort au-dessus de ce qu'on rapporte des plus fameuses conspirations.

La séparation du parlement que Charles II avoit convoqué à Oxford, est un événement fort curieux : on en trouve un détail fort circonstancié dans l'Histoire d'Angleterre par Oldmixon.

Si de certains changemens, quelque'imperceptibles qu'ils puissent paroître d'abord aux yeux du public, ont jamais lieu, il peut venir un temps auquel la couronne d'Angleterre n'aura plus le pouvoir de dissoudre le parlement ; c'est-à-dire que cette séparation ne produira plus les mêmes effets qu'à présent.

fois la guerre au roi, cependant ce n'a presque jamais été que par des personnes qui formoient des prétentions expresses à la couronne. Même pendant que Cromwel la disputoit à main armée contre Charles I, ce fut, comme chacun qui a lu cette période de l'histoire d'Angleterre le fait, au nom même du roi qu'il lui fit la guerre.

On pourroit exprimer ce que je viens de dire, d'une manière plus générale encore & avec plus de certitude, en disant qu'on n'a employé les armes en Angleterre contre l'autorité royale, que lorsqu'il s'agissoit de maintenir les droits de la nation en général; c'est-à-dire, quand on étoit indécis sur le sort de la couronne, ou qu'il s'élevoit de toutes les parties du royaume des plaintes sur le gouvernement, ou sur les altérations dans le culte : on peut alléguer pour exemple de ses plaintes, celles qui occasionnèrent la guerre contre le roi Jean, qui finit par la passation de la grande chartre; les guerres civiles sous le règne de Charles I & la révolution de 1689. D'après de tels événemens on peut aussi conclure, que la couronne ne fauroit compter sur sa sécurité, qu'autant qu'elle continue à remplir ses engagements envers la nation, & à respecter ces loix qui forment le pacte qui la lie avec le peuple. Et les dangers évidens, ou du moins les allarmes & les

continuelles inquiétudes, où se sont constamment plongés les rois d'Angleterre, toutes les fois qu'ils ont voulu combattre la volonté de la nation en général, prouvent manifestement que tout ce qu'on a observé ci-dessus quant à la sécurité & à la remarquable stabilité en quelque sorte annexées à leur titre, doit s'entendre, non du pouvoir de l'homme guidé par le caprice, mais de l'autorité légitime du chef de l'état (1).

(1) On pourroit faire une observation de plus sur ce sujet; c'est qu'en Angleterre, lorsque le possesseur de l'autorité royale s'en est trouvé privé par quelque révolution, il l'a recouvrée ou disputée avec plus de peine qu'ailleurs : dans tous les autres pays du monde, un roi *de jure* (qui a droit de succession, a des avantages sur celui qui est élu, beaucoup plus grands que ceux que la même circonstance peut produire en Angleterre. Le pouvoir des autres souverains n'est pas si fermement établi que celui d'un roi d'Angleterre; mais par contre leur titre est plus indélébile, c'est-à-dire jusqu'à ce que leurs antagonistes les aient détruits eux & leurs familles, ils possèdent à son suprême degré le pouvoir de renouveler leurs prétentions, & de troubler l'état. Cette espèce de prééminence que certaines familles s'arrogent, & en général ces droits de primautés auxquels les hommes conviennent de donner tant de force, cessent presque entièrement de produire quelque effet en Angleterre contre la personne revêtue de l'autorité royale, aussitôt que les parties & les ressorts de la constitution ont été mis en mouvement; en un mot, dès que la machine du

gouvernement a commencé d'avoir son plein jeu. — Une fermentation générale dans la nation, semblable à celle qui a produit les troubles précédens, est la seule chose réellement à craindre.

Le repos intérieur dont jouit la nation anglaise depuis près d'un siècle, & qui a suivi la révolution de 1689, est une preuve remarquable de la vérité de ce qu'on a observé ci-dessus ; & je ne crois pas que , tout bien considéré, quelqu'autre pays puisse se flatter d'un pareil avantage.

CHAPITRE XVIII.

Continuation du même sujet.

TOUTES les circonstances que nous venons de décrire dans le chapitre précédent, sont réellement fort singulières : les personnes qui connoissent l'histoire d'autres pays, ne peuvent que remarquer avec une espèce d'étonnement, cette stabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre, cette solidité mystérieuse, cette force intérieure & attractive qui la met en état de pousser d'un pied ferme ses opérations légitimes, au milieu des clameurs & du tumulte qui l'environne pour l'ordinaire, & sans avoir besoin de force armée pour en imposer. De démontrer la manière dont toutes ces choses se soutiennent, & par quels secrets moyens elles s'opèrent, ce n'est pas, comme je l'ai dit auparavant, mon dessein de l'essayer ici : les principes d'où une telle démonstration doit partir, supposent une recherche de la nature de l'homme & des choses humaines, qui appartient plutôt à la philosophie (quoiqu'à une branche qu'on n'a pas encore approfondie) qu'à la politique : du moins une telle recherche est certaine-

ment hors de la portée de ceux qui n'ont fait qu'effleurer cette science (1).

Cependant j'avois une raison très-essentielle pour rapporter tous les faits ci-dessus concernant la stabilité particulière du pouvoir de la couronne en Angleterre, parce qu'ils mènent à une observation de la plus importante nature en politique ; qui est que cette stabilité donne lieu à plusieurs branches essentielles de la liberté anglaise, qui sans cela ne subsisteroient pas. Car il est très-nécessaire de considérer dans chaque science, quoique cela échappe quelquefois aux yeux des spéculateurs, qu'il faut pour que les choses puissent exister qu'elles soient *possibles* ; que pour que les réglemens politiques de quelque genre que ce soit, puissent avoir leur effet, ils ne doivent souffrir aucune contradiction directe, soit ouverte ou cachée, quant à la nature des choses ou aux autres circonstances du gouvernement. En raisonnant d'après ce principe, nous trouverons que la stabilité du pouvoir exécutif en Angleterre, & le

(1) Elle est, s'il plaît au lecteur, appartenir à la *métapolitique*, dans le même sens que nous disons *métaphysique* ; c'est-à-dire à la science des choses qui sont hors de la classe des objets physiques, ou des substances. Il y a encore quelques mots là-dessus dans la préface qui est à la tête de cet ouvrage.

poids qu'elle donne à toute la machine de l'état, a procuré à la nation anglaise, considérée comme libre, divers avantages qu'il auroit été impossible d'obtenir dans les autres états dont nous avons parlé ci-devant, quelque degré de vertu publique qu'on puisse supposer à ceux qui dans ces états dirigeoient le peuple, ou jouissoient du pouvoir de créer des loix (1).

L'un de ces avantages, c'est la liberté extraordinaire dont le peuple anglais jouit aux dépens du gouvernement. Dans la république romaine, par exemple, nous voyons le sénat revêtu de nombre de pouvoirs, qui alloient à détruire totalement la liberté des citoyens; & la continuation de ces pouvoirs n'étoit, sans doute en grande partie, due qu'à la criminelle lâcheté de ceux à qui le peuple s'en étoit remis pour les réprimer; peut-être au dessein tout formé par ceux-ci, de ne point toucher à ces prérogatives. Cependant, si nous considérons attentivement la situation constante des affaires dans cette république, nous aurons beau supposer ces gens sincèrement

(1) Je serois très-satisfait si ceux qui composent la partie la plus sennée de mes lecteurs, faisoient bien le but de ce chapitre : au reste il est considérablement augmenté de plus qu'il n'étoit dans les éditions précédentes.

attachés à la cause du peuple, il apparôitra toujours, qu'au bout du compte il n'étoit pas possible de lui procurer une entière sûreté. Le droit qu'avoit le sénat de nommer subitement un dictateur, dont le pouvoir n'étoit soumis à aucune loi, celui de revêtir les consuls d'une autorité à-peu-près pareille, & le parti qu'il prenoit de statuer quelquefois des exemples de justice arbitraire ; tout cela faisoit des ressources, dont il pouvoit n'être pas prudent de priver totalement la république ; & bien qu'on s'en servît la plupart du temps pour détruire la juste liberté du peuple, il faut convenir néanmoins qu'elles furent souvent aussi les moyens de sauver la république.

D'après le même principe nous trouverions peut-être que l'*ostracisme*, cette méthode arbitraire de bannir les citoyens, étoit une ressource nécessaire à la république d'Athènes. Peut-être qu'un noble Vénitien, par la même raison, ne feroit pas difficulté de convenir, que quelque terrible que puisse paroître aux nobles-mêmes, l'inquisition d'état établie dans sa république, il feroit néanmoins imprudent de l'abolir entièrement. Et que fais-je si un ministre en France, quelque vertueux, quelque modéré qu'il fût, ne diroit pas la même chose à l'égard des emprisonnemens secrets qui se font par *lettres de cachet*,

& des autres dispenses du cours ordinaire des loix qu'on se permet non-seulement dans ce royaume, mais dans toutes les autres monarchies de l'Europe. Je ne doute pas un instant qu'un homme, tel que je viens de le supposer, ne m'avouât franchement que les expédiens dont je viens de parler n'aient été, en mille occasions, horriblement prostitués pour assouvir la passion & la vengeance personnelle des ministres ou de leurs partisans : mais il ne laisseroit peut-être pas d'ajouter, qu'après tout la couronne, malgré l'apparence de son immense force, ne peut éviter de recourir quelquefois à de pareils expédiens, & qu'elle ne sauroit, sans le plus grand danger, les désavouer publiquement & y renoncer absolument.

C'est donc une circonstance fort avantageuse du gouvernement anglais, que sa solidité lui rend de pareilles ressources superflues ; & que les représentans du peuple non-seulement ont été constamment bien intentionnés pour procurer la liberté publique, mais que la situation générale des affaires les a aussi mis en état de porter leurs précautions à cet égard aussi loin qu'ils l'ont fait. Et certes, lorsqu'on réfléchit à quelles prérogatives la couronne a sincèrement renoncé en Angleterre, qu'en conséquence de l'indépen-

dance conférée aux juges , & de la méthode des *jugemens par jurés* elle est privée de tous les moyens d'influer sur le cours réglé de la loi, tant pour le civil que pour le criminel, qu'elle a renoncé à tout pouvoir de saisir le bien des individus , & même de restreindre, en quelque manière que ce soit, & pour le plus court espace de temps, la liberté de leurs personnes; on ne fait ce qu'on doit le plus admirer, ou la vertu publique de ceux qui ont privé le pouvoir exécutif suprême de toutes ces dangereuses prérogatives, ou la nature de ce même pouvoir, qui l'a mis en état de les céder sans se ruiner, ou la forme heureuse du gouvernement anglais, qui fait persévérer si fidèlement dans leur devoir ceux qui ont la confiance du peuple, ou la solidité de ce gouvernement, qui peut laisser au peuple une liberté si grande (1).

(1) Dans le temps des invasions du prétendant, aidé des nations ennemies, l'acte d'*Habeas Corpus* fut en effet suspendu (ce qui en passant peut servir de preuve, qu'à proportion qu'un gouvernement est en quelque danger que ce soit, il est nécessaire de diminuer la liberté du sujet); mais le pouvoir exécutif ne faisoit pas cela de son chef; car ceux qui représentoient le peuple avoient délibéré mûrement là-dessus; & en conséquence de la suspension de l'acte, la détention des individus fut fixée à un certain temps

Un autre grand avantage dont jouit la nation anglaise, c'est la liberté de la presse, qui n'existe dans aucune autre monarchie de l'Europe, quelque bien établie qu'elle puisse paroître au premier coup-d'œil : & l'on pourroit même démontrer qu'elle ne sauroit y exister. Nous voyons ces monarchies attacher l'œil le plus vigilant sur tout ce qui se publie, & prêter l'attention la plus jalouse aux discours tant soit peu libres des individus. On diroit d'abord que l'on se donne au moins beaucoup trop de peine inutile sur ce sujet : mais si l'on considère la conduite uniforme de tous ces gouvernemens, leur soin constant & infatigable à cet égard, on sera convaincu, sans creuser davantage, qu'il doit y avoir au fond quelque nécessité urgente pour leur faire prendre ces précautions.

limité. Malgré que, vu les circonstances, on eut raison de craindre des ennemis cachés dans l'intérieur du royaume, cependant on ne s'écarta qu'en ce seul point du cours ordinaire des loix : les personnes détenues par ordre du gouvernement devoient être traitées de la même manière que celles qu'on arrêtoit pour des procès particuliers ; on ne devoit procéder contr'elles qu'en public ; elles devoient être jugées par leurs pairs, & avoir tous les moyens accoutumés de légitime défense, tel que l'appel des témoins, récusation péremptoire de jurés, &c.

L iij

Dans les états républicains , des raisons qui dans le fond sont les mêmes , engagent ceux qui sont à la tête à gêner de la même manière le peuple. Dans la république romaine , par exemple , la liberté d'écrire étoit bridée par les plus sévères loix (1) ; & quant à celle de parler , elle n'étoit guères moins gênée : on peut le conclure de divers effets ; & je pourrois produire nombre d'exemples de la crainte avec laquelle les citoyens communiquoient dans certaines occasions leurs opinions politiques aux consuls ou au sénat. Dans la république de Venise , la presse y est surveillée avec la dernière rigueur ; & l'abstinence de parler en aucune manière de la conduite du gouvernement , est la maxime qu'on inculque au peuple dans toute sa domination (2).

(1) La loi des douze tables avoit établi peine de mort contre l'auteur d'un libelle : & ce n'étoit pas des jurés , comme chez les Anglais qui devoient décider si un écrit étoit un libelle. SI QUIS CARMEN ACCENTASSIT , ACTITASSIT , CONDIDISSIT , QUOD ALTERI FLAGITIUM FAXIT , CAPITAL ESTO.

(2) J'en ai vu moi-même une preuve un peu singulière , que je demande la permission de rapporter. J'étois en 1768 à Bergame , la première ville Vénitienne que l'on trouve en sortant du Milanois à environ 120 milles de Venise. Je me promenois le soir dans le voisinage de cette place ; & voulant savoir les noms de plusieurs lieux que je voyois

A cet égard donc on peut encore vanter le gouvernement anglais pour avoir eu, à la tête du peuple, des gens qui non-seulement ont été constamment disposés en faveur de la liberté de ce peuple, mais aussi à qui il a été possible de la procurer ; & pour avoir pu par sa stabilité, admettre cette grande liberté de parler & d'écrire dont nous voyons jouir le peuple anglais. Qu'il est précieux, ce privilège ! il fournit à chaque homme le moyen d'exposer ses griefs au public, & lui laisse la plus grande probabilité du redressement du tort qu'il peut avoir souffert par quel-

à quelque distance, je joignis un jeune villageois pour les lui demander. Je m'aperçus bientôt qu'il ne manquoit pas d'esprit ; & j'entrai en conversation avec lui. Il avoit grande envie de voir Venise, & me demanda si mon intention étoit d'y aller ? Je répondis qu'oui : sur quoi il m'avertit d'abord, quand j'y serois, de ne pas parler du prince (*del Principe*) ; c'est ainsi que le gouvernement vénitien veut être appelé, apparemment pour imprimer au peuple une grande idée de l'union qui règne entre ses membres. Comme j'avois envie de l'entendre jaser sur ce sujet, je fis l'ignorant, & lui demandai pour quelle raison je ne devois point parler du prince ? Alors, selon la manière des Italiens qui, quand ils sont vivement affectés d'une idée, s'expriment volontiers par gestes, il passa rapidement la main sur son cou, voulant me faire entendre que la corde ou le billot seroient la conséquence immédiate d'une telle liberté.

que acte d'oppression : il laisse de plus le pouvoir à chaque sujet de communiquer son opinion sur toutes les affaires publiques ; & en lui donnant ainsi de l'influence sur les sentimens de la nation , & par conséquent sur la législation même , qui tôt ou tard , est obligée de déférer à ces sentimens , il lui procure une sorte d'importance législative , bien plus efficace & plus utile , que quelque droit formel qu'il pût avoir de voter , par un simple *oui* ou *non* , sur des propositions générales qui lui feroient subitement offertes , sur la formation desquelles on ne l'auroit point consulté , & auxquelles on ne lui laisseroit , ni le temps , ni l'occasion de rien objecter ou modifier.

Un privilège tel que celui-ci , en entretenant chez le peuple le sentiment continuel de sa sûreté , & en lui fournissant des preuves indubitables que le gouvernement , quelle que soit sa forme , n'est finalement destiné qu'à assurer la félicité de ceux qui s'y soumettent ; un tel privilège , dis-je , est l'un des plus grands avantages de la liberté , & en même temps la marque caractéristique la plus évidente. Si des sujets , totalement privés de ce privilège , jouissent dans certains intervalles d'une espèce de sécurité quant à leurs personnes & à leurs biens , ils peuvent , tout au plus , se regarder alors comme la propriété bien administrée de maîtres qui entendent

bien leurs intérêts propres : mais il n'y a que le droit de contrôler sans danger la conduite de ceux qui sont placés à la tête, qui constitue une nation libre (1).

La liberté sans bornes dont jouit le parlement d'Angleterre dans ses débats, est aussi une conséquence de la stabilité remarquable du gouvernement. Tous les souverains ont paru jaloux des privilèges d'assemblées de ce genre, qui attirent à un si haut degré l'attention du reste du peuple, qui à la suite du temps contractent un si grand nombre de liaisons étroites avec le gros de la nation, & acquièrent tant d'influence par la grande part qu'il faut nécessairement qu'elles aient dans la régie des affaires ; en un mot, par les services considérables qu'elles peuvent rendre au peuple en général (2). De-là il

(1) Si l'on pèse bien les avantages que la liberté publique retire de l'instruction des jugemens par jurés, & de la franchise de la presse, on trouvera que l'Angleterre est réellement plus démocratique, de beaucoup, qu'aucun autre état que l'on connoisse. Le pouvoir judiciaire, & celui de la censure, y sont entre les mains du peuple.

(2) Et qu'elles rendent en effet à présent jusqu'à ce qu'elles puissent se défaire de la gêne de l'impartialité & de la modération ; chose que, vu que ce sont des hommes qui les composent, elles ne manquent jamais de faire quand leur pouvoir est généralement établi & que des occasions favo-

est arrivé qu'en tout pays les monarques, ou les simples chefs, ont fait des efforts pour se passer des secours de pareilles assemblées, malgré les grands avantages qu'ils auroient pu retirer de leurs services pour le gouvernement de l'état ; ou si, par les circonstances où ils se sont trouvés, ils ont cru qu'il leur étoit nécessaire d'en convoquer, ils ont fait les plus grands efforts pour diminuer leurs privilèges & leurs prétentions au droit législatif, qu'ils trouvoient bientôt si nuisibles à leur sûreté : en un mot, ils ont toujours trouvé impraticable de mettre une entière confiance dans des assemblées de cette nature.

On pourroit citer ici Cromwel, parce qu'il étoit soutenu d'une armée nombreuse, & jouissoit d'autant de pouvoir qu'aucun monarque du Continent. Même après qu'il eut *purgé*, par le moyen du colonel Pride, à la tête d'un corps de troupes, le parlement qui étoit assemblé lorsque son autorité fut affermie, expulsant ainsi tous ses antagonistes au nombre d'environ deux cent, il trouva bientôt son pouvoir en danger par leurs menées, & fut à la fin réduit à employer la violence, comme chacun le fait. Trouvant, mal-

rables se présentent. Les souverains n'ignorent pas cela & par conséquent le craignent.

gré cela , qu'une telle assemblée étoit absolument nécessaire pour rendre légitime son autorité militaire , il convoqua ce parlement qu'on appela *barebone* (décharné). Il en avoit lui-même choisi les membres au nombre d'environ cent vingt , & ils avoient reçu de lui chacun en particulier leur sommation ; cependant , malgré cette circonstance & le manque total de capacité dans la plupart des membres , il commença , fort peu de mois après , quoiqu'environné d'une armée victorieuse & puissante , à ressentir de vives alarmes de leurs procédés ; il les entendit bientôt parler de leur mission divine , & de l'autorité qu'ils avoient reçue de Dieu ; enfin , s'apercevant qu'il ne pouvoit se fier à eux , il se servit d'un second colonel pour les congédier. Étant alors honoré du titre légal de *protecteur* , il se hasarda de convoquer un parlement choisi par la majeure partie du peuple : mais quoique l'existence de ce parlement fût fondée , & pour ainsi dire entée sur la sienne , & quoiqu'il eût des bandes de soldats apostés dans les avenues , pour écarter les membres qui refuseroient de prendre de certains engagements particuliers avec lui ; malgré tout cela , dis-je , il se hâta si fort sur la fin de la séance , de se débarrasser d'eux , qu'il se servit d'un vain prétexte , & employa

l'artifice pour en accourcir le temps de dix ou douze jours (1). Il convoqua derechef une quatrième assemblée; mais, quoique les élections eussent été ménagées de telle sorte à lui procurer une offre formelle de la couronne; durant la première séance, il se hâta de mettre fin à la seconde, plein de ressentiment de ses mauvais succès (2).

On peut aussi alléguer ici l'exemple des empereurs romains, dont le pouvoir sembloit si énorme. Ils témoignent ordinairement la plus grande jalousie dans leur conduite envers le sénat; & cette assemblée, que la prévention du peuple, qui la regardoit comme les anciens restes de la république, avoit comme rendue nécessaire, ne pouvoit se tenir que sous l'épée nue des gardes prétoriennes.

(1) Le temps de leur séance devoit être de cinq mois; mais Cromwell prétendit que les mois ne devoient être que de 28 jours; vu que c'étoit la manière de compter pour les payemens de la flotte & de l'armée.

(2) On peut rapporter en peu de mots la conduite que tiennent les assemblées dont on parle quant à leurs souverains ou chefs quel que soit leur titre, lorsqu'ils les convoquent. Si le monarque n'est pas soutenu par la force des armes, elles le dominent si fort qu'elles le mettent hors des rangs: si son pouvoir git dans l'épée, elles forment des connexions avec les troupes.

Les rois de France même, quoique leur autorité soit aussi indubitable, aussi universellement respectée, que fortement soutenue, ont eu de fréquentes inquiétudes sur les droits que vouloit s'arroger le parlement de Paris; assemblée de bien moins d'importance que celui d'Angleterre. On a déjà parlé de l'alarme que le feu roi prit enfin au sujet de ses mesures, de même que de l'expédient dont il se servit pour le casser. Et quand le roi d'aujourd'hui jugea à propos de rétablir ce parlement, (démarche bien prudente au commencement de son règne) il prit en même temps toutes les précautions qu'inspire la jalousie, pour diminuer les privilèges, sur lesquels il pût fonder quelques prétentions éloignées ou des droits qui tendissent à diminuer l'autorité suprême.

On peut objecter que l'orgueil des rois ou des chefs d'un état, leur inspire naturellement de l'aversion pour de telles assemblées, & leur fait mépriser les services importans qu'ils en pourroient retirer pour le bien de leurs royaumes. J'accorde que cela peut être ainsi. Mais si nous examinons la situation générale des affaires dans différens états, & les exemples que nous fournit leur histoire, nous trouverons aussi que l'orgueil de ces rois s'accorde dans le fond avec l'intérêt

& le repos de leurs sujets, & que s'ils empêchent les assemblées dont nous parlons de se tenir, ou étant convoquées de s'arroger une trop grande part dans l'administration des affaires, c'est sans doute par pure nécessité.

C'est pourquoi on peut compter pour un très-grand avantage, qu'en Angleterre on ne soit pas dans ce cas. Car le gouvernement est formé de manière que le grand pouvoir exécutif peut permettre aux deux chambres de s'assembler, & placer en elles une entière confiance; surtout lorsqu'elles ne concourent qu'à former des loix & à maintenir les liens qui sont la base de l'état.

En effet, les deux chambres du parlement jouissent de la plus parfaite liberté dans leurs débats, soit qu'ils roulent sur des abus, ou sur de nouveaux réglemens à faire, de quelque espèce que ce soit, elles ne sont soumises à aucune restriction quelconque, & peuvent proposer & agiter quelles matières il leur plaît. La cour ne doit point s'ingérer dans leurs délibérations; on ne doit pas faire mention de ses desirs, pas même la nommer dans les débats. En un mot, ce qui rend la liberté de délibérer qu'ont les deux chambres, réellement illimitée & sans réserve, c'est le privilège, ou plutôt la souveraineté, dont chacune jouit au-dedans de ses murs, en

conséquence de quoi rien de ce qui se fait ou dit en parlement n'est contrôlé ailleurs. Et ceux qui connoissent l'histoire de l'Angleterre ne diront sûrement pas, que ces privilèges du parlement n'ont rien de réel que le papier où ils sont écrits, que la cour les a méprisés quand elle a voulu, & que les deux chambres se sont paisiblement soumises à leur violation. Au contraire, on avouera généralement, que ces avantages remarquables, cette entière exemption de toute gêne, même de crainte, en un mot, cette liberté illimitée dans les débats, que le parlement a si grand soin de maintenir, & que la cour est si disposée à accorder; tout cela se pratique d'année en année pendant un long espace de temps, sans produire le moindre relâchement dans l'exécution des loix, le moindre degré d'anarchie; on avouera, dis-je, que c'est-là certainement un phénomène très singulier en politique.

On peut dire que la solidité remarquable du pouvoir exécutif en Angleterre produit, quant aux objets dont je parle, un double avantage pour le peuple. D'abord, elle ôte aux grands de la nation toute vue ambitieuse qui tendroit à s'emparer de ce pouvoir, prévenant par-là ces querelles plus ou moins sanglantes qui naîtroient de leurs débats, & tendroient à l'anarchie si

souvent fatale à d'autres pays. En second lieu ; elle inspire à ces grands cette noble émulation qui les porte avec tant d'efficacité à y mettre de justes bornes. Sur quoi j'observerai , que cette stabilité qu'on remarque dans le pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre , offre un éclaircissement sur la manière peu commune dont les guerres civiles se sont toujours terminées dans ce pays , en comparaison de celle dont ces événemens l'ont été ailleurs. Lorsque , dans un précédent chapitre , j'ai fait mention de cette singularité dans le gouvernement en Angleterre , c'est-à-dire de l'exactitude , de l'impartialité & du soin général qu'on a eu à rétablir une paix solide après les troubles domestiques , j'ai borné mes comparaisons aux preuves tirées des gouvernemens républicains , renvoyant à parler des monarchies , que j'eusse introduit l'importante observation renfermée dans ce chapitre ; favoir , que le pouvoir des cours dans les autres royaumes n'a pu de lui-même produire les mêmes effets qu'en Angleterre , c'est-à-dire n'a pas été capable d'inspirer aux grands de l'état rien qui puisse se comparer à cette noble émulation dont j'ai parlé plus haut , ni même les porter à se joindre insensiblement , pour la cause commune , avec le reste du peuple.

Dans

Dans les autres monarchies (1) ceux qui, durant les troubles, étoient à la tête du peuple, trouvant qu'ils pouvoient profiter de la circonstance pour diviser plus ou moins l'autorité suprême (ou quelquefois l'état), & se l'arroger, l'ont toujours fait de la même manière & par les mêmes raisons qu'on l'a vu arriver constamment dans les anciennes républiques; ces gouvernemens monarchiques étant à cet égard purement républicains, par ce moyen l'autorité suprême se trouva enfin dans les mêmes bornes illimitées qu'elle avoit auparavant. Mais en Angleterre, les grands de la nation se trouvant dans une situation toute différente, ne perdoient pas le temps à la poursuite des motifs que ceux des autres pays avoient coutume d'avoir pour but, & où ils se flattoient d'arriver. Chaque membre de la législature s'appercevoit clairement, d'après l'examen des affaires & de ses propres sentimens, que le pouvoir suprême & exécutif de l'état doit enfin se réunir sur une

(1) Je veux dire, avant qu'on eût mis en usage d'avoir les nombreuses armées sur pié qu'entretiennent aujourd'hui toutes les cours de l'Europe. Depuis cette époque, qui n'est pas fort ancienne, aucune cour n'a traité avec ses sujets; comme il arriva en France lorsque la guerre *pour le bien public* y fut terminée. J'en ai fait mention plus haut.

seule tête, & continuer tel ; étant de plus persuadé que , ni les avantages personnels , ni le pouvoir d'aucune faction , mais la loi seule , pouvoit après cela lui servir de justes bornes , il ne lui restoit d'autre pensée ni d'autre but que celui de concourir à former avec soin des loix qui devoient être la base permanente de la liberté générale , & à restreindre un pouvoir qu'il jugeoit si impraticable de s'arroger à lui-même ou procurer à son parti. J'ai cru nécessaire d'ajouter ces observations à celles que j'ai faites au chapitre XV, où je renvoye le lecteur.

Cette grande licence d'éplucher & traiter à fond les sujets qui concernent les affaires politiques , ne s'est pas bornée aux membres de la législature , ou renfermée dans l'enceinte de Westminster , c'est-à-dire dans le circuit du terrain où les deux chambres se tiennent : le même privilège est accordé aux autres ordres de la nation , dans lesquels on se livre sans contrainte à l'esprit de parti , & où ces nombreuses & irrégulières assemblées jouissent d'une pleine sécurité ; ce qui , surtout quand il s'agit du gouvernement , cause tant d'inquiétude aux souverains des autres pays. Les particuliers même , dans de telles assemblées , peuvent s'intéresser personnellement à ce que les démarches qu'on fait en public &

qu'ils souhaitent voir suivre , aient un bon effet : ils peuvent dresser des requêtes & les présenter à la cour ou aux deux chambres , soit pour faire révoquer les mesures qu'on a déjà prises , soit afin d'empêcher la passation de certains bills qu'on est à examiner , ou enfin pour obtenir celle de quelque nouvelle ordonnance : ils peuvent , chacun séparément , signer ces requêtes : la loi ne s'explique point sur leur nombre , on peut même dire qu'elle n'a point pourvu aux moyens d'empêcher les abus qui pourroient naître de cette licence.

La presse , ce puissant instrument politique , est aussi à leur disposition : ils peuvent s'en servir pour désigner le temps , le lieu , & le but de leurs assemblées ; de plus , il leur est permis d'exposer au public & insinuer les avantages qui peuvent résulter des notions qu'ils désirent qu'on adopte.

Ces assemblées peuvent se réitérer , & tout individu peut donner son avis comme il lui plaît sur les sujets proposés , quelqu'opposé qu'il fût même aux vûes ou aux desseins approuvés du gouvernement. Tout membre de la législature peut , s'il le juge à propos , avoir entrée parmi eux , & remettre sur le tapis les matières qui n'ont pas eu le succès qu'il espéroit , dans la

chambre dont il est membre. L'homme d'état frustré de ses espérances, le ministre congédié y trouvent aussi accès : ils peuvent y apporter tout le poids de leur crédit & de leurs liaisons ; & faire jouer tous les ressorts pour engager l'assemblée à prendre leurs intérêts ; on les invite même à mettre tout en œuvre & à remuer ciel & terre : ils parcourent ainsi toute la province d'un congrès à l'autre : les clameurs s'augmentent, & on redouble les plaintes : on diroit que la constitution va s'ébranler jusqu'aux fondemens. Mais ces efforts puissans trouvent toujours, d'une manière ou d'autre, un degré proportionné de réaction : de nouvelles difficultés, & à la fin des obstacles insurmontables barrent le chemin à ceux qui voudroient prendre quelque'avantage de la fermentation générale, pour s'élever sur les ruines de l'autorité suprême : une force secrète se fait sentir, & ramène peu-à-peu les choses à un état de calme & de modération ; & cette mer si orageuse, si profondément agitée en apparence, s'arrête toujours à de certaines limites qu'elle semble n'avoir pas la force de passer : *sic non plus ultra*.

L'impartialité avec laquelle la justice est administrée pour toutes les classes d'hommes en Angleterre, provient aussi en grande partie de

la ferme stabilité du gouvernement: le degré même où cette impartialité surprenante est portée, est une de ces choses qui, quoiqu'impossibles en d'autres pays, ne le sont point en Angleterre. Dans les anciennes républiques, d'après les exemples qu'on a déjà cités, & d'autres qu'on pourra encore alléguer, *il est évident qu'il n'y avoit aucune réparation pour les actes d'injustice que commettoient les hommes en crédit, ou les riches, à l'égard des classes inférieures de citoyens qu'ils vouloient opprimer. Autrefois dans les monarchies de l'Europe il se commettoit d'horribles abus de ce genre. De nos jours encore, nonobstant le haut degré de force que plusieurs gouvernemens ont acquise, il est très-difficile aux sujets des classes inférieures d'obtenir réparation par voie de droit contre certains individus: dans quelques pays même il est impossible; & quelque notoire que soit l'injure, il y a encore du dangereux à se plaindre ouvertement. Même dans les monarchies de l'Europe où le gouvernement est soutenu, tant par sa force réelle, que par les établissemens avantageux qui concernent la police, il s'élève quelquefois de grands démêlés entre les individus quant à la facilité d'obtenir justice; & dans plusieurs cas il est pour le moins aussi difficile

& aussi précaire de chercher du redressement , que d'ôter aux personnes lésées tout desir de tenter l'entreprise. On ne doit pas non plus attribuer ces abus dont nous parlons , & qui se commettoient autrefois & se commettent encore en divers états de l'Europe , on ne doit pas les attribuer , dis-je , uniquement au manque de fermeté dans les chefs de ces états. Dans quelques pays , le souverain , en voulant supprimer ouvertement ces abus , exposeroit à la fois son autorité entière , & dans d'autres il verroit les obstacles se multiplier de telle sorte sur son chemin , qu'il se trouveroit forcé , & peut-être bien vite , d'abandonner l'entreprise. Car comment un monarque pourra-t-il se soutenir seul contre l'attente reconnue , les espérances réunies de tous les grands qui l'environnent , & contre les prétentions hardies d'individus puissans ? & dans une république , que doivent faire des magistrats , quand ils trouvent que leur refus de protéger un coupable en crédit & qui tient le même rang qu'eux , ou de permettre à un riche citoyen de soustraire un parent ou un favori à la sévérité des loix , que ce refus , dis-je , va produire , suivant toute apparence , de grandes divisions parmi eux , ou peut-être des rumeurs populaires ?

Si nous jetons les yeux sur la stricte & uni-

verselle impartialité avec laquelle on rend la justice en Angleterre, nous serons bientôt convaincus qu'il y a quelque différence essentielle entre son gouvernement & ceux des autres pays, & que son pouvoir est fondé sur des causes d'une toute autre nature. Les individus du plus haut rang n'ont pas même la pensée de former la plus petite opposition au cours du droit. Les plaintes du plus simple particulier, si elles sont faites à temps & soutenues suivant la manière ordinaire, obtiennent aussitôt une attention sérieuse. L'oppresséur du plus grand crédit, quoiqu'au milieu d'une suite de gens à son service; même au plus haut période de son orgueilleuse carrière, & malgré qu'il soit environné de mille flatteurs ou partisans, est arrêté court à la vue de l'ordre légitime qu'on lui remet entre mains, & un huissier suffit pour l'amener & le traîner devant le tribunal.

Telle est la *grandeur* & la *force* non interrompue de la loi (1), telle est en un mot la continuité du pouvoir suprême, de l'irrésistible supériorité qu'il produit, que l'étendue de ces effets cesse à la fin d'être une matière d'observation pour le public.

(1) *Lex magna est & prevalebit.*

Les grands & les riches ne doivent pas non plus chercher du redressement par une autre voie que par celle qui est ouverte à tous: le souverain même s'est astreint à n'en pas suivre d'autre; & l'expérience a montré qu'il peut sans danger confier sa personne & ses biens au secours lent & litigieux du droit (1).

Un autre avantage très-grand qui résulte de cette stabilité remarquable du gouvernement d'Angleterre, dont nous faisons ici le détail, est que cela s'opère sans le secours d'une armée sur pied, moyens ordinaires qu'employent les autres couronnes. A cette occasion je citerai un passage du docteur Adam Smith (2), dans un ouvrage qui s'est publié depuis que ce chapitre fut écrit pour la première fois, dans lequel il y a certainement une opinion erronée: & qui, par le mérite reconnu de l'auteur, attire l'attention. Ce savant, frappé sans doute de la néces-

(1) Je me rappelle que durant mon premier séjour dans ce pays, je remarquai les affiches qu'on avoit appliquées d'espace en espace, en dehors de la clôture du parc de Richmond, & où étoient écrits ces mots: „ Quiconque fera „ attrapé faisant du dommage sur ce terrain, sera poursuivi „ par le droit. „

(2) *Recherches sur la nature & les causes du pouvoir & des richesses des Nations*. L. V. Chap. I. Vol. II. p. 313, 314.

lité d'un pouvoir suffisant de réaction, d'une force assez considérable du gouvernement, pour résister aux agitations qui accompagnent la liberté, a jeté les yeux autour de lui, & a jugé d'après je ne fais quelles fausses apparences, que la couronne d'Angleterre tiroit sa singulière stabilité des troupes qu'elle a à sa solde: s'exprime ainsi: « Un souverain qui se sent appuyé, non-
 » seulement par l'aristocratie naturelle du pays,
 » mais encore par une armée bien disciplinée, ne
 » sauroit s'inquiéter que peu des plaintes les plus
 » tumultueuses & des discours les plus sédi-
 » tieux, qui sont pour l'ordinaire sans fonde-
 » ment. Il peut en toute sûreté les pardonner
 » ou n'y avoir aucun égard, & la persuasion de
 » sa supériorité l'y porte naturellement. *Ce degré*
 » *de liberté qui approche de la licence, ne peut se*
 » *tolérer que dans les pays où le souverain est appuyé*
 » *d'une armée bien disciplinée* (1) ».

Le système ci-dessus est fondé sur une espèce de prévention, qu'un souverain qui a une armée à son commandement, jouit d'une force réunie,

(1) Le dessein de l'auteur dans tout ce passage, est de montrer qu'entretenir des armées sur pié sous une bonne discipline, ne sauroit nuire à la liberté publique, & peut même, en certains cas, lui être utile, en délivrant le souverain de toute inquiétude à ce sujet.

irrésistible , qui n'est sujette à aucun accident , à aucune difficulté, & qui ne souffre point d'exception : mais c'est-là une supposition qui ne s'accorde pas avec l'expérience. Si un souverain avoit un pouvoir extraordinaire attaché à sa personne , & qu'il pût , par exemple , inonder à la fois des légions entières d'insurgens ou les repousser & les détruire par des tourbillons de fluide électrique , alors il pourroit effectivement user de la patience dont on a parlé plus haut : quoiqu'il n'y eût vraisemblablement pas apparence qu'il voulût s'accommoder paisiblement des *plaintes* & des *discours séditieux* de ses sujets , cependant il pourroit en toute sûreté le faire ou ne le pas faire , suivant son bon plaisir. Mais une armée n'est pas une seule arme , comme on le suppose ici , qui puisse se manier à volonté. Elle est formée d'officiers & de soldats qui ressentent les mêmes passions que le reste du peuple , la même disposition à soutenir leur intérêt personnel & leur credit , quand ils s'apperçoivent de leur force , & que l'occasion s'en présente. C'est pourquoi , quelle sera la ressource du souverain , si dans cette armée , sur le secours de laquelle il se fonde , le même esprit de parti qui fait agir ses autres sujets s'y montre aussi ? où se réfugierait-il , si les mêmes caprices politiques ,

soutenus par l'ambition réelle de quelques chefs, si la même impatience, & enfin peut-être la même perfidie, qui agitent toute la nation, commencent à s'insinuer aussi dans l'armée?

Le point le plus essentiel de l'art de régner, dans les gouvernemens soutenus par une continuelle force armée, est de prévenir de pareils dangers. Mêler les troupes nationales avec les étrangères à leur solde, les disperser en corps nombreux dans tout le pays, & changer continuellement leurs garnisons, voilà les méthodes qu'on emploie; qu'il n'appartient pas plus à notre sujet de détailler, que les expédiens extraordinaires dont se servent les monarques d'Orient à ces mêmes fins. Mais une précaution essentielle à rapporter ici, & que les gouvernemens dont nous parlons ne manquent jamais de prendre avant toute autre, c'est de priver leurs sujets laïques d'une liberté qui, transmise à la soldatesque, seroit accompagnée de conséquences dangereuses; empêcher de si mauvais exemples de se communiquer à ceux qui ont leur vie & leur pouvoir en dépôt, c'est-là ce que le sentiment de leur amour-propre leur suggère; & en conséquence, ils mettent tout en œuvre pour empêcher qu'une si terrible contagion ne se communique & ne se propage.

On peut établir comme une maxime générale, que, là où le souverain cherche dans son armée la sûreté de sa personne & de son autorité, les mêmes loix militaires qui contiennent cette armée doivent s'étendre à toute la nation : non quant aux devoirs de soldats & aux manœuvres, mais quant à tout ce qui a rapport au respect dû au souverain & à ses ordres. La loi martiale, qui renferme ces points délicats, doit être universelle. Les réglemens que dicte la jalousie, quant aux séditions & au mépris des ordres, ne sauroient être observés à la rigueur sur cette partie de la nation qui assure l'obéissance du reste ; & cela sur tous les grades depuis le soldat à l'officier, & de - là au chef même du système militaire, pendant qu'on laisse jouir la classe inférieure & la plus nombreuse du peuple d'une licence effrénée : cette secrète disposition qui inspire aux hommes de résister à leurs supérieurs & de les contrecarrer, ne sauroit être soumise à de si terribles freins d'un côté, & abandonnée à la licence & au dérèglement, de l'autre.

Dans un pays où l'on entretient une armée capable d'en imposer à la nation, cette armée jouira à son avantage de la licence dont on vient de parler, pendant qu'elle la réprimera dans

le peuple. Tout officier & tout soldat dans un tel pays prétend à une supériorité sur les autres individus, & à proportion que le gouvernement se confie en leur secours, ils s'attendent à un degré plus ou moins grand de soumission de la part du reste du peuple (1).

(1) Au commencement du passage qu'on examine ici, l'auteur (le docteur Smith) dit, „ où le souverain est lui-même le général, & les principaux d'entre les nobles, & les premières familles l'état-major d'une armée ; où le pouvoir militaire est entre les mains de ceux qui ont le plus grand intérêt au maintien de l'autorité civile, parce qu'ils y ont le plus de part ; là, dit-il, une armée sur pied ne sauroit nuire à la liberté : au contraire, elle peut, en certains cas lui être utile, &c. &c. „ Dans un tel pays, une armée ne sauroit nuire à la liberté : non, du moins pas à la liberté de la grande & petite noblesse, sur tout s'il y régné assez d'esprit & d'harmonie pour s'unir contre le souverain. L'union du pouvoir civil avec le pouvoir militaire, dans le corps aristocratique de la nation, ne laisse aucune ressource au souverain & au peuple. Si les anciens rois d'Ecosse avoient imaginé l'expédient d'une armée sur pied, & avoient confié le commandement de cette armée, soudoyée par eux, à ces grands & petits nobles qui s'étoient rendus héréditaires les places d'amiraux, de grands intendants, de hauts connétables, de grands chambellans, de juge général, de shériff de provinces, &c. ils n'auroient remédié qu'imparfaitement aux désordres qui régnoient dans le gouvernement de leur pays ; ils n'auroient fait que fournir à ces nobles de nouvelles armes l'un contre l'autre, contre le souverain & contre le peuple.

Le même auteur termine ses observations , concernant la sécurité du pouvoir d'un souverain qui est soutenu par la force des armes , en ajoutant. « C'est dans de tels pays seulement » qu'il n'est pas nécessaire que le souverain soit » d'une autorité illimitée , pour réprimer les » désordres qui naissent de cette licence éffrénée ». L'idée qu'expriment ces paroles s'accordant avec celles qu'on a déjà discutées , je ne dirai plus rien là-dessus. La raison que j'ai eue d'insérer ce passage , est que cela me fait remarquer une circonstance singulière dans le gouvernement d'Angleterre. Par cette expression *il n'est pas nécessaire que le souverain soit nanti d'un pouvoir illimité* , l'auteur paroît croire qu'un sou-

Si les membres du parlement britannique , qui , quelquefois , remplissent la nation de la chaleur de leurs débats , avoient chacun une armée à leur commandement , & qu'ils la pussent employer à soutenir leurs prétentions , le reste du peuple ne s'en porteroit pas mieux pour tout cela. Heureusement on s'est assuré des épées , & la violence est bannie de leurs débats.

L'auteur que nous citons , a regardé sans doute un gouvernement comme une simple machine qu'on fait mouvoir de divers côtés , & une armée comme un pur instrument. Et semblable à plusieurs autres savans , pendant qu'une certaine considération les frappe , il en a négligé d'autres non moins importantes.

verain, à la tête d'une armée qui lui assure son pouvoir, a coutume d'attendre, pour se mettre en mouvement, qu'il en ait reçu la permission, c'est-à-dire qu'il soit *nanti* du pouvoir de le faire. Cette notion de l'auteur que nous citons, peut s'appliquer au gouvernement solide & bien réglé de ce pays; mais le même système ou principe politique ne se trouve sous aucun autre. Dans toutes les monarchies (& il en est de même dans les républiques), par le pouvoir exécutif de l'état, on suppose comprendre dans son origine, & par sa nature, toute espèce d'autorité légale: tous ses motifs passent pour légitimes; & ils ne cessent de l'être que lorsqu'ils sont arrêtés par quelque règlement positif fait exprès. Le souverain, de même que le magistrat civil, à moins qu'il ne se trouve bridé par quelque loi formelle, peut opprimer impunément les sujets quand bon lui semble! il peut leur faire rendre compte de leurs actions, & les interpréter fausement, après cela infliger des peines à son gré; à ces égards on peut croire qu'il abuse, mais ne va pas au-delà de son pouvoir. En un mot, l'autorité du gouvernement est supposée illimitée, tant qu'il n'y a point de bornes visibles qui la gênent: au-delà & en deçà de ces bornes gît toute la liberté des sujets.

En Angleterre c'est tout l'opposé. Ce n'est pas l'autorité du gouvernement, c'est la liberté du sujet qu'on suppose illimitée. Toutes les actions de l'individu passent pour légitimes jusqu'à - ce qu'on nomme la loi qui leur donne une autre dénomination. *L'onus probandi* passe ici du sujet au prince. Le sujet n'est pas obligé en tout temps de justifier sa conduite. Quand le souverain ou un magistrat trouvent à propos d'user d'autorité, il faut qu'ils déterrent & exhibent la loi sur laquelle ils se fondent dans leurs démarches, & qui les autorise à publier leurs défenses contre les sujets (1).

(1) Je prendrai la liberté d'alléguer un autre fait qui me regarde, parce qu'il peut servir d'éclaircissement aux observations ci-dessus; ou du moins à ma manière de les exprimer. Je me rappelle que quand je commençois à remarquer les opérations du gouvernement anglais, j'avois un préjugé d'une nature toute différente de celui de l'auteur dont nous venons de discuter les opinions : je me tenois pour dit, que chaque branche de la liberté dont jouit le sujet dans ce pays, étoit fondée sur quelque loi positive qui la lui assuroit. Quant à la liberté de la presse, je ne doutois point que cela ne fût ainsi, & qu'il n'existât quelque loi particulière, ou plutôt nombre de paragraphes dans les livres de droit, où cette liberté étoit désignée & particulièrement spécifiée : & comme celle d'écrire se portoit dans ce temps-là fort loin & excitoit la plus grande attention (le tumulte causé pour l'élection de Middlesex n'étant pas encore apaisé), je

Ce

Ce système dans la jurisprudence dont je viens de parler, tirant sa force de l'esprit général qui fait mouvoir toutes les parties du gouvernement, est même porté si loin, que tout incident où la moindre circonstance qui peut autoriser un délinquant, à se soustraire, quoiqu'avec grand'peine, au pouvoir des loix, suffit pour le mettre à l'abri du châtiment, quelques connus que soient du public le dérèglement de ses mœurs & le crime de sa conduite (1).

souhaitai de voir les loix que je supposois exister, ne doutant pas qu'il n'y eût quelque chose de remarquable dans la manière dont elles étoient conçues. J'examinai les ouvrages de jurisprudence que j'eus occasion de me procurer, tels que les *Dictionnaires de droit* de Jacob & Cunningham, les *Instituts* de Wood & les *Commentaires* du juge Blackstone, mais inutilement. Je trouvai aussi moyen de voir le *Digeste des loix d'Angleterre* par Comyn, & je fus encore trompé : cet auteur, quoique son ouvrage consiste en cinq volumes in-folio, n'avoit pas eu, non plus que ceux dont je viens de parler, assez de place pour y insérer la loi intéressante que je cherchois. A la fin il me vint à la pensée, quoique pas d'abord, que cette liberté de la presse étoit permise, parce qu'elle n'étoit pas défendue, & que cela seul suffisoit pour l'autoriser. Ceci me porta, lorsqu'ensuite je pensai à écrire sur le gouvernement de ce pays, à donner la définition de cette liberté, en y ajoutant la considération importante de tous les procès intentés pour la publication d'ouvrages ou d'écrits défendus, & qui doivent se décider par des jurés.

(1) On pourroit citer nombre d'exemples, même d'un

Tome II.

N

Des bornes si étroites, dans les fonctions du gouvernement, paroissent sans doute fort extraordinaires : aussi cela ne se voit dans aucun autre pays que dans celui-ci, & il ne pourroit pas non plus exister ailleurs. La situation des autres gouvernemens étant telle qu'ils ne fauroient ainsi se laisser exclure de l'espace illimité qui est hors de l'atteinte des loix, pour être bornés à ce petit circuit qu'une juste prévoyance a tracé. L'autorité de ces gouvernemens étant plus ou moins incertaine, il y faut un degré de prudence qui y réponde (1).

genre assez plaisant, pour affirmer ce que je viens de dire. Le plus petit défaut dans les termes d'une citation suffit pour la rendre nulle.

Je ne me rappelle pas le nom de cet écrivain séditieux, qui, ayant publié un abominable écrit, avoit cependant échappé au châtement, & répondoit à ses amis qui lui reprochoient sa témérité : *je savois bien que ce que j'écrivois me meneroit à un doigt de la potence*. S'étant attaché dans ses réponses à toute la précision de la loi, il avoit pu amener les choses au point qu'il avoit souhaité.

(1) On pourroit aussi faire voir que la grande douceur qu'on employe en Angleterre dans l'administration de la justice criminelle, tant à l'égard du peu de sévérité avec laquelle on punit le crime, qu'aux fréquens pardons qu'on accorde, que cette douceur, dis-je, est particulièrement liée avec la *stabilité* du gouvernement : l'expérience démontre qu'il est inutile d'employer trop de sévérité à l'égard des

Le fondement de cette maxime du droit, qui borne l'exercice du pouvoir suprême aux cas seuls exprimés par une loi écrite, ce fondement dis-je, fut posé lors de la passation de la grande chartre : cette restriction fut spécifiée dans un de ces articles généraux, que les nobles, réunis avec le peuple, avoient pu obtenir du souverain. La couronne alors tiroit de ses domaines étrangers cette stabilité & cette force intérieure quant à la nation anglaise, qui sont maintenant annexées d'une manière imperceptible, à la branche civile de sa charge, & qui, quoiqu'elles opèrent par différens moyens, continuent à maintenir cette espèce de confédération contr'elle, & l'union entre les différens ordres du peuple. Par l'article de la grande chartre à laquelle on fait allusion, le souverain s'engagea de ne *courir sus*, ni *envoyer contre* le sujet autrement que par la décision des pairs, & la loi du pays (1). Cet article fut cependant négligé dans la suite, en conséquence du droit

malfaiteurs ; & le pouvoir suprême n'a pas besoin de montrer aucun mauvais exemple aux magistrats subalternes à cet égard.

(1) *Nec super eum ibimus, nec super eum mittimus, nisi per legale judicium parium vel per legem terræ.* Cap. XXIX.

que le roi prétendoit avoir dans ses *proclamations* surtout par l'institution du tribunal de la *chambre étoilée*, qui fondoit ses démarches, non - seulement sur ces proclamations, mais aussi sur les règles particulières qu'elle jugeoit à propos de se faire. Par l'abolition de ce tribunal (de même que de celui de haute commission) sous le règne de Charles I. La clause ci-dessus énoncée dans la grande charte fut mise en exécution, & il parut par l'événement, que cette restriction même, qui paroît singulière quant à l'autorité suprême & à ses fonctions, n'est que ce que les choses en elles-mêmes & la force de la constitution peuvent supporter (1).

(1) Le tribunal de la chambre étoilée étoit comme une cour d'équité en matières criminelles : elle se chargeoit de décider des cas d'offense lorsque les tribunaux ordinaires, quand ils n'avoient aucun ordre de la cour à cet effet, refusoient de le faire, soit à cause du silence de la loi écrite là-dessus, soit ensuite des règles particulières qu'ils avoient établies dans leurs juridictions respectives ; ce qui est exactement la fonction du tribunal de chancellerie (& de l'échiquier), quant aux cas de propriété. La grande utilité des tribunaux de ce genre, a fait qu'on a soutenu & constitué les cours d'équité quant aux matières civiles : mais l'expérience a montré, comme on l'a observé plus haut, qu'il ne peut résulter aucun grand inconvénient de permettre au sujet la liberté qu'il a acquise par l'abolition totale de tous tribunaux arbitraires quant aux matières criminelles.

Je tiens que la maxime de droit, que nous avons décrite ci-dessus, & son exacte observation par l'autorité suprême, est ce qui caractérise le plus particulièrement la manière dont l'Angleterre est gouvernée, & est la preuve la plus convaincante de la liberté réelle qui résulte de tout son gouvernement. La méthode du pouvoir exécutif de régler ainsi ses mouvemens sur de telles loix, & sur celles-là seulement qui sont vérifiées & promulguées d'avance, ne fauroit être le résultat de cette espèce de stabilité que la couronne pourroit recevoir d'un corps de troupes, ou, comme l'auteur ci-dessus l'a exprimé, de ce que le souverain a une armée à ses ordres: une manière d'agir si uniforme est même opposée aux fonctions de général, vu que le succès de ses opérations dépend en grande partie de leur promptitude, & de ses mouvemens imprévus.

En général, cette stabilité du pouvoir de la couronne d'Angleterre, dont nous avons fait le détail, ne fauroit être le résultat de cette espèce de force que procure une armée: de tels moyens sont trop précaires, trop compliqués & trop sujets aux accidens; en un mot, cette force n'approche pas de ce degré de fermeté nécessaire pour contrebalancer, & enfin appaiser ces gran-

des agitations parmi le peuple , qui semblent quelquefois menacer le gouvernement & vouloir renverser l'ordre établi. Une armée bien disciplinée peut , il est vrai , servir à empêcher les commencemens de ces troubles & calmer l'impatience du peuple ; mais elle ne sauroit le contenir quand une fois il a franchi ses barrières.

Si des preuves & des considérations générales , nous passons aux simples faits , nous trouverons qu'effectivement la couronne d'Angleterre ne compte pas sur le secours de l'armée qu'elle a à ses ordres , ni ne l'a jamais fait. Dès les premiers temps , c'est-à-dire long - temps avant que les princes de l'Europe eussent adopté la méthode de tenir des armées sur pied , les rois d'Angleterre jouissoient d'une autorité aussi entière & aussi étendue que celle qu'ils possèdent à présent. Après qu'ils eurent perdu les secours qu'ils tiroient de leurs domaines d'outre mer , il commença à se former au dedans du royaume un certain arrangement , qui leur fournit un autre genre de force , non moins solide : & ils tirèrent de la branche civile de leur autorité royale , ce pouvoir assuré qu'aucun autre monarque ne posséda jamais , qu'au moyen de légions & de gardes prétoriennes , ou de corps de janissaires ou de *Strelitz*.

Pour parler d'un période remarquable dans

l'histoire d'Angleterre , on dira que , quoique les princes de la maison de Tudor n'eussent pas d'autres forces apparentes que de simples suites de gens qui composoient leur maison , cependant ils étoient en état d'exercer une autorité égale à celle des plus grands despotes qui aient jamais régné , égale à celle des Domitiens ou des Commodos , ou des Amurats ou Bajazets : elle étoit même plus grande , si nous considérons la lenteur avec laquelle elle a gagné de profondes racines , & cet extérieur de légalité qui l'accompagnoit dans toutes ses branches.

La résistance que les rois de la maison de Stuart étoient en état de faire , quoique sans le secours des armes , & soutenus seulement de l'autorité civile de leur royauté , pendant longues années , contre l'esprit inquiet & remuant qui commença à agir sur la nation , & malgré ces vives disputes sur la politique & la religion qui s'élevèrent alors , cette résistance , dis-je , est encore plus remarquable que le pouvoir exorbitant des Tudors même , sous le règne desquels il y eut des préjugés universels d'une nature toute contraire.

Les débats commencèrent avec le règne de Jacques I, cependant il eut le bonheur de soutenir d'un air tranquille le commencement de

l'orage & de transmettre son autorité entière à son fils. Il est vrai que Charles I fut à la fin écrasé sous les ruines de la constitution ; mais si nous considérons qu'après avoir fait les concessions , si importantes au peuple , contenues dans la *Requête de droit* (*Petition of right*), il fut en état seul & sans armes , de maintenir son terrain , sans perte ou danger réel , pendant onze ans , c'est-à-dire jusqu'à l'an 1640 & suivans ; si nous considérons cela , dis-je , nous serons portés à croire qu'il auroit évité les infortunes qu'il éprouva à la fin , s'il eût été mieux conseillé.

Les événemens qui sont arrivés sous le règne de Jacques II offrent une preuve de cette solidité qui fait l'appanage de la couronne d'Angleterre. Quoique toute la nation , sans excepter même l'armée , fût en quelque sorte réunie contre lui , il fut en état de régner pendant quatre années entières , faisant tête à tout , sans éprouver aucune résistance ouverte. Ce ne fut pas non plus sans difficulté qu'on trouva des raisons suffisantes pour lui résister dans la suite (1). Car

(1) M. Hume est un peu trop ardent à disculper Jacques II. Il commence la peinture abrégée qu'il fait de son caractère , par le représenter comme un prince qu'on peut , par le fait , appeler plus malheureux que criminel. Cependant , si on considère les pactes solennels contractés , non-seulement

quoiqu'il n'est pas douteux que par les circonstances Jacques II n'eût été enfin détrôné, & peut-être d'une manière tragique, cependant, sans le secours du prince d'Orange, cet événement auroit été différé de quelques années. Cette autorité sur laquelle Jacques comptoit si fort, ne fut pas autrement anéantie lorsqu'elle le fut, que par un prompt & considérable secours de troupes qui furent amenées du continent, pour lui résister, semblable à une forteresse solide qui, quoique sans ouvrages extérieurs, ne peut être forcée que par le secours du canon.

Si on examine la manière dont ce pays a été gouverné depuis la révolution, on verra clairement que ce n'a pas été par le moyen de l'armée que la couronne a à ses ordres, qu'elle a pu conserver & exercer son autorité. Ce n'est pas par le moyen de leurs soldats, que les rois de

par ses prédécesseurs, mais aussi par lui & qu'il tâcha de rompre; comment il a attaqué de sang froid & de propos délibéré la liberté & la religion du peuple, sans juste sujet; & en un mot, comment il étoit totalement destitué de tout prétexte de nécessité & de propre défense, que la plupart des princes qui ont eu des démêlés avec leurs sujets, avoient plus ou moins raison d'alléguer; si on considère tout cela, dis-je, on le regardera peut-être comme le monarque le plus criminel qui ait jamais existé.

la Grande - Bretagne empêchent la manière dont se font les élections de leur être nuisible; car ces soldats doivent évacuer les lieux où se font ces élections, un jour avant qu'elles commencent, & n'y rentrer qu'un jour après qu'elles sont finies. Ce n'est pas par le moyen de leurs forces de terre qu'ils empêchent les divers ordres de magistrature civile du royaume, d'envahir & diminuer leurs prérogatives; car ces forces ne doivent pas agir que cette dernière ne les appelle étant sous sa direction. Ce n'est pas par le moyen de leur armée qu'ils inspirent aux deux branches de législature ce respect pour leur autorité royale que nous avons décrit ci-devant; puisque chacune de ces deux branches a le droit annuel de licencier cette armée (1).

Il y a une autre circonstance qui, indépendamment de toutes les autres, prouve que le

(1) Le peuple en général a été, dès les premiers temps, si peu accoutumé à voir employer la force pour influer sur les débats du parlement, que l'entreprise de Charles I, accompagné d'une suite d'environ deux cent personnes, pour saisir les *cinq membres*, fut réellement l'étincelle qui mit le feu au tas de matières combustibles que les précédentes difficultés avoient accumulées. Le parlement, en conséquence de ce fait, prit prétexte de faire à son tour des préparatifs militaires; & puis la guerre civile commença.

pouvoir exécutif de la couronne n'est pas soutenu par l'armée. Je veux dire l'assujettissement même dans lequel on tient le militaire quant au pouvoir civil de ce royaume.

Dans un pays où le pouvoir suprême de l'état est soutenu par l'armée, le soldat qui, à l'égard des autres individus, a de son côté l'avantage de la force, étant de plus autorisé par la loi, acquiert aussitôt ou plutôt s'arroge un ascendant général; & le souverain, loin de le décourager, ressent une satisfaction intérieure en voyant l'instrument sur lequel repose son autorité, recevoir une nouvelle force par le respect du peuple, & une espèce de sanction générale, quoique simplement extérieure.

Et non-seulement la soldatesque en général, mais aussi ceux qui la commandent, prétendent aussi chacun en son particulier à une prééminence : commandans en chef, officiers, soldats ou janissaires, tous voudroient dans leur propre état s'arroger quelque sorte de privilège exclusif : & ces privilèges, soit honorifiques ou lucratifs, prennent fortement racine & deviennent onéreux au reste du peuple, à mesure que le gouvernement a plus ou moins besoin du secours de la force militaire & suivant qu'il l'emploie plus ou moins souvent. Cela ne se peut autrement.

Maintenant, si nous examinons ce qui se passe en Angleterre, nous y trouverons un ordre dans les choses, tout différent de celui que je viens de décrire. Tous les tribunaux militaires sont constamment subordonnés à ceux du droit civil. Les officiers qui ont abusé de leur autorité particulière, quoique seulement à l'égard de leurs soldats, peuvent être cités devant un tribunal ordinaire, & forcés à donner satisfaction; même tout abus d'autorité notoire, commis par les membres des cours martiales, quand, assemblés pour juger leurs gens, & déterminer les cas qui concernent purement le militaire, les rend reprehensibles devant un juge civil (1).

(1) On pourroit rapporter un grand nombre d'exemples pour prouver l'assujettissement du pouvoir militaire au pouvoir civil: j'en alléguerai seulement un qui est très-remarquable, & qui se trouve inféré dans les feuilles périodiques de 1746.

Un lieutenant de marine nommé *Frye*, avoit été accusé, pendant qu'il étoit aux Indes occidentales, d'avoir refusé d'obéir au capitaine, qui lui commandoit d'aider à un autre lieutenant à conduire un officier prisonnier à bord du vaisseau: les deux lieutenans vouloient que le capitaine donnât cet ordre par écrit. Pour ce fait, le lieutenant *Frye* fut jugé à la Jamaïque par une cour martiale, & condamné à quinze ans de prison, & en outre déclaré incapable de servir le roi. Il fut amené ensuite en Angleterre; & son cas ayant été

A tout ce que l'on vient de dire concernant la prééminence de l'autorité civile sur le militaire en général, il est inutile d'ajouter que tous

connu du conseil privé, & paroissant de nature à pouvoir être éclairci, on le relâcha. Quelque temps après il intenta une action contre le chevalier *Chalmer Ogle*, qui avoit présidé à cette cour martiale, & obtint une sentence en sa faveur de mille livres sterlings de dédommagement (il fut aussi prouvé qu'il avoit été détenu quatorze mois dans la plus sévère prison avant que d'être jugé). Le juge l'informa de plus qu'il étoit libre d'attaquer tout membre de cette cour martiale, qu'il pourroit découvrir. La suite de l'affaire est encore plus remarquable.

Le lieutenant *Frye* ayant donc eu recours à la voye de droit, le chevalier *Jean Willer*, lord président des plaids communs, lâcha un writ contre l'amiral *Mayne* & le capitaine *Rentone*, qui avoient assisté à la susdite cour martiale, qui se trouvèrent alors en Angleterre, & étoient membres d'une autre cour martiale qui se tenoit dans ce temps-là à Deptfort, dont le dit amiral *Mayne* étoit de plus président; & ils furent arrêtés à la rupture de la séance. Les autres membres ressentirent vivement ce qu'ils crurent une insulte; ils s'assemblèrent deux fois à ce sujet, prirent des *résolutions* que le juge avocat devoit remettre au conseil de l'amirauté, afin de les présenter ensuite au roi. Dans l'exposé de leurs griefs ils demandoient "satisfaction du sanglant affront", fait à leur président, de la part de toutes les personnes, "quelque considérable que fût leur office, qui avoient procuré ou conseillé de manière ou d'autre cet arrêt:", se plaignant en outre, que, par le dit arrêt, "l'ordre, la discipline & le gouvernement des armées navales de sa

les délits qui se commettent par le soldat contre les individus des autres classes du peuple, sont de la compétence d'un juge civil. Tout usage qu'il fait de ses armes, à moins qu'il n'en soit expressément requis du magistrat, dont il doit attendre les ordres, en quelque occasion que ce soit, l'expose à être chargé d'un meurtre dont on ne découvrira pas les vrais auteurs. Il lui est inutile d'alléguer devant un juge le devoir ou les usages de son état, pour pallier quelque faute, il n'est pas même écouté; s'il est demandé par un tribunal de police, on doit le délivrer aussi-

„ majesté, se trouvoient anéantis, & le statut 13 de Charles II, rendu nul & sans effet. „

Les altercations à ce sujet durèrent quelques mois. A la fin la cour martiale crut qu'il étoit de la prudence de céder, & envoya au lord président Willer, une lettre signée par dix-sept officiers, tant amiraux que chefs d'escadre & autres qui la composoient, dans laquelle elle reconnoissoit que *“ les résolutions du 16 & 21 Mai étoient injustes & illi-
„ cites; & en conséquence demandoit pardon à sa seigneurie
„ & à toute la cour des plaids-communs de ce qui s'étoit
„ passé. „*

Le juge Willer lut cette lettre en pleine assemblée, & ordonna qu'on l'enregistrât, comme un avis à tous les siècles, que quiconque prétend se mettre au-dessus de la loi, se trouve à la fin trompé. Cette lettre, de même que l'acception du juge Willer, furent insérées dans la gazette suivante, 15 Novembre 1746.

tôt. Et on ne peut pas dire, en général, que la faveur que témoigne l'autorité suprême de l'état au militaire, ait toujours été telle que d'inspirer à la masse du peuple une disposition à se laisser maîtriser par le soldat, ou de mettre si fort les magistrats ou les jurés de son parti que de décider avec partialité en sa faveur (1).

La subordination du pouvoir militaire à l'autorité civile, portée au point où elle est en Angleterre, est une autre marque caractéristique ou distinctive du gouvernement anglais.

Il est assez clair qu'un roi ne cherche pas d'appui dans son armée, lorsqu'il prend si peu de peine pour la gagner par des faveurs & l'attirer dans ses intérêts.

En général, si on considère toutes les différentes branches qui constituent le gouvernement de

(1) Le lecteur peut voir dans les feuilles périodiques de 1770, le tumulte qui s'éleva à l'occasion d'un général d'armée (le général Gansell), qui s'étoit prévalu du voisinage de ses soldats pour empêcher certains officiers du shériff de le saisir à Whitehall. Il parut cependant que ce général n'avoit fait autre chose que de faire avancer quelques-uns de ses gens pour inquiéter & épouvanter les officiers du shériff, & profita d'un moment favorable pour s'évader. Cette rumeur violente étoit sans doute l'effet de l'esprit de parti qui régnoit alors; mais cela fait voir néanmoins quelles étoient à ce sujet les idées du peuple.

ce pays, on trouvera que l'armée ne sauroit procurer au souverain aucune force permanente sur laquelle il puisse compter, ni le succès de quelque démarche en se prêtant à ses vues, quelque éloignées qu'elles fussent.

La publicité des débats du parlement, porte tous les individus, les soldats comme les autres, à faire quelque attention aux matières politiques; & la liberté de parler, d'imprimer & d'intriguer s'étendant à tous les ordres dont ils sont environnés, rend ces soldats susceptibles d'adopter tout sentiment qui peut se trouver contraire aux vues du souverain qui les paie.

Ce seroit encore pire si le souverain étoit engagé dans une querelle avec un corps nombreux de la nation. L'intérêt général s'accroîtroit avec la chaleur des débats dans le parlement: les particuliers qui composent les différentes classes du public, feroient preuve de leur éloquence sur les mêmes sujets d'altercation, ce qui ne contribueroit pas peu, dans des temps aussi critiques, à gagner la soldatesque: le souverain ne pourroit obvier à un tel mal, ni même ne sauroit comment s'y prendre, ou quand il y trouveroit un remède, ce seroit trop tard. Un prince engagé dans la querelle que nous supposons, auroit à peine fait ses premiers préparatifs, son plan ne
feroit

seroit qu'à moitié formé , que ses troupes l'abandonneroient. Et plus l'armée d'un tel prince seroit puissante, plus par le nombre de ses soldats elle paroîtroit propre à sa destination , & plus le danger seroit grand.

C'est ce qu'éprouva Jacques II, d'une manière bien frappante. Il avoit poussé le nombre de son armée à trente mille hommes. Mais quand le jour vint, dans lequel il auroit eu besoin de leur secours, quelques-uns passèrent du côté de l'ennemi, d'autres mirent bas les armes; & ceux qui restèrent sous le drapeau, témoignèrent plus d'inclination à être spectateurs de la querelle, que d'y prendre part. En un mot, il fut obligé de tout abandonner, sans avoir fait aucun usage de leur assistance (1).

(1) Les troupes firent de grandes réjouissances le jour de l'absolution des évêques, même en présence du roi, qui s'étoit rendu ce même jour-là exprès sur la bruyère de Hounston. Il n'avoit pu engager un seul régiment à approuver ses mesures quant à la torture & aux loix pénales. Le fameux vaudeville *lero lero lillibulero*, qu'on dit avoir eu tant d'influence sur l'esprit du peuple de ce temps-là, & dont l'évêque Burnet dit, "*que jamais une chose de si peu d'importance ne produisit tant d'effet; car toute l'armée & enfin tout le monde de la ville & de la campagne le chantoit continuellement.*"

Une armée nombreuse, déjà formée d'avance, se trouveroit être, dans la situation présente des choses, un grand

D'après toutes les circonstances que nous avons rapportées ci-devant, il est clair que le pouvoir

obstacle à un roi d'Angleterre qui auroit des vues contraires à la liberté de ses sujets : il n'est pas possible qu'il y donnât son attention pour la bien discipliner, d'autant moins que ses mesures à cet effet ne s'accorderoient guères avec celles qu'il doit prendre avec le reste du peuple.

Si un roi d'Angleterre, qui souhaiteroit anéantir la présente constitution, & rendre son autorité semblable à celle des autres souverains de l'Europe, me faisoit l'honneur de me consulter sur les moyens d'y réussir, je lui répondrois : que la première démarche qu'il devoit faire, & avant même qu'on soupçonnât son projet, seroit de congédier son armée, se réservant seulement une forte garde, qui n'excéderoit pas douze cent hommes. Ceci fait, il pourroit par le moyen de son crédit & des avantages du trône, se mettre à contreminer les loix fondamentales qu'il désapprouve, usant d'autant de modération que possible, afin d'avoir plus de temps pour agir. Et quand à la fin les choses seroient amenées à un état de crise, alors je lui conseillerois de former une autre armée, de ses amis, ou de cette classe du peuple que la tournure & les incidens des précédentes querelles auroient attachés entièrement à ses intérêts. Avec cette armée il pourroit alors courir le hasard ; le reste dépendroit de son généralat, & même beaucoup de sa réputation à cet égard.

Je conclurai cependant cet avis, que je suppose être donné au roi d'Angleterre, par lui faire observer que la situation à tout prendre, est pour le moins aussi avantageuse que celle d'aucun roi de la terre ; & enfin que tout le fruit qu'il pourroit recueillir de la réussite de son plan ne vaudroit pas la peine d'en entreprendre l'exécution.

de la couronne en Angleterre gît sur des fondemens qui lui sont tout particuliers, & que sa sécurité & sa force dépendent de moyens tout différens de ceux qui procurent les mêmes avantages, mais très-imparfaitement & à grands fraix dans les autres monarchies.

C'est sans le secours de ses troupes, que le roi d'Angleterre manifeste son intrépidité à l'égard de tout individu puissant, ou de partis entiers, avec laquelle il remplit ses fonctions & les devoirs de la royauté. C'est encore sans ce même secours qu'il peut balancer cette licence qui ne connoît point de bornes chez le peuple, faire usage de cette force supérieure qui s'accroît toujours à mesure qu'elle trouve de la résistance, tenir le gouvernail du grand navire de l'état au milieu des vents & de la tempête, & le remettre en équilibre lorsqu'il vient à pancher de quelque côté (1).

(1) Il y a nombre de circonstances dans le gouvernement d'Angleterre, que les spéculateurs qui souhaitent des améliorations, telles qu'une réforme dans le parlement ou autres semblables, ne pensent peut-être pas à prendre en considération. Si cela est, il est à craindre qu'ils ne trouvent nombre d'obstacles qu'ils ne soupçonneraient pas; & que pendant qu'ils ne visent qu'à la réforme & l'amélioration, ils ne viennent à heurter le *talisman* d'où dépend tout l'édifice de

C'est de la branche civile de son office, que la couronne tire cette force avec laquelle elle s'affujettit même le militaire, & le tient sous le joug des loix, sans exemple dans tout autre pays. C'est d'un heureux arrangement dans les choses, que dérive cette fermeté ininterrompue; cette solidité invincible qui procurent au sujet & une protection si assurée & une liberté si étendue. C'est de la nation qu'elle tire cette autorité avec laquelle elle gouverne. Ses ressources sont l'union & non la contrainte; une autorité sans gêne, & non la terreur; & elle continue de régner au milieu du tumulte des passions volontaires de ceux qui lui obéissent (1).

l'état, ou que semblables à la fille du roi *Nisus*, ils ne viennent à couper le cheveu fatal auquel le sort de la nation est attaché.

(1) Plusieurs personnes, contentes de voir la hauteur & les dimensions extérieures d'un bâtiment, croient qu'il n'est pas nécessaire d'en examiner la solidité des fondemens. C'est pourquoi les lecteurs qui ne s'accommoderont pas du long chapitre que je viens de finir, peuvent le regarder comme une espèce de digression ou de parenthèse dans le corps de cet ouvrage.

CHAPITRE XIX.

Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont applicables à l'Angleterre.

Tous les gouvernemens , disent les auteurs qui ont écrit sur ce sujet , ont en eux-mêmes le principe de leur destruction ; principe inhérent aux causes mêmes de leur prospérité : ainsi , continuent-ils , tous les avantages du gouvernement anglais ne sauroient le sauver des vices cachés qui le minent. Montesquieu prononçant à la fois sur l'effet & sur la cause , dit que la constitution anglaise perdra sa liberté ; qu'elle périra , de même que Rome , Lacédémone & Carthage périrent : qu'elle périra , lorsque le pouvoir législatif sera plus corrompu que le pouvoir exécutif.

Quoique je sois fort éloigné de penser qu'aucun établissement humain puisse échapper au destin auquel toute la nature est sujette , & que l'idée que j'ai des grands avantages du gouvernement anglais ne me préoccupe pas tellement , que je veuille encore lui attribuer celui de l'éternité ; j'observerai néanmoins ici en général ,

que comme il diffère , par sa structure & par ses ressources , de tous ceux que l'histoire nous a fait connoître , on ne peut pas dire qu'il soit exposé aux mêmes dangers. Juger de l'un par l'autre , c'est juger par analogie là où il n'y a point d'analogie. Mon respect pour l'auteur que je viens de citer ne m'empêchera donc pas de dire , que son opinion n'a pas , dans cette occasion , le même poids chez moi qu'elle a dans beaucoup d'autres.

Comme il a négligé , à l'exemple de tous les auteurs de systèmes politiques , d'examiner attentivement la vraie nature du gouvernement , du pouvoir & de la liberté parmi les hommes ; il n'est pas étonnant que les principes qu'il a posés ne soient pas toujours aussi clairs & aussi justes , qu'on devoit l'attendre d'un tel génie. Lorsqu'il parle de l'Angleterre , par exemple , ses observations sont beaucoup trop générales ; & , quoiqu'il ait eu souvent occasion de converser avec des personnages qui avoient été personnellement engagés dans les affaires publiques de ce pays , & qu'il ait été lui-même témoin oculaire des opérations du gouvernement anglais ; cependant , lorsqu'il entreprend de le décrire , il nous dit plutôt ce qu'il conjecture , que ce qu'il a vu.

Les exemples qu'il cite , & les causes de dissolution qu'il assigne , confirment particulièrement cette observation. Pour ne parler que du gouvernement de Rome qui , s'étant écroulé par degrés & pour ainsi dire de lui-même , pourroit fournir matière à raisonner le plus conséquemment , il n'avoit aucun rapport à celui de l'Angleterre. Le peuple romain , dans les derniers temps de la république , n'étoit pas un peuple de citoyens , mais de conquérans. Rome n'étoit pas un état , mais la tête d'un état. Par l'immensité de ses conquêtes , il lui arriva à la fin de n'être en quelque sorte qu'une partie accessoire de son propre empire. Sa puissance devint si grande , qu'après l'avoir conférée , il ne fut plus , à la longue , en son pouvoir de la reprendre : & dès lors elle en devint elle-même la sujette , par la même raison par laquelle les provinces l'étoient.

Ainsi la chute de Rome fut un événement particulier à sa situation ; & le changement des mœurs , qui accéléra cette chute , eut en cela un effet qu'il ne pouvoit avoir que dans cette situation. Des hommes qui avoient attiré à eux toutes les richesses de l'univers , ne pouvoient plus se contenter du souper de Fabricius , ni de la chaumière de Cincinnatus. Le peuple , devenu maître des

greniers de la Sicile & de l'Afrique , ne se vit plus réduit , pour sa subsistance , à piller ceux de ses voisins. Outre cela , tous les ennemis qu'il pouvoit avoir étant exterminés , Rome , puissance militaire , cessa d'être une armée , & ce fut le moment de la corruption : si tant est que l'on doive donner ce nom à ce qui étoit la conséquence inévitable de la nature des choses.

En un mot , le destin de Rome étoit de perdre sa liberté , en perdant son empire ; & de perdre cet empire alors qu'elle commenceroit d'en jouir.

Mais l'Angleterre forme une société fondée sur des principes absolument différens. Toute la liberté , & tout le pouvoir , n'y sont pas accumulés , pour ainsi dire , en un point , de manière à ne laisser tout autre part que l'esclavage & la misère , & , par conséquent , rien que des semences de division & d'animosité secrète. D'un bout de l'isle à l'autre , les mêmes loix y ont lieu , & les mêmes intérêts y prévalent : toute la nation , d'ailleurs , concourt également à la formation du gouvernement ; par conséquent , aucune partie de cette nation n'a lieu de craindre que les autres ne fournissent subitement les forces nécessaires pour détruire sa liberté ; & toute sa masse n'a , de soi , aucun besoin de ces espèces de vertus

féroces, indispensablement nécessaires à ceux qui, par la situation où ils se sont mis eux-mêmes, sont continuellement exposés à de pareils dangers, & qui après avoir envahi, ne retiennent rien.

La situation du peuple anglais diffère donc essentiellement de celle du peuple de Rome. La forme du gouvernement anglais ne diffère pas moins de celle de la république romaine ; & les grands avantages que la première a sur l'autre, pour préserver la liberté du peuple, ont été décrits au long dans le cours de cet ouvrage.

Ainsi, par exemple, la ruine totale de la république romaine fut causée, principalement, par le pouvoir exorbitant que l'on permit à plusieurs de ses citoyens d'acquérir successivement. Dans les derniers temps de la république, ces citoyens disposèrent entr'eux des provinces de l'état, à-peu-près comme ils auroient pu disposer de leurs propres terres ; & leurs successeurs non-seulement firent comme eux, mais ils poussèrent l'insolence tyrannique jusqu'à se céder les uns aux autres, par des pactes formels & exprès, la vie de plusieurs milliers de leurs concitoyens. En Angleterre, la grande & constante autorité de la couronne, & son poids, pré-

vient , comme nous avons vu , ces défaitsres dès leur naissance ; & le lecteur doit se rappeler ce qui a été dit sur ce sujet.

A la fin , la ruine de la république , comme chacun fait , fut achevée. L'un de ces puissans citoyens trouva moyen d'exterminer tous ses compétiteurs ; il s'empara de tout le pouvoir dans l'état , & établit pour toujours une monarchie arbitraire. Un établissement si subit & si violent du pouvoir monarchique , avec toutes les conséquences fatales qui résulteroient d'un tel événement , est une calamité qui ne sauroit arriver en Angleterre : nous voyons que cette espèce de pouvoir y existe déjà , & qu'il y est solidement établi par des loix fixes , & sur des fondemens réguliers & bien connus.

Il n'est pas à craindre non plus que ce pouvoir , au moyen des prérogatives légales qu'il possède déjà , s'en approprie insensiblement d'autres , & se rendre enfin tout - à - coup absolu. Le privilège important , d'accorder à la couronne les subsides dont elle a besoin , est entre les mains de la nation , comme nous l'avons observé : & quelque'étendues que puissent être les prérogatives d'un roi d'Angleterre , il dépend constamment du peuple de lui accorder , ou de lui refuser , les moyens de les exercer.

Ce droit qu'a le peuple d'Angleterre fait la grande différence entre lui & toutes les autres nations dont le gouvernement est monarchique. Il lui donne de même un grand avantage sur celles dont la forme est républicaine, & il lui procure des moyens d'influer sur la conduite du gouvernement, non - seulement plus efficaces, mais aussi (ce qui va plus directement au but de ce chapitre) incomparablement plus solides & plus durables, que ne sont ceux réservés au peuple dans les états républicains.

Dans ces états, les droits politiques laissés ordinairement au peuple, sont ceux de voter dans les assemblées générales, soit pour passer des loix, ou pour élire des magistrats. Mais, ainsi que les avantages qui dérivent de ces droits généraux de voter ne sont jamais bien clairs aux yeux des peuples; de même ils n'ont pas généralement une idée complète des conséquences qui peuvent s'ensuivre de telle manière particulière de voter. Cela fait qu'ils n'entretiennent jamais une préférence bien décidée & constante pour une méthode plutôt que pour une autre; & il n'a été toujours que trop facile dans les républiques, soit par des propositions insidieuses faites dans certains temps au peuple, soit par des exemples concertés de longue main, ou par d'autres moyens, de réduire

d'abord ses privilèges politiques à de pures cérémonies & formalités , & enfin de les abolir tout-à-fait.

Dans la république romaine , par exemple , l'usage constant , pendant cinquante ans , étoit de diviser les citoyens en *centuries* lorsqu'ils devoient donner leurs suffrages ; ce qui réduisoit , pendant tout ce temps , le droit du plus grand nombre à peu près à rien. Après que les tribuns eurent introduit la manière de les appeler aux suffrages par tribus , le gros des citoyens n'eut à la vérité plus le même désavantage ; mais les grands privilèges des magistrats dans toutes les assemblées publiques , le pouvoir qu'ils s'attribuèrent de faire passer les citoyens d'une tribu à l'autre , & nombre d'autres circonstances , continuèrent de rendre aux citoyens leurs droits de plus en plus inutiles : & de fait on ne voit pas , lorsque ces droits leur furent enfin entièrement ôtés , qu'ils en aient témoigné beaucoup de mécontentement.

En Suède , dont le gouvernement , avant la dernière révolution , tenoit beaucoup de la forme républicaine , le droit laissé au peuple étoit d'envoyer des députés aux états du royaume , lesquels devoient donner leurs voix sur les résolutions à prendre dans cette assemblée. Mais ce privilège

du peuple étoit d'abord grandement diminué , par diverses circonstances défavantageuses où se trouvoient placés ces députés à l'égard du corps ou *ordre* des nobles. On l'avoit encore rogné , en privant les députés du droit de présenter librement leurs propositions aux états , pour les leur faire approuver ou rejeter , & en attribuant le droit exclusif de former ces propositions , à une assemblée privée , appelée le *commité secret*. Enfin, ce qui rendoit ce droit du peuple toujours plus illusoire , c'étoit le privilége accordé à l'ordre des nobles , d'avoir un nombre de membres dans ce *commité secret* double de celui de tous les autres ordres ensemble. La révolution a mis en quelque sorte fin à ce droit ; & il ne paroît pas que le peuple se soit beaucoup embarrassé de se le conserver (1).

La situation des affaires en Angleterre est bien différente de celle que nous venons de décrire. Les droits politiques du peuple y sont inséparablement

(1) Je pourrois produire des exemples sans nombre , d'états républicains où le peuple a été porté tôt ou tard à consentir à la perte totale de ses privilèges politiques. Dans la république de Venise , par exemple , c'étoit originairement le peuple qui avoit le droit , aujourd'hui confiné à un certain nombre de familles seulement , de faire des loix , & d'élire le doge & les autres magistrats.

liés avec le droit de propriété : droit aussi difficile à invalider par artifice , que dangereux à attaquer par force. Aussi voyons - nous que les rois les plus arbitraires , lors-même qu'ils ont déployé tout leur pouvoir , n'ont jamais tenté de le violer qu'avec les plus grandes précautions. Un roi d'Angleterre , qui voudroit rendre esclave son peuple , devroit commencer par où les autres rois finissent ; & il ne pourroit entreprendre de priver ses sujets de leurs privilèges politiques , sans déclarer la guerre en même-temps à toute la nation , & attaquer d'abord chaque individu dans son intérêt le plus permanent , & auquel il s'entend le mieux.

De plus , le moyen qu'a le peuple d'Angleterre d'influer sur le gouvernement , non seulement est en quelque manière à l'abri du danger de lui être enlevé ; mais il a encore un autre avantage important : c'est celui de conférer naturellement , & pour ainsi dire nécessairement , à ceux à qui le peuple confie ses intérêts , le grand privilège , décrit plus haut , de débattre entr'eux toutes les questions qu'ils croient pouvoir contribuer au bien de leurs constituans , & de former de tels bills qu'ils jugent à propos , & dans les termes qu'ils veulent.

Ce privilège de mettre de nouveaux sujets en

délibération , & en un mot , de proposer de nouvelles loix , qui en Angleterre est accordé aux représentans du peuple , met une autre différence très-sensible entre la constitution de ces pays & le gouvernement des autres états libres , soit monarchies limitées ou républiques ; & empêche ce qui dans ces états se trouve un moyen presque infaillible de renverser les loix qui favorisent la liberté publique : c'est de les pervertir de longue-main & par des menées secrètes , comme font souvent ceux qui sont revêtus du pouvoir exécutif dans un état.

Dans ces états , le droit d'*action* ou de proposer des loix , étant toujours decerné à ceux qui y jouissent du pouvoir exécutif , non-seulement ils gagnent un ascendant général sur l'esprit du peuple au moyen des propositions insidieuses & faites à propos ; & le portent à révoquer les loix qui gênent leur autorité ; mais de plus , quand ils ne jugent pas à propos de témoigner ouvertement leur envie à cet égard , ou craignent peut-être de ne pas réussir , ils ont une autre ressource qui , quoique plus lente dans ses opérations , n'en a pas moins d'effet par la suite : c'est de négliger l'observation des loix qu'ils désapprouvent , ou d'en refuser le bénéfice aux simples particuliers qui les reclament , & en un mot

d'introduire des méthodes qui y sont entièrement dérogatoires. Ces méthodes deviennent ensuite des us respectables, & enfin obtiennent force de loi.

Le peuple, même où il a part au législatif, étant toujours obligé d'obéir, n'a aucun moyen pour mettre de nouvelles entraves au cours de ces fausses méthodes, & pour faire donner un vrai sens à la loi qu'il s'est donnée. L'unique ressource des citoyens, dans cet état des choses, est d'être continuellement ou à faire des remontrances, ou à employer la force ouverte; & faisant toujours d'inutiles efforts, soit par trop de précipitation ou trop de lenteur, ils ne peuvent défendre leurs droits sans se rendre coupables de défobéissance ou de rébellion.

Et quoique tous les politiques, qui sont toujours à proposer pour exemple dans les gouvernemens mixtes, s'accordent à dire que la liberté, quand elle est une fois perdue, ne peut se recouvrer (1), il arrive cependant que la maxime *principiis obsta*, qu'ils regardent comme l'antidote de l'esclavage, & qu'ils ne cessent jamais, par conséquent,

(1) " Vous, nations libres, ressouvenez-vous de cette maxime : Qu'on peut acquérir la liberté; mais on ne peut la recouvrer quand une fois elle est perdue. „ *Rousseau*, Contrat social, chap. VIII.

de recommander , outre qu'elle exige un certain degré de vigilance incompatible avec la situation du peuple , est presque impraticable.

Mais la commission de représenter les griefs , qui , dans d'autres gouvernemens , est toujours l'avant-coureur des troubles domestiques , celle de chercher du redressement par voie de droit , qui excite si fort la jalousie du pouvoir dans un état , sont en Angleterre des emplois attachés aux représentans du peuple.

Il peut avoir été long-temps dans un état d'indolence pour ses intérêts les plus précieux , ses représentans peuvent avoir été négligens & s'être trompés ; à l'instant où ces derniers reviennent de leurs erreurs , ou se ressouvient de leur devoir , ils commencent , au moyen du privilège dont nous parlons , à réparer les pertes que la liberté publique a souffertes ; ils s'instruisent eux-mêmes , & tout le peuple , de ce qui fait le grand & essentiel objet de leurs intérêts ; ils prennent les précautions nécessaires pour prévenir la continuation des abus dont ils ont à se plaindre , & l'introduction de ceux qui sont à craindre ; & quelque formidables que puissent d'abord paroître les avantages dont le pouvoir gouvernant est nanti , il est ainsi constamment ou contenu ou renvoyé dans ses anciennes limites.

Tome II.

P

C'est à l'exercice de ce même privilège qu'on doit attribuer les fréquentes confirmations & les divers commentaires de la grande chartre, qui eurent lieu sous différens règnes. Ce fut par son moyen qu'on révoqua sans opposition, l'acte qui portoit que les ordres émanés du trône devoient avoir force de loi : par cet acte la liberté publique sembloit être ruinée sans ressource, & le parlement qui l'avoit passé, paroît avoir fait ce que les Danois firent environ cent ans après. — C'est encore par là que fut abolie, d'un consentement général, la cour de la *chambre étoilée*; tribunal qui, quoiqu'il ne fût pas approuvé, étoit devenu si respectable par la longueur du temps qu'on l'avoit laissé subsister, qu'il sembloit avoir fixé pour toujours l'autorité illégitime qu'il donnoit à la couronne. — Enfin ce fut par cette prérogative qu'on ôta au conseil privé le droit qu'il s'étoit arrogé d'emprisonner les sujets sans admettre de caution, & sans même en dire la cause : ce droit fut d'abord déclaré illégal par la *requête de droit* (*petitio of right*); & les diverses tentatives tant de la cour que des juges, pour invalider cette déclaration, en employant, ou continuant des méthodes qui y étoient déroatoires, trouvèrent à chaque fois de l'opposition; mais cela s'opéra d'une manière paisible par de

nouvelles déclarations, & enfin par le fameux acte d'*Habeas Corpus* (1).

Je faisirai cette occasion pour faire observer, en général, au lecteur comment les différentes parties du gouvernement anglais s'assistent & se supportent mutuellement. C'est parce que toute l'autorité exécutive de l'état est unie à la couronne, que le peuple peut sans danger commettre le soin de sa liberté à ses représentans : c'est parce qu'il n'a part au gouvernement que médiatement, par ces représentans, qu'il peut jouir du grand avantage de dresser & proposer de

(1) On pourroit aussi alléguer comme un exemple les warrants généraux. L'expédition de ces warrants avec le nom de la personne qu'on doit arrêter, laissé en blanc, a été une coutume qu'ont suivie pendant plus de soixante ans, les secrétaires d'état ou leurs clercs. Dans un gouvernement constitué d'une différente manière, c'est-à-dire, dans lequel les magistrats ou le pouvoir exécutif auroient possédé l'ame de la législation, il est difficile de dire comment la dispute se feroit terminée; ces magistrats n'auroient été que peu disposés, je pense, à dresser & publier une déclaration qui auroit rogné l'autorité qu'ils s'étoient arrogée. A Genève, le magistrat, au lieu de casser le jugement porté contre Rousseau, ce dont les citoyens se plaignoient, aima mieux adopter ouvertement la maxime, que les usages établis sont de suffisans prétextes pour déroger à la loi écrite, & peuvent la suspendre. C'est ce qui augmenta encore plus les clameurs.

nouvelles loix ; mais pour cet effet il est d'essence absolument nécessaire qu'il existe dans l'état un pouvoir tel que la *couronne* , c'est-à-dire un *veto* revêtu d'une autorité extraordinaire.

C'est, d'un autre côté , parce que la balance du peuple est placée dans le droit d'accorder à la couronne les subsides dont elle a besoin , que cette dernière peut être laissée , sans danger , dépositaire de cette grande autorité ; & que le droit , par exemple , dont elle est revêtue , de juger des temps convenables pour assembler & dissoudre les parlemens , droit absolument nécessaire à sa conservation , peut exister sans produire , *ipso facto* , la ruine de la liberté publique. Le plus beau gouvernement de la terre , ou plutôt le seul qui jusqu'ici ait été fondé sur des principes vraiment conformes à la nature humaine , étoit en danger d'être détruit totalement , lorsque Barthelemi Colomb passoit en Angleterre pour enseigner à Henri VII le chemin du Mexique & du Pérou (1).

Pour finir sur ce sujet , qui pourroit ouvrir un champ infini de spéculations , j'observerai un avantage particulier au gouvernement anglais , &

(1) De la manière dont les choses sont établies en Angleterre , la dissolution d'un parlement de la part de la couronne n'est qu'un appel au peuple , ou à un autre parlement.

qui peut , plus que tout autre , contribuer à sa durée. Si l'on y fait bien attention , on s'apercevra que toutes les passions politiques de l'homme y trouvent leur exemple , & soit qu'on en considère la partie monarchique , aristocratique ; ou démocratique , on y trouvera tous ces pouvoirs ordonnés , de cette manière régulière qui tend inévitablement à s'établir tôt ou tard dans toutes les sociétés humaines.

Supposons , pour un moment , que la forme du gouvernement anglais , au lieu d'avoir été l'effet du concours fortuit de plusieurs circonstances heureuses , eût été établie d'après le plan arrêté d'un homme qui eût découvert d'avance , & par le raisonnement , tous les avantages que l'expérience nous a appris devoir en résulter ; lorsqu'il se seroit agi de les faire envisager aux gens capables de juger de ce que cet homme avoit à leur proposer. Voici comment il auroit dû à peu près leur parler.

» Rien , leur auroit-il dit , n'est plus chimérique qu'un état d'entière égalité , ou d'entière liberté parmi les hommes. Dans toute société humaine , il s'y élèvera nécessairement quelque autorité. Cette autorité , après avoir été conçue par degrés dans un nombre d'hommes toujours plus petit , tombera enfin , par une

» nécessité constamment la même, entre les mains
» d'un seul conducteur ; & ces deux effets , dont
» l'histoire fournit des exemples journaliers , pro-
» venant de l'ambition d'une partie des humains ,
» & des diverses affections & passions de l'autre ,
» sont absolument inévitables ».

» Admettons donc ce mal tout d'un coup ,
» puisqu'il est impossible de l'éviter. Établissons
» un chef parmi nous , puisque tôt ou tard il
» faudra en avoir un : de cette manière nous pré-
» viendrons les conflits qui s'éleveroient entre les
» compétiteurs pour cette station. Mais sur-
» tout n'en établissons qu'un , de peur qu'un en-
» tre plusieurs , après s'être élevé successivement
» sur les ruines de ses rivaux , ne s'établisse lui-
» même , que nous voulions ou non , par une
» suite de combinaisons les plus pernicieuses ».

» Donnons lui tout ce qu'il nous fera possible
» de donner sans mettre en danger notre sûreté.
» Appelons - le notre souverain ; autorisons - le à
» considérer l'état comme son patrimoine ; enfin
» accordons - lui tels privilèges personnels qu'au-
» cun de nous ne puisse jamais espérer de l'éga-
» ler , & nous verrons que ce que nous étions
» d'abord enclins à considérer comme un grand
» mal , est réellement une source d'avantages pour
» la communauté : nous n'en ferons que mieux en

» état de mettre des bornes à un pouvoir que nous
 » aurons ainsi fixé à un point : nous n'en aurons
 » que mieux intéressé celui que nous aurons mis en
 » possession de tant d'avantages , à remplir fidel-
 » lement son devoir ; & nous en aurons fait ainsi ,
 » pour chacun de nous , un puissant protecteur dans
 » l'intérieur , & , quant à toute la communauté ,
 » un défenseur contre les ennemis du dehors ,
 » supérieur à toute tentation de trahir l'état ».

» Vous observerez aussi , (continueroit cet
 » homme ,) que dans tous les états il s'y élève
 » naturellement , autour de celui ou de ceux qui
 » se trouvent revêtus de l'autorité publique , une
 » classe de gens qui , sans avoir aucune part
 » réelle à cette autorité , en partagent néanmoins
 » le lustre , & qui par là-même qu'ils préten-
 » dent d'être distingués du reste de la société ,
 » en deviennent une classe distincte : & cette
 » distinction , quoique de pure opinion , &
 » subreptice dans son origine , devient à la longue
 » une source d'effets insupportables ».

» Régions donc ce mal aussi , dès que nous ne
 » pouvons le prévenir entièrement. Établissons
 » cette classe d'hommes , qui sans cela végette-
 » roit parmi nous à notre insu , & acquerroit
 » insensiblement les plus pernicioeux privilèges :
 » accordons-leur ces distinctions visibles & non

» équivoques , dont on connoîtra mieux , par
» ce moyen , la nature & l'étendue , & qui
» en risqueront moins de devenir dangereuses à
» la longue. Par ce même moyen , nous ôterons
» l'espoir à d'autres d'usurper ces distinctions ; &
» comme il ne suffira plus à l'avenir d'y préten-
» dre , pour se faire de cette prétention un titre
» à les obtenir , il en arrivera que tout individu
» qui ne sera pas expressément compris dans cette
» classe distinguée , devra continuer de se con-
» fesser lui-même un homme du peuple. Enfin ,
» de même que j'ai dit ci-devant , de nous
» choisir un maître , afin de ne pas en avoir
» cinquante. Je dis ici : établissons trois cent
» seigneurs , pour ne pas avoir dix nobles. ».

» D'ailleurs , notre fierté s'accordera mieux
» avec une supériorité qu'elle ne pensera plus à
» disputer. Ceux-là même qui s'en trouveront
» avantagés , nous voyant les premiers à la recon-
» noître , ne se croiront pas dans la nécessité
» d'être insolens pour nous en fournir la preuve.
» Sûrs de leurs privilèges , toute mesure vio-
» lente de leur part pour les maintenir , ou du
» moins pour les amplifier , leur sera interdite :
» ils ne se combineront jamais avec beaucoup de
» véhémence , si ce n'est dans les cas où ils auront
» réellement lieu de se croire en danger ; & de-là

» même que nous les aurons rendus incontestable-
 » ment grands , nous aurons la chance de les voir
 » souvent se conduire en citoyens modestes &
 » vertueux ».

» Enfin ces grands , unis en assemblée régu-
 » lière , formeront un corps intermédiaire dans
 » l'état , c'est-à-dire , une partie fort utile du
 » gouvernement.

» Après cela , continueroit notre législateur ,
 » il faut que nous influions aussi sur le gouver-
 » nement , cela est nécessaire pour notre sûreté ;
 » il ne l'est pas moins pour celle du gouverne-
 » ment lui-même. Mais l'expérience doit vous
 » avoir appris , qu'une grande multitude d'hom-
 » mes ne sauroit agir , à moins d'être , sans
 » le savoir , l'instrument des desseins d'un petit
 » nombre de personnes , & que le pouvoir du
 » peuple n'est jamais que le pouvoir de quel-
 » ques chefs de parti qui , sans qu'on puisse , la
 » plupart du temps , dire quand , ni comment ,
 » ont su s'emparer de la direction de son exer-
 » cice ».

» Prévenons donc aussi cet inconvénient. Effec-
 » tuons ouvertement ce qui autrement s'effec-
 » roit en secret. Confions notre pouvoir , avant
 » qu'il nous soit enlevé par adresse. Ceux que
 » nous en aurons ainsi expressément fait les

» dépositaires , délivrés de l'inquiétude de se le
» conserver , n'auront pour objet que de le ren-
» dre utile. Ils ne nous en craindront que plus ,
» pour n'avoir pas été obligés de nous en im-
» poser ; & au lieu d'un petit nombre de conduc-
» teurs qui croiroient dériver toute leur impor-
» tance de leur dextérité , nous aurons des repré-
» sentans d'office , auxquels nous pourrons de-
» mander compte des maux de l'état ».

» Mais sur-tout , en composant ainsi notre gou-
» vernement d'un petit nombre de personnes ,
» nous préviendrons tout désordre qui pour-
» roit y arriver , du danger de devenir jamais
» général. Bien plus , nous le rendrons suscepti-
» ble de combinaisons & de ressources inestima-
» bles , & qui seroient impossibles dans celui de
» tous les gouvernemens qui ne sauroit jamais
» être que sédition & que confusion ».

» Bref , en nous dépouillant expressement nous-
» mêmes d'un pouvoir , dont nous n'aurions eu
» tout au plus que la jouissance apparente , nous
» aurons le droit de faire des conditions pour
» nous-mêmes : nous exigerons que notre liberté
» soit augmentée : nous nous réserverons surtout
» de veiller & censurer une administration , qui
» ne se trouvera établie que de notre consen-
» tement. Pour n'en être que les spectateurs ,

» nous en verrons mieux les défauts : pour n'y
 » n'avoir eu aucune part , nous l'en corrigerons
 » mieux (1).

La constitution anglaise étant fondée sur les principes que nous venons de décrire , l'on ne fauroit faire aucune comparaison juste entr'elle & le gouvernement de tout autre état ; & puisqu'elle garantit à ses sujets non-seulement la liberté , mais une satisfaction à tous égards générale , & bien supérieure à celle dont on jouit sous les autres gouvernemens , cette considération seule , sans autre , doit faire conclure qu'elle a aussi plus d'apparence d'être durable.

Que l'on observe tellement la manière frappante dont elle s'est maintenue , au milieu de commotions si générales , que sa destruction paroïssoit d'abord inévitable. On l'a vue se relever après les guerres entre Henri III & ses barons , après l'usurpation de Henri IV , & après

(1) Il pouvoit ajouter : » Comme nous ne chercherons
 » pas à contrarier la nature , mais plutôt à la suivre , nous
 » pourrions nous prôner une législation douce : ne nous
 » allarmons pas sans sujet du pouvoir d'un seul homme ; il
 » ne faudra ni *Roche Tarpéenne* , ni *Conseil de dix* : en
 » laissant expressément au peuple la liberté d'examiner la
 » conduite du gouvernement , & de chercher à le corri-
 » ger , nous n'aurons besoin ni de prisons d'état , ni de
 » mouchards ».

les longues & sanglantes querelles entre les maisons d'Yorck & de Lancaſtre : totalement détruite en apparence après la catastrophe de Charles I, on eut beau faire les plus grands efforts pour introduire en ſa place une autre forme de gouvernement ; à peine Charles II eut-il été rappelé, que cette conſtitution fut rétablie ſur ſes anciens fondemens.

Cependant, comme ce qui n'eſt pas arrivé dans un temps peut arriver dans un autre, il eſt poſſible que des révolutions futures (qui ſont des événemens qu'aucune forme de gouvernement ne ſauroit totalement prévenir) finiſſent d'une manière différente du paſſé. De nouvelles combinaifons pourroient avoir lieu entre les pouvoirs qui régleroient l'état alors, dont la nature fût telle, qu'elles préviniſſent le rétablifſement de la conſtitution ſur ſes anciens & vrais fondemens, lorsqu'enfin la tranquillité ſeroit rendue à la nation ; & ce ſeroit certainement être bien hardi, que d'oſer avancer, que non ſeulement la forme extérieure, mais auſſi le vrai eſprit du gouvernement anglais, réſiſteroient aux chocs, ſi les mêmes dangers, auxquels ils ont été expoſés dans les temps antérieurs, venoient à ſe reproduire.

Je diſ plus : les changemens funeſtes dont nous

parlons peuvent s'introduire dans des temps paisibles, ou du moins par de moyens en apparence constitutionnels. Par exemple, quelque faction particulière peut tirer avantage du caractère foible ou de l'inconduite de quelque roi : on peut préoccuper le peuple, & se servir de sa prévention pour le faire concourir à des mesures qui tournent à sa propre ruine : des plans de réforme apparente dans la constitution, fournis par des hommes qui ne connoissent pas bien les vrais principes & les fondemens du gouvernement, peuvent produire des effets tout-à-fait contraires à ceux qu'on s'en promettoit, & préparer réellement la ruine de ce gouvernement (1). La

(1). Au lieu de chercher les principes de la politique dans leur vraie source, c'est-à-dire, dans la nature des affections humaines, & dans celle des liens secrets qui unissent les hommes en société, on a traité cette science de la même manière qu'on traite la physique du temps d'Aristote, recourant continuellement aux causes occultes, & à des principes d'où il n'y avoit pas des conséquences utiles à tirer. Ainsi, pour fonder des assertions particulières, on a affecté d'employer le mot *constitution* dans un sens personnel ; comme dans ces expressions : *la constitution aime*, *la constitution défend*, &c. Dans d'autres temps on a eu recours au *lux*, pour rendre raison de certains événemens ; dans d'autres à une cause plus occulte, qu'on a appelée *corruption* : on a tiré encore, pour la même fin, nombre de comparaisons du corps humain. On trouve à chaque instant des défauts de ce

couronne, d'un autre côté, peut par l'acquisition des domaines étrangers, acquérir une indépendance par rapport au peuple qui seroit fatale : & si (pour ne pas particulariser davantage les choses) l'on me demandoit d'indiquer les principaux événemens qui, s'ils avoient jamais lieu, opéreroient la ruine immédiate du gouvernement anglais, je répondrois que le gouvernement anglais ne sera plus, soit lorsque la couronne ne dépendra plus de la nation pour ses subsides, ou lorsque les représentans du peuple commenceront à partager l'autorité exécutive (1).

genre dans les ouvrages de *Montesquieu*, quoiqu'homme d'un si grand génie, & des écrib's duquel on peut tirer tant de lumières. Et ce n'est pas l'obscurité seule des écrivains en politique, & l'impossibilité d'appliquer leurs spéculations à la pratique, qui doit nous prouver qu'il y a des difficultés particulières & peu communes qui accompagnent la recherche des vérités politiques; la perplexité singulière qu'éprouvent généralement les hommes les plus habiles, lorsqu'ils entreprennent de discuter quelque question politique abstraite, justifie encore cette observation, & nous avertit que les vrais & premiers principes de cette science ont leur siège dans le profond du cœur & de l'entendement humain.

(1) Et si quelque jour un changement dangereux devoit avoir lieu dans la constitution anglaise, dont le peuple ne pût pas découvrir d'abord la tendance pernicieuse, des atteintes portées à la liberté de la presse, & au pouvoir des jurés, pourroient lui servir de tocsin.

CHAPITRE XX.

Quelques idées sur les tentatives qu'on pourroit faire en divers temps pour diminuer le pouvoir de la couronne, & sur les fâcheuses conséquences qui en résulteroient.

L'AUTORITÉ de la couronne, en Angleterre, tient à des racines plus profondes & en plus grand nombre, qu'on ne le pense en général, comme on l'a déjà observé dans un des chapitres précédens; & il n'y a aucun lieu de craindre que dans des temps de paix ordinaire, elle vienne à perdre quelque branche essentielle de ses prérogatives, par les spéculations de pure théorie dont se repaissent les politiques. Cependant il n'est pas absolument impossible que, par le concours de plusieurs circonstances, il ne puisse arriver quelque chose de semblable. D'abord on pourroit se prévaloir de la minorité, ou de l'inexpérience & des bévues de la personne qui occuperoit le trône, ainsi qu'on en a un exemple remarquable sous le règne de George I, lorsque le bill qui fixoit dorénavant le nombre des pairs, étoit à

l'examen dans la chambre des communes, à qui il avoit été envoyé de la haute où il avoit passé. Le roi connoissoit alors si peu ses propres intérêts, de même que la constitution du gouvernement qu'il étoit venu présider, que s'étant laissé persuader par le parti qui souhaitoit que le bill eût lieu, que la rejection qu'en faisoit la chambre des communes ne devoit s'attribuer qu'à l'idée où elle étoit que ce bill ne lui agréoit pas; il se laissa gagner pour lui envoyer dire que cette opinion étoit mal fondée, & que si elle approuvoit le bill il y donneroit son assentiment (1). Vu les conséquences sérieuses qui devoient résulter d'un tel bill, le fait est certainement très-remarquable (2).

Outre les désavantages particuliers que peut éprouver le souverain en défendant ses droits, il peut arriver d'autres inconvéniens, tels que les longs murmures du peuple sur de certains abus dans l'administration. Le public alors étant en général appliqué & à remédier aux abus dont il se plaint, & à en prévenir de semblables pour l'avenir, souhaiteroit peut-être voir ôter à la couronne la prérogative qui y a donné lieu : on

(1) Voy. la Collection des *Débats de Parlement*.

(2) On a parlé de ce bill plus haut.

verroit pour le coup dans tous les esprits une disposition générale à approuver de telles mesures violentes, si tant est qu'on les effectuât. Mais en même temps on ne feroit pas réflexion que la seule conséquence essentielle qui résulteroit d'ôter à la couronne cette branche d'autorité qui fait le sujet des murmures du public, feroit de l'avoir transférée de son lieu dans un autre, & confiée à des hommes nouveaux, qui auroient tout l'air d'en faire un plus grand abus que celui qui la possédoit auparavant.

En général, on peut établir comme une maxime, que dans toute espèce de gouvernement, il faut qu'il s'y manifeste quelque autorité, & qu'elle soit fixée quelque part; si la constitution n'admet point de roi, le pouvoir suprême est entre les mains de magistrats. Si, par contre, un gouvernement, quoique limité, tient de la monarchie, ce qu'on retranche des prérogatives du souverain doit toujours cependant subsister, & passer ensuite à un sénat ou à une assemblée des grands de la nation, quel que soit le nom qu'on lui donne.

Ainsi, dans le royaume de Suède, qui, ayant été une monarchie limitée, peut fournir des exemples très-applicables au gouvernement de ce pays; dans ce royaume, dis-je, nous trouvons que

le droit de convoquer les états-généraux (ou le parlement) a été ôté à la couronne ; mais en même-temps on peut remarquer que les sénateurs suédois se l'étoient arrogé. Je veux parler ici du gouvernement de Suède, tel qu'il étoit avant la dernière révolution.

La prérogative dont jouissoient les rois de Suède, de conférer des charges & des emplois, avoit aussi été fort diminuée. Mais ce qui manquoit à l'autorité royale, le sénat en étoit en possession ; il avoit droit de nommer trois personnes pour chaque place vacante, & le roi en devoit choisir une.

Le roi de Suède n'avoit qu'un pouvoir limité quant au pardon des délits ; mais le sénat jouissoit de même de ce qui manquoit à cette prérogative ; & il nommoit deux personnes sans le consentement de qui le roi ne pouvoit exempter personne du châtiment qu'il avoit mérité.

Le roi d'Angleterre a un pouvoir exclusif quant aux affaires étrangères, la guerre, la paix, les traités, &c. ; quant à tout ce qui concerne le militaire, ayant à sa disposition les troupes de terre, la marine, &c. Le roi de Suède n'avoit aucune de ces grandes prérogatives ; mais elles n'en existoient pas moins : tout ce qui avoit rapport aux objets ci-dessus, se traitoit dans le

sénat, la majorité des voix en décidait; le roi devoit s'y conformer, & son seul privilège étoit d'avoir deux voix (1).

Si nous poussons plus loin nos recherches sur ce sujet, nous trouverons que le roi de Suède ne pouvoit pas élever qui il lui plaîtoit au grade de sénateur, comme le peut le roi d'Angleterre quant à la place de membre du conseil privé; mais les états de Suède, dans l'assemblée desquels

(1) Le sénat de Suède étoit ordinairement composé de seize membres. Pour les affaires de petite importance, il formoit deux corps, dans chacun desquels il falloit qu'il y eût sept membres pour valider les affaires qui s'y traitoient; quand il s'agissoit de quelque chose d'important, les deux corps se réunissoient & formoient le sénat entier: il falloit dix membres pour donner force aux délibérations. Quand le roi ne pouvoit ou ne vouloit pas y assister, le sénat passoit outre, & on s'en rapportoit également à la pluralité des voix.

Comme le sceau du roi étoit nécessaire pour mettre en exécution ce que le sénat avoit résolu, Adolphe Frédéric, père du roi régnant, essaya; par le refus de prêter le sien, d'acquérir l'autorité qu'il ne pouvoit se procurer par son suffrage, & d'arrêter ainsi les résolutions du sénat. En conséquence de cette prétention il s'éleva de grands débats, qui continuèrent pendant quelque temps; mais enfin, en 1756, le roi fut obligé de céder au sénat, qui fit faire un sceau qu'on appela, le *sceau du roi*, & qu'il apposoit à ses procédures, quand le roi refusoit de prêter le sien.

la noblesse jouissoit de très-grands avantages ; possédoient une partie du droit dont je parle , conjointement avec le roi ; & quand il vaquoit quelque place dans le sénat, il nommoit trois personnes , dont le roi devoit en choisir une.

Le roi d'Angleterre peut en tout temps priver ses ministres de leurs emplois respectifs. Le roi de Suède n'en pouvoit pas faire de même ; mais le sénat jouissoit par contre de ce droit , & il pouvoit ôter l'emploi & aux sénateurs & à toutes les personnes qui avoient part à l'administration.

Le roi d'Angleterre a le pouvoir de dissoudre ou tenir assemblé tant qu'il lui plaît son parlement. Le roi de Suède ne l'avoit pas ; mais les états pouvoient eux-mêmes prolonger le temps de leurs séances , comme ils le jugeoient à propos.

Les personnes qui pensent que les prérogatives d'un roi ne sauroient être trop limitées , & que le pouvoir perd toute son influence sur les dispositions & les vues de ceux qui en sont nantis , suivant le nom qu'on adopte pour exprimer les charges qui le confèrent , ces personnes-là , dis-je , peuvent être contentes , sans doute , de voir ces branches d'autorité qui avoient été ôtées à un roi , distribuées en différentes classes , & parta-

gées entre les représentans du peuple : mais ceux dont l'avis est que le pouvoir n'est jamais si bien limité & réglé , que quand il est réuni en un point unique & indivisible , qui tient la nation en respect ; qui savent que les noms ne changeant rien à la nature des choses , les représentans du peuple , aussitôt qu'ils sont revêtus d'une autorité illimitée , en deviennent *ipso facto* les maîtres , ces personnes , dis-je , ne penseront pas que ce fût un bien bon règlement dans l'ancienne constitution de Suède , d'avoir privé le roi des prérogatives autrefois attachées à la couronne , pour en revêtir ou le sénat ou les députés du peuple , & d'avoir ainsi confié une partie des fonctions de l'autorité publique , à ces mêmes personnes dont le véritable emploi devoit être seulement d'y veiller & de la contenir dans de justes bornes.

C'est à l'indivisibilité du pouvoir suprême , en Angleterre , qu'on doit attribuer le zèle pour l'intérêt commun , qu'on remarque dans tous les ordres ; & de-là naît , comme une conséquence naturelle , la liberté dont jouissent tous les sujets de quelque condition qu'ils soient. C'est l'observation qu'on a faite dans tout le cours de cet ouvrage. La moindre réflexion sur le cœur humain suffit pour nous convaincre qu'elle est

véritable, & prouve en même temps le danger qu'il y auroit à faire des changemens dans la présente constitution, par où ce zèle pour le bien commun pourroit dégénérer; à moins que nous ne foyons en même temps portés à croire que la nature, d'une main partielle, fasse les hommes de cette isle d'une toute autre trempe que de celle de l'amour-propre & de l'ambition, dont elle les a toujours formés dans les autres pays (1).

(1) Il peut se faire des réglemens, qui, par leurs conséquences, fassent perdre l'équilibre dans un état, même quoique ceux qui les proposent n'en pénétrant pas le but. Lorsque dans le dernier siècle on passa le bill qui portoit que la couronne devoit abandonner la prérogative de dissoudre le parlement alors assemblé, le peuple en général ne pensa pas du tout aux fâcheuses conséquences qui devoient s'en suivre : bien-loin de là. Le roi lui-même ne ressentit pas de grandes appréhensions à ce sujet; autrement il n'auroit pas donné son consentement : & les communes, à ce qu'il paroît, n'avoient que des idées bien foibles du grand changement que ce bill devoit bientôt apporter dans la situation de leurs affaires politiques.

Quand la couronne de Suède fut, pour la première fois, dépouillée de toutes les différentes prérogatives dont nous avons parlé, il ne paroît pas que cela se soit effectué promptement & ouvertement; mais il est très-probable que le tout avoit été préparé de longue-main par des réglemens indirects faits à propos, & dont à peine quelqu'un pouvoit prévoir le but, lors de leur formation.

Mais l'expérience du passé ne nous permet pas du tout d'adopter une idée si agréable. En parcourant l'histoire de ce pays, nous y verrons que les soins qu'ont pris les législateurs pour le bien

Lorsqu'il s'agissoit d'un bill dont on a parlé plus haut, par lequel la chambre des pairs devoit être fixée, pour l'avenir, à un certain nombre de membres, qu'on ne devoit pas passer, il y eut à peine quelqu'un qui fit attention aux grandes conséquences qui devoient résulter de ce bill pour la constitution. Le roi même n'y vit certainement aucun mal, puisqu'il envoya publiquement un message pour en accélérer la passation : démarche que je ne saurois dire jusqu'à quel point elle étoit irrégulière & blâmable. Le bill fut, à ce qu'il paroît, généralement approuvé du public. Le sort en fut long-temps douteux dans la chambre des communes ; & elles n'acquirent pas non plus une grande gloire dans l'esprit du gros de la nation, en la rejetant à la fin : & le juge Blackstone, comme je le trouve dans ses commentaires, ne paroît pas avoir beaucoup réfléchi sur ce bill & sa réjection, vu qu'il se contente d'observer que les communes „ souhaitoient de tenir la porte de la chambre „ haute aussi ouverte que possible „. Cependant il ne se mit jamais sur le tapis, dans le parlement, un bill qui fût d'une plus grande importance pour la constitution, puisque sa passation auroit libéré la chambre haute, tant dans son pouvoir judiciaire que dans celui de faire des loix, de toute restrainte quelconque quant au gouvernement, soit de la part du roi, soit de celle de la nation. Il n'est même pas douteux qu'elle n'eût acquis avec le temps le droit d'élire ses propres membres : quoiqu'il seroit inutile de marquer ici par quelle suite d'événemens intermédiaires cela auroit

être des sujets, ont toujours été proportionnés aux circonstances où ils se sont trouvés. Lorsque par la minorité ou l'humeur facile du prince régnant, ou d'autres circonstances, on commença d'écarter la crainte d'une autorité supérieure, on abandonna aussitôt plus ou moins la cause publique, & la recherche de la prépondérance & des postes lucratifs tint lieu de patriotisme. Lorsque sous le règne de Charles I, l'autorité de la couronne fut totalement éclipsée pendant un certain temps, ces mêmes hommes qui, jusqu'alors n'avoient parlé que de grande chartre & de liberté, tâchèrent aussitôt de les fouler toutes les deux au pied, en face du public.

Dès ce temps-là, l'ancienne constitution du gouvernement ayant été rétablie, on a défendu avec beaucoup de chaleur & d'intérêt les grandes barrières de la liberté; mais s'il s'est fait quelques loix partiales ou faux réglemens, surtout

pu s'effectuer. S'il y avoit effectivement un tel projet chez les premiers inventeurs de ce bill, c'est ce qui ne paroît pas; mais un certain nombre de membres de cette chambre y auroient pensé assez tôt, si le bill en question avoit eu force de loi; & ils auroient certainement réussi pourvu qu'ils eussent eu la patience d'attendre. Il s'en seroit ensuivi d'autres changemens également importans dans la substance, & peut-être dans la forme extérieure du gouvernement.

depuis la révolution de 1689 ; si on a laissé subsister quelques abus nuisibles à de certaines classes d'individus (faits de la vérité desquels je ne me propose pas ici de me rendre garant), on trouvera certainement, qu'au fond, ces loix & ces abus étoient tels, que les membres de la législature favoient bien que, suivant toute apparence, ni eux ni les leurs n'en souffriroient pas.

Si, par quelque nouveau règlement qui tendit à restreindre l'autorité royale, ou par quelque prompt révolution dans les affaires politiques, quelque corps particulier ou classe d'individus venoit jamais à acquérir une certaine indépendance & même à avoir part à l'administration, on verroit aussitôt le zèle pour le bien public & le patriotisme, tant des législateurs que des grands, cesser avec sa cause, & l'aristocratie, comme si elle n'attendoit que l'occasion, éclater tout-à-coup & se répandre dans le royaume.

Ceux qui sont présentement les ministres, étant alors les compétiteurs de la couronne, se mettroient à l'instant au-dessus des loix, & bientôt après assureroient le même privilège à leurs partisans.

Comme dans cette même époque on n'aspire-roit qu'à se rendre indépendans & à commander aux autres, l'acte d'*Habeas Corpus*, & en

général toutes les loix précieuses aux fujets de tout ordre, & qu'ils envisagent comme leur boulevard, tomberoient dans le mépris, & on n'en parleroit que comme d'un recours qui ne convient qu'à des campagnards ou à de simples bourgeois : on les mettroit même bientôt de côté, comme portant ombrage aux prudentes & salutaires innovations du sénat.

Prétendre que les fujets de tout ordre ont un droit égal de propriété ; & soutenir que tout homme est libre, feroit une assertion qu'on y regarderoit comme erronée, & que le juge même sur son tribunal tourneroit en ridicule, & la liberté de la presse maintenant soutenue avec tant de zèle par toutes les classes d'individus, feroit tout-à-coup décriée & même supprimée, comme ne servant qu'à nourrir l'insolence & l'orgueil d'une nation rebelle.

Et qu'on ne croie pas qu'il fût facile au peuple abusé, dont nous voyons les repréſentans ſe défendre avec tant de chaleur contre le pouvoir *indivifible* de la couronne, de trouver au milieu de cette dévaſtation de tout ce qu'il a de plus cher, des hommes également diſpoſés à mettre un frein à l'autorité uſurpatrice d'un corps de nobles, pendant qu'ils verroient jour à ſ'y frayer auſſi une route.

Ce ne feroit plus le temps où le peuple , quels que fussent les hommes qu'il avoit choisi , étoit sûr de les trouver toujours prêts à se réunir avec zèle pour le maintien de chaque branche considérable de la liberté publique.

Comme de la confiance du public, il résulteroit alors des vues qui tendroient à s'attirer quelque branche de pouvoir au préjudice de ses semblables, sans avoir égard aux loix, il arriveroit que par-tout où le peuple chercheroit des ministres, il ne trouveroit que des traîtres. Corrompant, pour ainsi dire, tout ce qu'ils viendroient à toucher, ils n'accorderoient de faveur à quelqu'individu que pour étouffer son zèle pour le bien public, & pour répéter ce que j'ai dit dans un chapitre précédent, « en élevant un » homme ils lui inspireroient aussitôt des vues » directement contraires aux leurs, & l'enverroient augmenter le nombre de leurs ennemis ».

Toutes ces considérations font voir avec une forte d'énergie combien il est nécessaire d'user du plus grand ménagement dans la tâche difficile de mettre de nouvelles bornes à l'administration. Que la partie la moins éclairée du peuple, dont le zèle doit être maintenu par des objets visibles, regarde donc, si elle veut, la couronne comme le siège des maux auxquels

elle est exposée; de faux préjugés de telles gens sont moins à craindre que l'indifférence quant aux affaires politiques, & ils se laisseront plus aisément conduire que réveiller; mais en même temps que ceux qui sont les plus éclairés dans la nation, se ressouviennent continuellement que la constitution ne subsiste que par le moyen d'un parfait équilibre, par la chaîne qui lie le pouvoir avec la liberté.

Rendu sage par l'exemple de plusieurs autres nations, & par ceux que fournit l'histoire même de ce pays, que le peuple dans la chaleur de ses débats, pour la défense de la liberté, prenne toujours garde de n'atteindre que le but & jamais de le passer, de se contenter de mettre des bornes à l'administration, sans jamais la diviser en tant de différentes branches.

Au milieu des allarmes que peut, en de certains temps, causer l'autorité vraiment importante de la couronne, qu'on se ressouvienne d'un côté, que le pouvoir même des Tudors trouva des bornes & fut enfin annullé, & de l'autre qu'on regarde comme une maxime fondamentale, que toutes les fois que la perspective du pouvoir personnel & de l'indépendance, quant à l'autorité dans le gouvernement, s'offrira aux yeux des membres de la législature, ou de ceux en

général en qui le peuple doit avoir sa confiance, il n'y aura plus rien à espérer. Le Hollandois, au milieu d'une tempête, quoique se reposant sur sa force éprouvée des remparts qui le garantissent, frémit encore, sans doute, à la vue du terrible élément qui l'environne ; mais tous ceux de sa nation se crurent perdus quand les vers se mirent à leurs pilotis (1).

(1) On peut, sans y prendre garde, adopter de nouvelles formes qui se trouvent nuisibles à la vraie constitution d'un gouvernement ; tout comme on peut mêler dans une religion de faux préjugés & des cérémonies telles que je les décris dans mon ouvrage intitulé : *Mémoire sur la superstition des hommes* ; & par-là en pervertir le vrai but.

CHAPITRE XXI.

Quelques observations sur le droit de taxe que possèdent les représentans du peuple. — A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.

LA plupart des gens, ou du moins les politiques, semblent ne considérer le droit de taxe, dont jouit la nation anglaise, que comme un moyen d'assurer la propriété de chaque individu contre les tentatives de la couronne; pendant qu'ils ne font pas attention à ce qu'il y a de plus noble dans ce privilège, & ne découvrent pas jusqu'où s'étend son influence.

Le droit que possède le peuple en Angleterre, d'accorder des subsides à la couronne, est la sauvegarde de toutes ses autres prérogatives, tant pour le culte que pour le civil: c'est un moyen régulier que lui donne la constitution, d'influer sur les démarches du pouvoir exécutif; & c'est ce qui forme le lien qui lui unit ce dernier. En un mot, ce privilège lui est un sûr garant que son souverain, qui peut congédier ses représentans à volonté, ne pensera jamais à gouverner sans leur secours.

Si, par des événemens imprévus, la couronne pouvoit ne plus dépendre du peuple pour les subfides, telle est l'étendue de sa prérogative, que dès ce moment, toutes les ressources qu'a la nation pour maintenir sa liberté, seroient anéanties; il ne lui en resteroit aucune, excepté celle de recourir à la violence, moyen bien fâcheux & bien incertain; qui, après tout, n'est que le droit dont les peuples les plus esclaves jouissent.

Supposons, par exemple, qu'il se commît des abus dans l'administration, qui, par un prompt changement ou des méthodes toutes nouvelles, vinssent à fapper les fondemens de la liberté des sujets. Le peuple, dira-t-on, auroit alors recours au pouvoir législatif que possèdent ses représcntans. Ceux-ci, à la première occasion, feroient usage de leurs droits, & formeroient des bills qui tendroient à empêcher de pareils abus à l'avenir. Mais il faut observer ici, que l'assentiment du souverain est nécessaire pour donner force de loi à ces bills; & si, comme nous venons de le supposer, il n'avoit pas besoin du secours des communes, comment obtiendroient-elles son assentiment pour des loix créées exprès pour diminuer son autorité?

Supposons encore que, au lieu de se conten-

ter de marcher à pas lents au despotisme, celui qui jouit du pouvoir exécutif ou ses ministres, voulussent tout-à-coup envahir la liberté des sujets : que sous ceux qui sont utiles au public, les imprimeurs, par exemple, vinssent à être détruits par l'épée, ou pour faire les choses avec plus d'apparence de justice, qu'on leur fit leur procès devant les tribunaux. Alors, dira-t-on, les représentans du peuple rechercheroient ceux qui seroient les auteurs de tels procédés. Quoiqu'ils ne pussent pas se permettre d'attaquer le roi, qui personnellement est hors de l'atteinte de tout tribunal, ils se feroient, du moins, de ceux qui ont été les instrumens immédiats de ses procédés tyranniques, & tâcheroient, en leur infligeant la punition qu'ils mériteroient, de détourner à l'avenir tous juges ou ministres qui voudroient les imiter. J'accorde tout cela ; & j'ajouterai même, que dans les circonstances où se trouvent maintenant les représentans du peuple, & ayant affaire à un souverain qui ne peut jouir d'aucune prérogative sans leur secours, il est très-apparent qu'ils réussiroient dans des démarches aussi louables. Mais si, au contraire, le roi, comme nous venons de le supposer, n'avoit aucun besoin de leur assistance, & savoit de plus qu'il ne seroit jamais dans ce cas, il n'est

n'est pas naturel de croire qu'il voulût rester tranquille spectateur de leurs procédés. Ces accusations qu'ils intenteroient ainsi seroient aussitôt le signal de leur congé; & le roi se hâteroit, en les renvoyant chacun chez eux, & de se venger de ce qu'on appelleroit l'insolence des communes, & de rassurer ses ministres.

Mais ce sont là encore de vaines suppositions : le mal iroit bien plus loin, & nous pouvons être assurés, que si jamais la couronne étoit en état de gouverner sans le secours des représentans du peuple, elle les congédieroit pour toujours, & se débarrasseroit ainsi d'une assemblée qui, pendant qu'elle continueroit d'être un obstacle à son pouvoir, ne lui seroit plus d'aucune utilité. C'est ce que Charles I essaya de faire quand il vit que ses parlemens commençoient à se mutiner; & ce que les rois de France ont fait réellement quant aux états généraux de leur royaume.

Et en effet, si l'on considère jusqu'où s'étend la prérogative de roi d'Angleterre, & surtout si l'on remarque qu'il réunit complètement en sa personne tout le pouvoir exécutif & actif de l'état, on trouvera qu'on peut dire sans exagération qu'il a assez d'autorité pour se rendre aussi despote que les rois de France, si ce n'étoit le

droit de taxe qui , en Angleterre , appartient au peuple ; & la seule différence qui se trouve entre la constitution de la France & celle de l'Angleterre , c'est que , dans la première , le souverain ne peut ni recevoir de bienfait de son peuple , ni en être gêné dans ses mesures , pendant que , dans la dernière , quelque'étendue que soit la prérogative du roi , on peut lui refuser les moyens de l'exercer.

Mais il faut faire ici une observation très-importante ; & je prie le lecteur de s'y arrêter un moment. Ce droit d'accorder des subsides à la couronne ne peut avoir lieu que dans un seul congrès. Quand il est au pouvoir de plusieurs assemblées de fournir séparément aux besoins du prince , cela change entièrement la face des choses. La concurrence qui a si aisément lieu entre deux corps différens , & même la simple persuasion qu'a chacun d'eux de sa propre incapacité à empêcher les mesures du souverain , fait qu'il leur est impossible de faire aucun usage du privilège que leur donne la constitution. « Ces » différens parlemens ou états » (pour répéter l'observation que j'ai faite dans la première partie de cet ouvrage) « n'ayant d'autre moyen » de se rendre recommandables à leur souverain , que de souscrire , le plus promptement

» que possible à ses demandes, se hâtent d'ac-
 » corder à l'envi les uns des autres, ce que non-
 » seulement il seroit inutile, mais même dange-
 » reux de refuser. Et le roi, dans ces entrefaites,
 » vient bientôt à demander comme un tribut,
 » un don gratuit qu'il est sûr d'obtenir. » En
 un mot on peut établir comme une maxime,
 que quand un souverain doit dépendre, quant
 à ses subfides, de plus d'une assemblée, c'est
 tout comme s'il ne dépendoit d'aucune. Et en
 effet le roi de France n'est indépendant de son
 peuple, quant à sa dépense nécessaire, que parce
 qu'il la doit aux suffrages des diverses assem-
 blées de ses sujets représentans: ces derniers ont
 en apparence le droit de refuser toutes ses deman-
 des; & de même que les Anglais appellent ce
 qu'ils accordent à leurs rois, aides ou subfides,
 les états des provinces de France les nomment
 dons-gratuits.

Quelle est donc la différence qui se trouve
 entre la situation politique des nations française
 & anglaise, puisque leurs droits paroissent être
 les mêmes, quant à l'extérieur? La voici: c'est
 qu'il n'y a jamais eu en Angleterre plus d'une
 assemblée qui pût suppléer aux besoins du monar-
 que. C'est ce qui l'a toujours tenu dans un état
 de dépendance non apparent, mais réel, quant

aux subsides que lui accordent les représentans du peuple; & à quelque degré que soit la liberté des sujets, ils ont toujours trouvé par-là un moyen très-efficace de la recouvrer toutes les fois qu'ils ont cru qu'il leur importoit de le faire. Sous Henri VIII, par exemple, nous voyons que le despotisme de la couronne fut poussé à un point étonnant: il fut même statué que les ordonnances du souverain auroient force de loi; ce qui même en France ne fut jamais déclaré si expressément; cependant la nation n'eut pas plutôt quitté cet état de nonchalance qui l'avoit engourdie pendant si long-temps, que le pouvoir excessif de la couronne fut forcé de rentrer dans ses limites.

Ce n'est qu'au désavantage de leur situation; qu'il faut attribuer l'abaissement dans lequel les députés du peuple dans l'assemblée qu'on appelle les états généraux en France, ont toujours été forcés de rester.

Environnés comme ils l'étoient par les diverses provinces qui partageoient autrefois ce royaume, ils ne furent jamais en état de traiter avec leur souverain; & au lieu de faire servir leur droit d'accorder des subsides à la couronne, à leur procurer à la fin une part dans la législation, ils ont toujours été bornés au chétif

privilège « d'humbles suppliques & de remon-
» trances ».

Cependant ces états, ayant pour membres tous les grands seigneurs de la France, commencèrent enfin à donner de l'ombrage ; & comme dans ce temps-là le roi pouvoit se passer de leur secours, on les abolit. Mais on a conservé jusqu'à ce jour plusieurs assemblées particulières de provinces ; on en a rétabli quelques-unes, qui par de certaines raisons n'avoient été suspendues que pour un temps. Et la couronne a trouvé ces assemblées populaires si flexibles à ses volontés, quand elle a affaire à plusieurs, que cette espèce de gouvernement, dont je parle, a paru le mieux convenir à la Corse ; ainsi cette Isle est devenue un *Pays d'états* (1).

(1) On peut se former une idée de la manière dont les états de Bretagne accorderoient leur quote-part de subides à la couronne, sous le règne de Louis XIV, de quelques traits plaisans qui se trouvent dans les lettres de Mde. de Sévigné, dont la terre étoit dans cette province, & qui avoit souvent assisté à la tenue de ces états. Il ne paroît pas qu'on regardât cette transaction comme une affaire sérieuse. Tout le temps de la séance de cette assemblée étoit une suite continuelle de fêtes & d'amusemens : l'examen des demandes de la couronne se faisoit le plus souvent à la table du gentilhomme qui avoit été député de la cour pour tenir les états ; & tout se décidoit ordinairement par une espèce

Que la couronne en Angleterre vienne, tout-à-coup, à se rendre indépendante des communes pour ses subsides, c'est-à-dire, à s'arroger avec succès le droit de mettre de sa propre autorité des impôts sur les sujets, c'est-là sûrement ce qu'il n'y a pas fort apparence qui arrive, ni qui doive aujourd'hui faire naître quelque espèce de crainte quant aux affaires politiques. Mais il n'est pas également improbable que le droit des représentans du peuple ne vienne à périlcliter, s'il venoit à se diviser de la manière dont on vient de le décrire.

d'acclamation. Dans une de ces assemblées d'état, le duc de *Chaulnes*, seigneur député, après avoir obtenu la demande de la cour, reçut un présent de 50000 écus pour lui, outre un autre fort considérable pour la duchesse son épouse; & la Dame que je cite ici, faisant une espèce d'apologie assez plaisante sur ces dons-gratuits, dit: *Ce n'est pas que nous soyons riches; mais nous sommes bonnettes, nous avons du courage, & entre midi & une heure, nous ne savons rien refuser à nos amis.*

On peut observer, que les diverses provinces de France sont obligées de payer diverses taxes, outre celles que leur imposent leurs propres états. Le doyen *Tucker*, dans un des *Traités*, où il a jugé à propos de citer cet ouvrage, a ajouté à l'exemple ci-dessus des provinces de France, celui des assemblées des Pays-Bas Autrichiens, qui est très-concluuant. Et on pourroit, dans le même but, alléguer ceux de tous les royaumes de l'Europe, où se tiennent des états provinciaux.

C'est ce qui pourroit se faire de différentes manières. Par exemple, des calamités qui affligeroient la nation, des guerres malheureuses dans l'étranger qui feroient perdre le crédit du public, pourroient suggérer des méthodes pour lever les subsides nécessaires, différentes de celles qu'on a employées jusqu'ici. Diviser le royaume en un certain nombre de départemens qui, chacun pour sa quote part, voteroient pour l'octroi des subsides qu'il faut à la couronne, ou même obliger les divers comtés qui composent maintenant l'Angleterre à se cotiser séparément, ce feroient-là des expédiens qu'on regarderoit comme convenables; & qui, une fois adoptés, pourroient être continués ensuite.

Une autre division de ce droit du peuple, & qui auroit plus vraisemblablement lieu que celles qu'on vient de nommer, pourroit provenir de l'acquisition de domaines dans l'étranger, dont les habitans viendroient à demander & ensuite à obtenir le droit de traiter directement avec la couronne, & de lui accorder des subsides, sans s'assujettir aux loix de la Grande-Bretagne.

Si quelques colonies venoient à acquérir le droit dont je parle; si celles d'Amérique, par exemple, l'avoient acquis, comme elles le prétendoient, il n'est pas douteux que les confé-

quences qui ont résulté d'une division semblable dans la plupart des royaumes de l'Europe, n'eussent aussi eu lieu dans les possessions britanniques; & que l'esprit de concurrence, dont on a parlé plus haut, ne se fût avec le temps manifesté entre les différentes colonies. Ce desir de se concilier la faveur de la couronne, par le moyen du privilège de lui accorder des subsides, a été même avoué ouvertement par un député des provinces américaines (1), lors qu'étant examiné par la chambre des communes, en 1766, il dit *qu'accorder des subsides à la couronne étoit la seule vue qu'eussent les Américains de se rendre recommandables au chef de l'état*. Et ce qui s'est passé depuis quelques années en Amérique, prouve que les colonies n'avoient rien négligé pour obtenir des conditions favorables aux dépens de l'Angleterre & de ses loix.

Ensuite de certains événemens qui sont arrivés depuis peu, il est aussi suffisamment clair, qu'un tel esprit de concurrence pourroit de même se propager en Irlande. Et les colonies américaines eussent-elles obtenu leurs demandes, & l'Irlande & l'Amérique eussent-elles accru leurs richesses à un certain degré, le temps auroit pu

(1) Le docteur Franklin.

venir où la couronne auroit gouverné l'Angleterre avec les subfides d'Irlande & d'Amérique ; — l'Irlande avec ceux d'Angleterre & des colonies ; — & celles-ci avec l'argent, les unes des autres, & de l'Angleterre & de l'Irlande.

A tout ceci on pourroit objecter, que les subfides qu'accordent les colonies, quoique joints à ceux d'Irlande, n'auroient jamais pu monter assez haut pour contrebalancer le crédit des communes en Angleterre. Je répons d'abord, qu'il n'auroit pas été nécessaire que les subfides qu'auroient accordé l'Irlande & l'Amérique eussent égalé ceux qu'accorde le parlement d'Angleterre: il auroit suffi, pour produire l'effet dont nous parlons, qu'ils eussent été en certaine proportion avec ces derniers, assez considérables pour donner à la couronne un certain degré d'indépendance, & en même temps inspirer aux communes un sentiment réciproque d'infériorité, sur leur privilège indubitable d'accorder, ou plutôt de *refuser* des subfides au roi. Il faut se ressouvenir ici que ce privilège dont je viens de parler, est le plus grand & le plus important que possède le parlement britannique; suivant la constitution il n'en a point d'autre, comme on l'a observé au commencement de ce chapitre: cette assertion devoit être mise en balance avec le

pouvoir exécutif & sans exclusion que possède la couronne, avec la prérogative de rejeter les bills que fait le parlement, & même de le dissoudre (1).

(1) Etant avec le docteur Franklin, chez lui, dans Cravenstreet, quelques mois avant qu'il retournât en Amérique, je lui fis part de quelques-unes des remarques contenues dans ce chapitre, & lui fis observer en général que les prétentions des colonies américaines répugnoient directement aux principes fondamentaux de la constitution de l'Angleterre. Cette observation, je m'en rappelle, le frappa beaucoup : cela le porta ensuite à me parler de l'examen qu'il avoit subi dans la chambre des communes ; & il conclut par me prêter le volume du recueil des *Débats parlementaires*, dans lequel il en est parlé. Trouvant que le but des prétentions des Américains, quant à la constitution, étoit un sujet qu'on ne comprenoit pas généralement, j'ajoutai quelques paragraphes là-dessus, dans l'édition anglaise que je donnai, quelque temps après, de cet ouvrage ; & étant maintenant sur le point de donner cette quatrième édition, j'ai pensé qu'il ne seroit pas hors de propos d'écrire quelque chose de plus précis sur ce sujet, & j'ai en conséquence ajouté le présent chapitre, dans lequel j'ai transporté le petit nombre de paragraphes dont je parle, laissant à la place où ils étoient, seulement les observations générales sur le droit d'accorder des subsides, & telles qu'elles existoient ci-devant dans l'édition française. Plusieurs idées & même diverses expressions contenues dans ce chapitre parurent dans des papiers publics (*the public advertiser*) à-peu-près vers le temps que je préparois la première édition : je les envoyai moi-même où s'imprime ce papier, sous le nom

Je rapporterai en second lieu un fait remarquable quant au sujet que je traite, (qui peut servir à montrer que les politiques ne sont pas toujours d'accord avec eux-mêmes & n'ont pas une sagacité soutenue dans leurs argumens) c'est que les mêmes personnes qui insistoient le plus fortement pour qu'on accordât les demandes des colonies américaines, étoient en même temps les plus empressées à prédire la richesse & la grandeur futures de l'Amérique, & avoient accoutumé de se plaindre souvent que la couronne se prévaloit des chétifs subside que lui accorde le royaume d'Irlande (1).

Si les colonies américaines eussent obtenu en entier leurs demandes, l'ordre du présent gouvernement d'Angleterre, & la situation du peuple en auroient été certainement altérés, & ce changement n'auroit paru insensible qu'autant que les colonies seroient restées pauvres relativement à la nation en général (2).

d'*Advena*. Je fais mention de ceci pour les personnes qui pourroient avoir vu par hasard l'essai dont je parle.

(1) Par exemple, les plaintes qu'on faisoit à l'occasion des pensions qui s'accordoient pour l'établissement d'Irlande.

(2) Quand j'observe que ceux qui souhaitoient voir conserver la forme & l'esprit de la constitution de l'Angleterre, n'auroient pas dû souhaiter que les colonies américaines

eussent obtenu leurs demandes, je ne veux pas dire non plus qu'elles eussent dû abandonner leurs prétentions. La sagesse des ministres, quant aux affaires d'Amérique, auroit dû s'être constamment occupée à rendre les colonies utiles à l'Angleterre, & en même temps à leur cacher leur assujettissement, (précaution qui est, après tout, plus ou moins en usage dans tout gouvernement) ; elle auroit dû faire ses efforts pour empêcher que les intérêts opposés de l'Angleterre & de l'Amérique n'eussent venus à une décision, & ne se fussent brouillés au point de rendre la défiance d'un côté, & de l'autre la triste ressource d'employer la force, presque inévitables. On s'imagine en général que les ministres employent beaucoup de réflexion & de prévoyance dans leurs procédés ; pendant qu'au fond, ces tuteurs de l'état, dans tout pays, ne pensent qu'à pourvoir au présent, & aux cas d'absolue nécessité ; en quoi ils suivent constamment la route qui leur est frayée. Cette méthode peut très-bien servir pour le cours ordinaire des choses, & est même la plus sûre ; mais lorsqu'il arrive des cas & des circonstances d'un genre nouveau, il en résulte de grossières bévues. Un jour que le fils du fameux comte Oxenstiern, chancelier de Suède, témoignait à son père combien il se défioit de ses propres talens, & la crainte où il étoit de se charger un jour des affaires, ce dernier lui fit cette réponse en latin : *Nescis mi fili, quàm parvâ cum sapientiâ regitur mundus.* (Tu ignores, mon fils, avec quel peu de sagesse le monde se gouverne.

Les choses en étant venues à une éruption, on ne pouvoit plus s'attendre qu'elles pussent s'arranger par les offres palliatives qu'on a envoyé faire d'ici en Amérique. Quand le comte de Carlisle fut sollicité pour se mettre à la tête de la noble commission qui fit voile dans ce but-là, il ne montra certainement pas autant de modestie que le fils du chan-

selier Oxenstiern. On a dit que, dans ce période de la querelle, les Américains ne purent s'imaginer que les propositions qu'on leur faisoit faire ainsi fussent sérieuses : quoiqu'il en soit, ce ne peut pas avoir été là la principale cause du mauvais succès de la commission. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'après qu'on eût fait ouvrir les yeux aux Américains sur l'état de leurs affaires politiques, & qu'on leur eût fait sentir les avantages de la situation de leur pays, il étoit presque devenu impossible de conclure avec eux aucun traité dont l'une ou l'autre nation eût eu raison de se féliciter dans la suite, ou même d'en conclure du tout. Il seroit inutile de rien dire de plus sur ce sujet.

Dans les réglemens que le ministère avoit préparés pour rendre les colonies utiles à la mère-patrie, il auroit dû prendre la devise d'un gentilhomme anglais : *Faire sans dire.*

CHAPITRE XXII.

Conclusion. Quelques remarques sur la nature des divisions qui ont eu lieu en Angleterre.

JE finirai cet ouvrage par un petit nombre d'observations sur l'absence totale de toute violence dans le cours & à la fin des débats & des contentions en Angleterre ; tant pour faire voir de plus en plus sur quels principes sains le gouvernement anglais est fondé, que pour réfuter en général l'opinion des écrivains & des politiques étrangers, qui, induits en erreur par la chaleur apparente que l'on met quelquefois dans ces débats, & par les rumeurs qu'ils occasionnent, regardent l'Angleterre comme un théâtre perpétuel de brouilleries & de divisions civiles.

De fait, si nous considérons, en premier lieu, la conduite constante que tient le parlement, nous verrons que, quelque différence qu'il y ait quelquefois dans les plans que poursuivent les divers ordres qui le composent, & quel que soit l'usage qu'ils puissent, en conséquence, faire de leurs privilèges, ils ne s'écartent jamais,

l'un à l'égard de l'autre , des termes non - seulement de la décence , mais même de cette bonne intelligence générale qui doit prévaloir entr'eux.

Ainsi le roi , tout en observant le style de sa dignité , ne s'adresse jamais autrement à l'une & à l'autre chambre , que dans des termes d'égard & d'affection ; & si jamais il lui plaît de refuser son consentement à leurs bills , il se contente de dire qu'il les considérera : expression assurément plus douce que le mot *Veto*.

Les deux chambres , de leur côté , quoique très-jalouses , chacune dans son enceinte , de la liberté de la parole , ont néanmoins grand soin que cette liberté n'éclate jamais en expressions peu mesurées quant à la personne du roi. Elles se sont même fait une règle constante , de ne jamais faire mention de lui quand il s'agit de blâmer l'administration ; & les choses qui tombent sous leur censure , fût-ce dans les discours prononcés par le roi en personne , (qui sont manifestement des actes du roi) ne sont jamais envisagées que comme des fautes de ses ministres , ou , en général , de ceux qui l'ont conseillé.

Les deux chambres sont également attentives à éviter tout acte contraire au respect qu'elles se doivent mutuellement l'une à l'autre. Les dif-

férends entr'elles sont rares ; & occasionnés par de pures méprises. Pour prévenir même tout sujet d'altercation ; la coutume est que , lorsque l'une des deux chambres refuse de consentir à un bill présenté par l'autre , elle ne déclare pas formellement son refus , & la chambre , dont le bill est rejeté , n'en connoît la destinée , que parce qu'elle n'en entend plus parler , & par ce que les membres peuvent en apprendre , comme particuliers , par manière de conversation.

Dans chaque chambre les membres ont soin , dans la chaleur même d'un débat , de ne jamais passer certaines bornes quant à la manière de parler les uns des autres ; & s'ils s'oublioient à cet égard , ils s'attireroient certainement la censure de la chambre. Et de même que la raison a enseigné aux hommes de s'abstenir réciproquement , dans leurs guerres , de toute injure inutile à l'objet de leurs contentions ; ainsi aussi une espèce de droit des gens (si je puis m'exprimer ainsi) s'est introduit entre les personnages qui forment le parlement , & qui s'intéressent dans les débats : le secret s'est dévoilé à eux , de pouvoir être de partis opposés , sans pour cela se haïr ni se persécuter les uns les autres. Tout en sortant des débats les plus chauds , ils se voient sans répugnance dans le commerce ordinaire

naire de la vie ; & suspendant tout acte d'hostilité , chaque place , hors du parlement , est pour eux terre neutre.

Quant à la générosité du peuple , comme il n'est jamais appelé à donner une décision finale sur les mesures publiques , ni à concourir expressément pour les soutenir , il est encore plus dégagé de l'esprit de parti que ne le sont quelquefois les représentans. Considérant , comme nous l'avons observé , les affaires du gouvernement comme pures matières de spéculation , il n'y a jamais dans son sein des contestations véhémentes. Encore moins le voit-on prendre une part active & violente aux différends des factions particulières , ou aux querelles des individus privés. Ces haines de famille , ces animosités de parti , ces victoires , & par conséquent ces outrages réciproques de factions qui l'emportent alternativement l'une sur l'autre , en un mot , tous les inconvéniens de cette nature , qui , dans tant d'autres états ont constamment accompagné la liberté , & auxquels les auteurs nous disent qu'il faut nous soumettre comme au prix de la liberté , sont totalement inconnus en Angleterre.

Mais , dira-t-on , ne voit-on pas les Anglais se plaindre perpétuellement de l'administration ? N'écrivent-ils , ne parlent-ils pas comme des gens

continuellement exposés à souffrir toutes sortes de torts ?

Je réponds que, sans doute, dans une société d'êtres sujets à erreur, il s'élèvera toujours, d'un côté ou d'autre, des sujets de mécontentement ; & dans une société libre ils éclateront en plaintes manifestes. D'ailleurs, comme il est permis en Angleterre à tout homme de donner son opinion sur toutes sortes de sujets, & que le grand devoir des représentans du peuple est de veiller sur l'administration & de relever ses abus, on doit nécessairement entendre former des plaintes dans un tel gouvernement, & cela plus fréquemment, & sur un plus grand nombre de sujets, que dans tout autre.

Mais souvenons-nous bien, que ces plaintes ne sont point en Angleterre les cris de l'opprimé forcé enfin de rompre le silence : elles ne supposent pas des cœurs profondément blessés. Je vais plus loin, & je dis qu'elles ne supposent pas même des sentimens bien déterminés : elles ne sont souvent que le premier effort que les hommes donnent à leurs conceptions nouvelles & non digérées encore.

L'agitation des esprits n'est donc point en Angleterre ce qu'elle seroit dans les autres états ; elle n'y est point le symptôme d'un méconten-

tement enraciné & général; elle n'y est point l'avant-coureur de commotions violentes. Prévüe, réglée, espérée même par la constitution, elle anime toutes les parties de l'état, & ne doit être envisagée que comme la vicissitude bien-faisante des saisons. Le pouvoir qui gouverne, étant dépendant de la nation, mais possédant en même temps l'affection générale du peuple, est souvent traversé, mais jamais en danger. Semblable à un arbre vigoureux, qui étend ses branches autour de lui, le moindre souffle le met en mouvement; mais il acquiert & déploie à chaque instant un nouveau degré de force, & résiste aux vents, tant par la force & l'élasticité de ses fibres, que par la profondeur de ses racines.

En un mot, quelques révolutions qui puissent, de temps à autres, arriver parmi les personnages qui conduisent les affaires publiques en Angleterre, elles n'occasionnent jamais la moindre cessation du pouvoir des loix, ni la plus petite diminution à la sûreté des individus. Un homme qui auroit encouru l'inimitié des plus puissans de l'état — que dis-je! — celui qui se feroit attiré, comme un autre *Vatinius*, la détestation unanime de tous les partis, pourroit, sous la protection des loix, & en se contenant dans les bornes

- qu'elles prescrivent , continuer de défier les ennemis & toute la nation.

Les limites que nous nous sommes prescrites dans ce livre , ne nous permettent pas d'entrer plus avant dans les particularités sur le sujet que nous traitons ici ; mais si nous avions à examiner l'influence qu'a le gouvernement anglais sur les mœurs & les coutumes du peuple anglais , nous pourrions trouver , qu'au lieu de lui inspirer quelque disposition au désordre & à l'anarchie , elle produit sur lui un effet tout contraire. Les Anglais voyant les plus grands pouvoirs dans l'état se soumettre constamment aux loix , & étant sûrs de recevoir de ces loix la même protection , il est impossible qu'ils ne contractent insensiblement pour elle un attachement & un respect profondément ancrés , qui ne sauroient en aucun temps manquer d'avoir quelque influence sur leurs actions. Et de fait , nous voyons jusqu'à ceux de la plus basse classe du peuple en Angleterre , nonobstant les excès apparens dans lesquels ils sont quelquefois précipités , animés cependant d'un esprit de justice & d'ordre , supérieur à ce qu'on observe par la même classe d'hommes dans d'autres pays. L'indulgence extraordinaire qu'on y montre aux accusés de tout rang , n'est suivie d'aucune de ces conséquences pernicieuses que

l'on en pourroit appréhender au premier coup d'œil. Et c'est peut-être à la nature même du gouvernement anglais (quelqu'éloignée que puisse paroître la cause), à l'esprit de justice qu'elle répand sans cesse & insensiblement par tous les ordres du peuple, qu'il faut attribuer l'avantage unique qu'a la nation anglaise, d'employer une méthode pour administrer la justice criminelle, incomparablement plus douce que n'est celle de toute nation, & de produire en même temps moins d'exemples peut-être de violence & de cruauté.

Une autre conséquence, que nous pouvons observer ici comme découlant des principes du gouvernement anglais, c'est la conduite modérée de tous ceux qui se trouvent revêtus de quelque branche de l'autorité publique. Et si l'on jette les yeux sur la conduite de tous les officiers publics en Angleterre, depuis le ministre d'état, ou le juge, jusqu'aux plus bas officiers de la justice, nous trouverons un esprit de support & de douceur prévalant en Angleterre parmi toutes les personnes revêtues de quelque pouvoir, lequel doit causer la plus grande surprise à ceux qui ont parcouru d'autres pays.

Je n'observerai plus qu'une circonstance particulière à l'Angleterre : c'est l'attention constante de la législation à pourvoir aux intérêts & au bien

du peuple , & l'indulgence que ses ministres montrent à leur propre préjudice. Ces avantages sont sans doute la conséquence de l'esprit général qui anime tout le gouvernement anglais : mais cela n'empêche pas qu'ils ne soient dûs aussi , en particulier , à ce qu'on a déposé la partie active de la législation entre les mains des représentans de la nation , & qu'on a commis le soin de redresser les griefs du peuple à des personnes qui , en partie , les sentent eux-mêmes , en partie les voient de près , & qui ne connoissent de plus sûr chemin à leur avancement & à leur gloire , que celui d'être actifs à trouver des remèdes à ces griefs.

Je ne prétends pas , néanmoins , qu'il n'y ait point d'abus dans le gouvernement anglais , & que toutes les bonnes loix possibles y soient faites : je veux dire seulement , qu'il y a une tendance constante à corriger celui-là , & à améliorer celles-ci. Et quant à la circonstance , que toutes les loix existantes sont certainement aussi-tôt exécutées qu'implorées , je la regarde comme l'avantage caractéristique & incontestable de la constitution anglaise : constitution d'autant plus sûre de produire tous les effets dont j'ai fait mention ; & de procurer en général le bonheur du peuple , qu'elle a pris les hommes tels qu'ils sont , & qu'elle n'a point tâché de prévenir , mais seulement de

régler tout. J'ajouterai, que cette constitution étoit d'autant plus difficile à découvrir, que sa forme est compliquée, tandis que ses principes sont naturels & simples. Voilà pourquoi les politiques de l'antiquité, sentant les inconvéniens des gouvernemens qu'ils avoient eu occasion de connoître, souhaitoient l'établissement d'un gouvernement tel que celui-ci, sans oser se flatter de le voir jamais réalisé (1). Tacite, le meilleur juge entr'eux tous, regardoit l'idée d'en établir un tel, comme tout-à-fait chimérique (2); & ce n'est pas pour n'y avoir pas pensé, pour n'y avoir pas mûrement réfléchi, qu'il étoit de cette opinion: il avoit cherché un gouvernement pareil; il l'avoit entrevu, & cependant il continua de le regarder comme impraticable.

N'attribuons donc point aux vues bornées de l'homme, à sa sagacité imparfaite, la découverte de cet important secret. Le monde pouvoit vieillir, les générations pouvoient se succéder à

(1) *Statuo esse optime constitutam rempublicam, quæ ex tribus generibus illis, regali, optimo, & populari, modice confusa.* Cic. Fragm.

(2) *Cunctas nationes & urbes populus, aut prioras, aut singuli regunt. Delecta ex his, & constituta reipublicæ forma laudari facilius, quam evenire, vel si evenit, haud diuturna esse potest.* Tac. Ann. IV.

l'infini , pendant qu'on l'eût cherché en vain
C'est par un concours fortuné de circonstances ,
& j'ajouterai , à l'aide d'une situation favorable ,
que la liberté a pu enfin s'ériger un temple.

Invquée par toutes les nations , mais d'une
complexion trop délicate , à ce qu'on diroit , pour
pouvoir subsister dans des sociétés formées d'êtres
aussi imparfaits que le sont les hommes , elle se
montra , mais ne fit que se montrer , aux nations
ingénieuses de l'antiquité qui habitèrent le sud
de l'Europe. Celles-ci se trompèrent constam-
ment dans la forme du culte qu'elles lui rendi-
rent : continuellement attentives à étendre leurs
conquêtes & leur domination sur les autres peup-
les , elles se trompèrent également sur l'esprit
de ce culte ; & bien qu'elles continuassent , pen-
dant des siècles , de l'adorer , la déesse fut tou-
jours pour elles la *divinité inconnue*.

Exclue , depuis ce temps , des lieux auxquels
elle paroissoit avoir donné la préférence , chassée
des extrémités du monde occidental , bannie même
de tout le continent , elle s'est réfugiée dans
l'Océan Atlantique. C'est-là que , délivrée du
danger d'être troublée de la part de l'étranger ,
& aidée par un heureux préarrangement des cho-
ses , elle a pu déployer en plein la forme qui lui
sied ; & il lui a fallu six siècles pour compléter
son ouvrage.

A l'abri dans la citadelle , elle y régné sur une nation d'autant plus digne de ses faveurs , qu'elle s'efforce d'étendre l'empire de la divinité , & porte dans chaque partie de sa domination les douceurs de l'industrie & de l'égalité. Entourée de tous côtés (pour me servir de l'expression de *Chamberlayne*) de la mer , comme d'un large & profond fossé , munie de vaisseaux de guerre , comme d'autant de forts qui couvrent ses remparts , & défendue par le courage de ses gens de mer , elle entretient dans son sanctuaire ce feu sacré , si difficile à allumer , & qui , une fois éteint , le feroit peut-être pour toujours. Lorsque le monde aura été de nouveau dévasté par des conquérans , elle aura toujours laissé aux hommes la connoissance , non-seulement du principe qui doit les unir , mais , ce qui n'est pas moins important , la forme sous laquelle ils doivent s'unir. Quant au philosophe , chaque fois que ses réflexions tombent sur le sort constant des sociétés civiles parmi les hommes , & qu'il observe en soupirant les causes nombreuses & puissantes qui paroissent les entraîner tous inévitablement à un état incurable d'esclavage politique : il peut se consoler en voyant , que la liberté a enfin découvert son secret au genre humain , & s'est assurée un asyle.

F I N.

6122.8
 VA11319469



T A B L E

D E S M A T I È R E S

Contenues dans le premier Volume.

<i>ÉPITRE dédicatoire.</i>	page v
<i>AVERTISSEMENT.</i>	ix
<i>INTRODUCTION.</i>	page i
CHAPITRE I. <i>Causes de la liberté de la nation anglaise. Raisons de la différence qui se trouve entre son gouvernement & celui de la France. En Angleterre, le grand pouvoir de la couronne sous les premiers rois Normands réunit la noblesse & le peuple.</i>	6
CHAP. II. <i>Second avantage que l'Angleterre avoit sur la France : elle formoit un état indivis.</i>	23
CHAP. II. <i>Seconde partie. Continuation du même sujet.</i>	38
CHAP. III. <i>Puissance législative.</i>	55
CHAP. IV. <i>Du pouvoir exécutif.</i>	65
CHAP. V. <i>Limites que la constitution a données au pouvoir du roi.</i>	68
CHAP. VI. <i>Continuation du même sujet.</i>	72
CHAP. VII. <i>Nouvelles limites.</i>	78
CHAP. VIII. <i>Liberté particulière.</i>	93

TABLE DES MATIÈRES. 183

<i>CHAP. IX. Du droit observé en Angleterre quant aux matières civiles.</i>	<i>page 105</i>
<i>CHAP. X. Continuation du même sujet. Les cours d'équité.</i>	<i>130</i>
<i>CHAP. XI. Justice criminelle.</i>	<i>159</i>
<i>CHAP. XII. Continuation du même sujet.</i>	<i>161</i>
<i>CHAP. XIII. Conclusion du même sujet. Loix sur les emprisonnemens.</i>	<i>184</i>

LIVRE SECOND.

<i>CHAP. I. Avantages particuliers à la constitution d'Angleterre. 1°. Réunion de la puissance exé- cutive.</i>	<i>page 191</i>
<i>CHAP. II. Conclusion du même sujet. Le pouvoir exécutif est plus aisément soutenu lorsqu'il n'est qu'un.</i>	<i>209</i>
<i>CHAP. III. Second avantage. Division de la puis- sance législative.</i>	<i>213</i>
<i>CHAP. IV. Troisième avantage particulier au gou- vernement anglais. Le pouvoir de proposer des loix, mis entre les mains du peuple.</i>	<i>223</i>
<i>CHAP. V. Où l'on examine, s'il seroit avantageux à la liberté publique, que tout le corps du peuple donnât ses suffrages pour faire passer les loix.</i>	<i>234</i>

Fin de la Table du premier Volume.

TABLE DES MATIÈRES. 285

CHAPITRE XI. <i>Pouvoirs que le peuple exerce lui-même. Election des membres du parlement.</i>	pag. 35
CHAP. XII. <i>Continuation du même sujet. Liberté de la presse.</i>	37
CHAP. XIII. <i>Continuation du même sujet.</i>	50
CHAP. XIV. <i>Droit de résistance.</i>	58
CHAP. XV. <i>Preuves, tirées des faits, de la vérité des principes posés dans cet ouvrage. 1. La manière singulière dont les révolutions se sont toujours terminées en Angleterre.</i>	67
CHAP. XVI. <i>Seconde différence. De quelle manière les loix pour la liberté du sujet sont exécutées en Angleterre.</i>	85
CHAP. XVII. <i>Développement du gouvernement anglais. En quoi la monarchie anglaise, en tant que monarchie, diffère de toutes les autres monarchies connues.</i>	127
CHAP. XVIII. <i>Continuation du même sujet.</i>	159
CHAP. XIX. <i>Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont applicables à l'Angleterre.</i>	213
CHAP. XX. <i>Quelques idées sur les tentatives qu'on pourroit faire en divers temps pour diminuer le pouvoir de la couronne, & sur les fâcheuses conséquences qui en résulteroient.</i>	239
CHAP. XXI. <i>Quelques observations sur le droit de</i>	

286 TABLE DES MATIÈRES.

taxe que possèdent les représentans du peuple. —

A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.

page 254

CHAPITRE XXII. *Conclusion. Quelques remarques
sur la nature des divisions qui ont lieu en
Angleterre.*

270

Fin de la Table du second & dernier Volume.

74

